

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
ALIÉNÉS CRIMINELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

JOSEPH GUIBAUD

AVOCAT A LA COUR D'APPEL
ATTACHÉ AU PARQUET DE LA SEINE

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR
14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1898

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
ALIÉNÉS CRIMINELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le lundi 23 mai 1898, à 10 heures

PAR

JOSEPH GUIBAUD

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

ATTACHÉ AU PARQUET DE LA SEINE

Président : M. LE POITTEVIN.

*Suffragants : { MM. ALGLAVE, } professeurs.
 CHÉNON. }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1898



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

DES ALIÉNÉS CRIMINELS

INTRODUCTION

L'homme est un être libre, intelligent et sociable. Il constitue une personnalité qui a la notion du bien et du mal, et qui peut, dans une entière indépendance, se déterminer et agir. De là résulte sa responsabilité.

La nouvelle école italienne a essayé de rejeter l'idée de responsabilité, en niant l'existence de la liberté morale ; mais son déterminisme physio-psychique est inadmissible. Il est vrai que la liberté morale échappe à toute démonstration expérimentale, mais il ne s'ensuit pas qu'elle soit niable. L'homme trouve, dans sa conscience même, un sentiment trop vif de son pouvoir de résister ou d'acquiescer aux sollicitations qui le poussent au bien ou au mal, pour ne pas proclamer qu'il est libre et responsable.

Toutefois, si la liberté morale existe chez l'homme, elle y est sujette à bien des défaillances liées soit à des variations psychopathiques de l'individu, soit à des influences extérieures de nature très diverse. Cet attribut supérieur de l'organisation humaine a ses degrés, mais il est impos-

sible de les mesurer dans autrui ; l'homme doit même souvent reculer devant le dosage de sa propre liberté morale (1).

Il faut cependant reconnaître que l'aliéné n'est pas en état d'apprécier la nature et les conséquences de ses actions ; il ne peut se déterminer librement. Ses facultés mentales sont paralysées ; dès lors, il ne saurait être question de responsabilité à son égard. Tout acte commis par un aliéné est un cas fortuit, un événement de force majeure. Le fou est un malade qu'il importe de soigner et de guérir.

Ces idées, si courantes aujourd'hui, ne remontent pourtant pas bien loin. Au moyen âge et dans les temps modernes, les fous étaient considérés comme des possédés du démon ; leurs contemporains se détournaient d'eux avec effroi, et un grand nombre de ces pauvres insensés périssaient dans les flammes. Ce n'est qu'à la veille de la Révolution que, sous l'influence de Pinel, les idées communes sur les aliénés commencèrent à changer. L'éminent aliéniste démontra que la folie n'est pas incurable, et que les victimes de cette terrible maladie doivent être soignées. Alors seulement, les pouvoirs publics se décidèrent à sortir de leur indifférence !

Les généreux efforts de Pinel et de ses disciples eurent enfin un lendemain. Le Parlement vota, le 30 juin 1838,

(1) V. l'article du Dr E. Pailhas sur l'existence du libre arbitre. *Archives d'anthropologie criminelle, de criminologie et de psychologie mentale et pathologique*, tome XII, n° 68, 15 mars 1897.

une loi sur les aliénés, qui constitue un progrès considérable sur l'état de choses antérieur. Désormais, les fous seront regardés comme des malades dignes d'une immense pitié. Tous les soins médicaux propres à les soulager et à les guérir leur seront prodigués dans des asiles construits et aménagés spécialement pour eux.

La loi de 1838 a rendu d'incomparables services, mais elle contient une lacune grave relative aux aliénés dits criminels. Il ne faut pas, en effet, assimiler au fou qui est calme et inoffensif, l'exalté qui, sous l'empire de la démence, commet un crime quelconque, un incendie ou un assassinat par exemple. Malheureusement, notre législation actuelle ne prend aucune mesure pour remédier aux périls que ces dangereux aliénés font courir à la société. L'aliéné criminel est évidemment un malade, un irresponsable que la loi pénale ne peut atteindre, mais il importe de prendre certaines précautions à son égard.

Aujourd'hui, l'autorité judiciaire ne peut que remettre en liberté les individus qu'elle acquitte ou relâche pour cause de démence ; elle n'a aucun pouvoir pour ordonner l'internement de ceux qu'elle juge dangereux de rendre à la société. Son rôle se borne à avertir l'autorité administrative qui est libre de sa décision. Si le Préfet prononce l'internement de l'aliéné, ce dernier ne tarde pas à donner des marques de guérison suffisantes pour se faire ouvrir les portes de l'asile, et il rentre dans le sein de la société jusqu'au moment où il commet un nouveau crime qui le ramène en justice.

Tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il convient de remédier à cette situation déplorable. De nombreuses tentatives ont été faites pour compléter la loi de 1838 ; elles ont abouti à un projet de loi voté par le Sénat le 11 mars 1887 et transmis à la Chambre des députés le 24 juin suivant. Il est fort regrettable que, dans un espace de près de onze années, nos représentants n'aient pu trouver le temps nécessaire pour discuter et voter les modifications urgentes qui s'imposent. Il est fâcheux qu'ils aient oublié que la France est la patrie de Pinel et des grands aliénistes, et qu'ils nous aient laissé devancer, en cette matière, par un certain nombre de législations étrangères.

CHAPITRE PREMIER

DU PRINCIPE DE RESPONSABILITÉ COMME BASE DU DROIT PÉNAL.

§ 1. — Responsabilité et libre arbitre.

Le cadre restreint de ce modeste travail ne saurait me permettre d'aborder les controverses relatives à la question du libre arbitre et de la responsabilité, ni d'examiner les nombreuses théories auxquelles cette obscure matière a donné naissance. Un congrès tout entier consacré à la discussion de ce thème ne parviendrait pas à l'épuiser, ainsi que l'a fait très judicieusement observer M. Van Hamel (d'Amsterdam) au Congrès d'Anthropologie criminelle tenu à Genève au mois d'août 1896.

Quoi qu'il en soit, et malgré les vives attaques de l'Ecole positiviste anthropologique dite *Italienne* — bien qu'elle n'ait pas fait école précisément en Italie, — le dogme du libre arbitre et de l'imputabilité morale est toujours debout, et nous ne partageons pas, quant à nous, l'enthousiasme du Dr Ladame qui, dans la péroraison de son discours de clôture du IV^e Congrès d'Anthropologie criminelle, n'a pas craint d'affirmer que, grâce à l'énergique impulsion donnée par Lombroso, on pourra bientôt dire : « l'ancien ordre des choses est renversé, les temps changent, et une vie nou-

velle renaît sur les ruines ». Nous croyons bien plus volontiers avec M. le Sénateur Zakrewsky (de St-Petersbourg) que, s'il y a quelque chose de renversé jusqu'à présent, ce ne sont que les découvertes et les théories de Lombroso et de ses amis ; et, tout en rendant hommage aux recherches si patientes, aux expériences et aux observations si ingénieuses et si persévérantes de l'Ecole novatrice, nous pensons, pour notre part, que ses données sont plus bruyantes que solides, et qu'il est peut-être temps d'écarter de toute discussion des thèmes comme celui du criminel-né, du type anatomique du criminel, etc... (1).

§ 2. — Ecole traditionnelle classique.

Le dogme du libre arbitre et de la responsabilité morale constitue encore de nos jours la base du droit de punir, et sert de fondement à notre Droit pénal : il est le point de départ de l'Ecole traditionnelle classique que nous allons examiner rapidement. Aux yeux des partisans de cette doctrine, la personnalité de l'homme découle de la raison et de la liberté, et, à son tour, cette personnalité engendre la responsabilité et l'inviolabilité : l'homme n'est responsable que parce qu'il est libre, et il n'est inviolable que parce qu'il est responsable. Si l'homme vivait isolé, la question de sa responsabilité ne se poserait pas, mais l'homme vit en société, la sociabilité est pour lui un état

(1) *Archives d'anthropologie criminelle*, n° 68, 15 mars 1897.

nécessaire, fatal. *Non est enim singulare nec solivagum genus hoc*. L'homme étant né sociable, il faut que chacun soit protégé par tous et aussi contre tous, car, lorsque des individus vivent ensemble, des collisions, des conflits sont inévitables. Dans les sociétés primitives, ces conflits étaient réglés par la force ; mais, dans nos sociétés civilisées, il existe un pouvoir que M. Garraud (1) définit « une force collective et organisée mise au service de l'individu », et dont la mission consiste à assurer le triomphe de l'équité. Ce pouvoir a, de plus, le droit de demander à chacun compte de ses actes.

Au début, le crime ou le délit était affaire entre l'offenseur et l'offensé et leurs familles : la victime était satisfaite quand elle avait rendu le mal pour le mal ; c'était le système de la *vengeance privée*. Les parties admettaient parfois aussi des *compositions*. A peine constitué, mais déjà frappé des désordres dus aux vengeances privées, le pouvoir réglementa le système des compositions, et, finalement, l'imposa. A la vérité, il ne lui fut pas toujours facile de se faire obéir, à l'origine tout au moins ; mais, peu à peu, son autorité s'affermir et, bientôt, il se chargea de punir lui-même, en se faisant considérer *comme le représentant du pouvoir divin sur la terre*. Ainsi apparut l'idée de *peine* proprement dite que l'Ecole classique fait dériver de la liberté de l'agent et de son obligation de rendre compte. La peine était alors un *mode d'expiation*, une

(1) V. Garraud, *Précis de droit criminel*, 5^e édition, p. 4.

souffrance destinée à réparer le mal ; elle ne tarda pas à devenir d'une rigueur excessive dont on retrouve la trace jusque dans la procédure de l'ancien régime. Pour l'appliquer, on n'envisageait que la gravité matérielle de l'infraction, on faisait abstraction complète de l'agent parce que l'on estimait que la volonté est toujours absolument libre et que la force de résistance est la même chez le criminel que chez l'honnête homme. Il eût été logique, ce semble, de faire découler de ce principe, l'unité de la peine. Il n'en fut rien pourtant ; la peine était arbitraire.

Au XVIII^e siècle, une réaction se produisit. Les philosophes s'élevèrent contre les abus de l'ancienne législation et attaquèrent violemment un Droit pénal qui, sous prétexte d'expiation et d'intimidation, méconnaissait les droits de l'individu. La conception de l'Etat chargé par Dieu de mettre la force matérielle à la portée du bien fut remplacée par une nouvelle formule : on plaça l'origine de l'Etat dans la libre association des volontés humaines et l'on fit dériver le droit de punir d'une *convention sociale*. Le système offre quelques variantes. D'après les uns, le droit de punir ne serait autre chose que le droit de défense appartenant en propre à chaque individu, et que ce dernier aurait cédé au pouvoir en entrant dans la société ; d'après les autres, tout homme aurait le droit d'infliger une peine, et c'est ce droit qu'il aurait transmis au pouvoir ; suivant d'autres enfin, les hommes auraient investi le pouvoir du droit de les punir, s'ils violaient le pacte social (1).

(1) Garraud, *Précis de droit criminel*, p. 9.

Cette doctrine, dite du *contrat social*, a été soutenue ou développée notamment par Hobbes, J.-J. Rousseau et Beccaria. Ce dernier philosophe posa nettement le principe de l'*utilité sociale sagement entendue* ; à ses yeux, la véritable mesure des délits, c'est le dommage qu'ils causent à la société.

Il est à remarquer que, dans les théories dites *contractuelles*, la peine est un moyen d'*intimidation*, de *défense sociale*. Aux peines arbitraires, on substitua des peines *fixes, égales*. La responsabilité demeura le fondement du droit de punir, mais elle n'en donna pas la mesure, parce que l'on continuait à considérer que, vis-à-vis d'un même acte, tous les hommes ont la même liberté ; on ne tenait toujours compte que du côté *objectif*, le fait matériel, sans se préoccuper du côté *subjectif*, l'agent.

Le philosophe Bentham qui exerça une certaine influence sur les rédacteurs du code pénal, reprit le principe de l'*Utilité*. La base de son système est la recherche de la plus grande somme de bonheur possible. Le meilleur moyen d'obtenir l'ordre est, suivant Bentham, de montrer la peine à l'avance : la peine devra se faire craindre plus que le crime ne devra se faire désirer.

Mais, à côté de l'idée *utilitaire*, l'idée *purement morale* était également soutenue. Kant la reprit et la fit entrer en lutte avec l'idée d'utilité. Il développa le système de la *justice absolue*, basé sur l'idée pure d'*expiation* : *le mal doit être puni parce qu'il est le mal*. La peine est une sanction, une satisfaction donnée à la justice absolue.

On voit ainsi que nous avons deux tendances en matière de pénalité : l'idée utilitaire et l'idée purement morale. Après avoir été opposées l'une à l'autre pendant un certain temps, ces deux idées ont fini par se combiner pour former le *système éclectique français*, appelé quelquefois aussi *l'Ecole de justice morale limitée par l'utilité sociale*. Défendue par Rossi, Guizot, de Broglie, Carrara, etc., la nouvelle doctrine inspira les réformes dont notre législation pénale a été l'objet depuis 1832. Elle donna comme base à la peine un double élément : *le juste* et *l'utile*. Pour elle, la justice ne doit intervenir que lorsque l'acte accompli est tout à la fois un mal moral et un trouble social.

La théorie de la responsabilité unique, égale pour tous, fut vivement attaquée au début de ce siècle. On lui reprocha de ne tenir aucun compte du délinquant. N'est-ce pas surtout, dit-on, la force de résistance de l'agent qui détermine sa véritable responsabilité, et ce dont il faut par conséquent tenir compte avant tout ? A l'idée de *responsabilité fictive*, on substitua l'idée de *responsabilité vraie*, *psychologique*, on réclama l'*individualisation de la peine* fondée sur le degré de responsabilité, et, comme conséquences pratiques, on établit le système des peines variant entre un maximum et un minimum, et celui des circonstances atténuantes. Le tempérament moral du criminel étant la vraie cause du crime, on s'appliqua à le réformer, un troisième but, l'*amendement*, apparut dans la peine dont on s'efforça de faire un moyen d'éducation correctionnelle (1). Cette théorie a un bien mauvais côté.

(1) Le droit canonique avait déjà entrevu l'idée d'amendement. Pour

Dès l'instant que l'on admet une responsabilité partielle, variable, et que l'on fait découler le degré de culpabilité de l'agent de sa force de résistance au mal, on aboutit à ce paradoxe que, plus on est criminel, moins on est responsable. Le criminel endurci paraît en effet avoir perdu tout sens moral : il ne songe même pas à résister au mal, et si l'on veut à tout prix lui trouver une responsabilité vraie, on devra remonter à l'époque peut-être très éloignée où il avait encore l'intuition de l'honnête, à supposer toutefois qu'il l'ait eue un jour. Et cette responsabilité n'aura aucun rapport avec le crime qu'on lui reproche aujourd'hui ! Il y a plus : cette responsabilité partielle admise, comment la mesurer ?

Ces problèmes si troublants ont jeté le doute sur l'imputabilité morale, et une nouvelle école fondée il y a quelque vingt ans, n'a pas hésité à baser sa doctrine sur la négation absolue de la responsabilité. Nous voulons parler de l'école anthropologique italienne dont Lombroso, Ferri, Piniet Garofalo sont les principaux chefs.

§ 3. — Ecole positiviste anthropologique italienne.

Cette nouvelle doctrine se présente comme devant renouveler le droit pénal. Elle reproche tout d'abord à l'Ecole classique ses résultats désastreux : l'augmentation considérable du nombre des crimes, l'accroissement cons-
lui, la peine n'était plus la *castigatio* du droit romain, mais un procédé de correction.

tant du nombre des récidivistes. Cela prouve surabondamment, d'après Garofalo, que l'ancienne méthode est mauvaise et qu'il convient d'opérer autrement. Ce n'est plus le crime qu'on devra considérer, dit-on, c'est le criminel qu'il faudra étudier, et cela sans aucune idée morale préconçue. Il importe donc d'employer la *méthode d'observation*, la *méthode expérimentale*. Et, en effet, la nouvelle école s'est attachée à l'étude de l'homme criminel (*anthropologie criminelle*). Mais elle ne s'est pas bornée là : elle s'est occupée également du milieu criminel (*sociologie criminelle*). A quels résultats a-t-elle abouti ?

Elle a cru découvrir l'existence d'un *type criminel* constitué par certaines anomalies (anatomiques, physiologiques, pathologiques, psychologiques etc...) que Lombroso décrit dans un livre tout entier (1).

Le criminel serait un homme anormal, la criminalité constituerait un état pathologique, un état morbide analogue à l'aliénation mentale.

Mais d'où proviendraient ces anomalies ? De régression atavistique, d'après les uns ; de dégénérescence, d'après les autres. Dans tous les cas, il y aurait là un état constitutionnel qui ne serait pas susceptible de guérison.

Au début, l'école italienne avait cru pouvoir se contenter d'un type unique pour tous les criminels ; elle s'aperçut bien vite qu'il fallait établir des classifications (criminels - nés , criminels aliénés , criminels d'habitude , d'occasion, de passion...). On distingua surtout les *crimi-*

(1) *L'Uomo delinquente*, tr. fr. Félix Alcan.

nels-nés, c'est-à-dire ceux qui sont poussés au mal par une force irrésistible, et les *criminels d'occasion* c'est-à-dire ceux sur lesquels les circonstances extérieures exercent une influence prépondérante. C'était déjà une atténuation portée à la loi de l'hérédité par Pini et Garofalo qui n'admettent pas que l'atavisme soit le seul facteur de la criminalité, et estiment au contraire que le milieu tient une place considérable. Si la théorie n'est pas sensiblement modifiée par ce nouveau point de vue, il n'en faut pas moins reconnaître que, si l'on admet l'influence du milieu, on pourra, en modifiant les conditions sociales, atténuer, sinon détruire les prédispositions au crime, on pourra diminuer le nombre des crimes (*loi de saturation criminelle*). Au législateur, il appartiendra de changer le milieu pour prévenir le mal (*substitutifs pénaux* de Ferri).

Les procédés d'observation de l'école anthropologique lui ont permis de rejeter absolument l'existence de la liberté morale (base de l'école classique) qu'elle considère comme une hypothèse, une illusion, une erreur. La nature présente partout, dit-elle, l'exemple d'un déterminisme universel. L'homme n'est pas plus libre que les autres êtres : donc il n'est pas responsable. Toutefois, si la liberté morale n'existe pas pour l'homme, celui-ci n'en a pas moins une *responsabilité sociale*. La société est un organisme qui a le droit de vivre et d'éliminer tout ce qui s'oppose à sa vitalité. Or, le criminel est un individu non assimilable parce qu'il ne possède pas les éléments constitutifs du fonds social, c'est-à-dire, d'après Garofalo, la pitié et la probité. Il

s'agira de chercher le critérium de perversité naturelle de l'agent et de frapper ensuite. Mais, quand la société aura découvert les anomalies constitutives du type criminel, pourra-t-elle, sous prétexte de danger social, s'emparer de l'individu anormal pour le mettre hors d'état de nuire ? Cela eût semblé logique. Personne cependant n'a osé le soutenir. On attendra donc que la crise éclate. Et alors, en quoi consistera la répression ?

Ici, encore, nous rencontrons des données en contradiction avec celles de l'école classique. La nouvelle doctrine italienne trouve la justification de la peine dans l'idée de *défense sociale*, indépendamment de toute responsabilité morale de l'agent, dont on ne mesure que le degré de *nocuité sociale*. La répression ne doit avoir aucun caractère déshonorant, puisque la perversité est un *état de nature*. La peine, que l'école anthropologique regarde comme *la source la plus féconde de la criminalité*, la peine est rejetée comme mode d'expiation, d'intimidation et d'amendement ; elle ne sera qu'une mesure de séquestration analogue à celles que l'on emploie à l'égard des aliénés. La question sera de choisir le mode convenable : *élimination absolue* — non pas la mort, mais la séquestration perpétuelle — pour les inadaptables ; *élimination relative* pour les autres. Quant au *criminel d'occasion*, on emploiera contre lui des moyens de coercition pour l'obliger à réparer le mal accompli. Pour trouver la mesure du procédé de réaction, il conviendra, avant tout, de déterminer à quelle catégorie appartient le criminel. Une réforme judiciaire s'impose

dans ce sens : on devra recourir à des magistrats et à des jurés très versés dans la science anthropologique...

Le bruit fait autour de cette nouvelle doctrine par ses partisans, a donné lieu à plusieurs Congrès qui ont été tenus à Rome en 1885, à Paris en 1889, à Bruxelles en 1892, à Genève en 1896. L'existence du *type criminel* a été éloquemment réfutée, au Congrès de Paris, par le professeur Brouardel. En 1892, la théorie italienne subit un échec complet à Bruxelles, et, au Congrès de Genève, Lombroso lui-même atténua sa doctrine. Lors de ce dernier Congrès, on décida d'écarter, à l'avenir, toute discussion relative à la question du libre arbitre dont l'ingérence dans le domaine du droit criminel soulève des difficultés presque insolubles. La mise à l'écart de cette question ne nous semble pas suffisante pour amener l'accord entre spiritualistes et déterministes, car il est évident que l'on résoudra tous les problèmes de criminalité dans tel sens ou dans tel autre, suivant que l'on admettra ou non la responsabilité morale de l'agent (1). Si, en définitive, la théorie italienne a rencontré peu de fervents adeptes, la méthode d'observation qu'elle préconise a, par contre, recueilli de nombreux suffrages, et le reproche qu'elle adresse à l'Ecole classique de ne pas étudier le délinquant

(1) Voir à ce sujet la remarquable étude que vient de publier à Grenoble M. le professeur Cuche sous ce titre : *De la possibilité pour l'Ecole classique d'organiser la répression pénale en dehors du libre arbitre*. Le savant auteur soutient qu'il est possible de s'entendre sur le terrain de la répression, tout en restant en désaccord sur la question de responsabilité dont il n'y a pas lieu de se préoccuper ni pour l'établissement, ni pour l'application, ni pour l'exécution de la peine.

avec assez de précision — reproche exagéré, suivant nous — a été généralement bien accueilli.

Que penser de la nouvelle école, de sa théorie, de ses découvertes ?

La science est à peu près unanime à repousser le *type du criminel-né*, irréductible. Lombroso a dû avouer que la criminalité ne serait pas toujours incurable et que, dans la moitié ou le tiers des cas, tels individus auraient pu être des criminels s'ils n'avaient pas suivi une bonne direction. La thèse italienne est d'ailleurs ici en défaut sur bien des points. Les anomalies qui caractérisent le criminel devraient évidemment exister chez tous les criminels et ne se trouver que chez eux ; or, il est avéré qu'un bon nombre de criminels ne présentent aucune des anomalies typiques, et que, en revanche, ces anomalies se rencontrent dans une quantité notable d'honnêtes gens. De plus, les signes pathologiques de la criminalité devraient être absolument semblables chez tous les criminels-nés, les intensités de ces anomalies congénitales devraient être en proportion des tendances au crime. A ces deux points de vue, la doctrine de Lombroso est encore en faute. Ajoutons que, d'après une loi physiologique inévitable, la descendance de ces criminels devrait fatalement reproduire les signes distinctifs de la race ; or, il n'en est rien, et il est démontré que les marques de dégénérescence qui se rencontrent chez les enfants des criminels proviennent surtout du milieu et de l'éducation. Il ne faut pourtant rien exagérer. En effet, si nous rejetons le type du criminel

atavistique, nous ne reconnaissons pas moins qu'il existe un état de *criminalité latente*, dont les crimes sont les manifestations, mais nous pensons que cet état est un état secondaire, acquis, et non pas un état atavistique, inné, fatal. Il y a plus : si l'Ecole italienne était conséquente avec elle-même, la société devrait s'arroger le droit de s'emparer de tout individu présentant les signes révélateurs de la criminalité. Ne vaudrait-il pas mieux prévenir le mal que de le laisser s'accomplir ? — Autre inconséquence : la méthode employée repose entièrement sur l'*observation* des faits ; or, elle ne tient aucun compte des sentiments traditionnels de la masse. Justes ou non, ces idées constituent un fait que la méthode expérimentale ne doit pas mettre à l'écart.

§ 4. — *Terza scuola.*

Une école dérivée de l'école anthropologique italienne a été fondée, il y a quelques années, sous l'impulsion d'Alimena. Cette *terza scuola* emploie la méthode d'observation et rejette entièrement l'existence du libre arbitre et de la responsabilité morale, mais elle s'éloigne de la doctrine italienne à d'autres points de vue. Elle rejette le type du criminel-né et considère le milieu social comme le facteur principal de la criminalité. Quant à la peine, elle lui conserve sa double fonction d'exemplarité et d'intimidation. La *terza scuola* reproche à l'école italienne d'assimiler les criminels aux aliénés ; pour ces derniers, il est

évident que la peine n'a pas de raison d'être, et qu'on ne prévient pas la folie par voie d'intimidation, mais il en est autrement du crime. Et puis, ne faut-il pas tenir compte de l'opinion générale qui considère la peine comme une satisfaction donnée à la moralité publique indignée devant le crime ? La peine aura un double résultat : maintenir les honnêtes gens dans la bonne voie et effrayer les criminels. L'Ecole d'Alimena classe les hommes en trois catégories : 1^o les *individus foncièrement honnêtes*, pour lesquels il n'y a pas besoin de lois ; 2^o quelques *criminels irréductibles*, réfractaires à toute loi et pour lesquels les Codes sont également inutiles ; 3^o un nombre considérable de *délinquants possibles ou probables* pour lesquels l'occasion sera tout et qu'un Code pénal parviendra seul à intimider (1).

§ 5. — Ecole française lyonnaise.

Une autre école récente mérite une mention spéciale. Nous voulons parler de l'*Ecole française lyonnaise* fondée par le Dr Lacassagne. Bien plus réservée que la *terza scuola* et que l'*Ecole anthropologique italienne* sur la question du libre arbitre, l'Ecole lyonnaise attache une importance considérable aux influences extérieures et proclame l'efficacité de la peine, du moins pour certains criminels. Elle divise en effet ces derniers en trois classes :

(1) Sur ces différentes théories, V. MM. Le Poittevin et Saleilles à leurs cours.

1^o les *criminels d'instinct* ; ce sont des incorrigibles sur lesquels la peine n'aura aucune prise ; 2^o les *criminels de pensée* (c'est-à-dire les aliénés) auxquels il faudra réserver l'hôpital ; 3^o les *criminels d'acte* (criminels de passion, d'occasion) sur lesquels la peine aura des effets salutaires (1).

§ 6. — Conclusion.

Quelle sera notre conclusion ?

Nous estimons qu'un droit pénal, s'il veut concourir à la défense sociale, ne peut rejeter les idées courantes qui constituent le fond de la moralité publique. Or, ces sentiments généraux sont basés sur l'idée de responsabilité, sur la notion de la liberté morale que chacun de nous ressent si vivement. Mais ce délicat problème de la liberté morale est loin d'être résolu : il a engendré les célèbres querelles du moyen âge ; aujourd'hui encore, il est l'objet de discussions plus passionnées hélas ! que lumineuses. A la vérité, la démonstration concrète de la liberté morale est loin d'être faite. Faut-il en conclure que ce sentiment de notre liberté que nous trouvons en nous-mêmes est un leurre de notre imagination et que « toute notre liberté consiste à croire que nous sommes libres », ainsi que l'a prétendu Spinoza ? Non certes, car en ce qui touche les vérités morales, ne sommes-nous pas obligés d'accepter les données de notre conscience ? Si celle-ci nous abuse sur ce point,

(1) M. Le Poittevin, à son cours.

quel crédit lui accorder sur tous les autres ? Et puis, cet acte de foi que tout le monde fait, ne suffit-il pas pour permettre de baser le droit pénal sur la responsabilité ?

Nous estimons que tout homme est capable de liberté, mais nous nous refusons à croire à une responsabilité unique, égale pour tous. Nous acceptons une responsabilité virtuelle de l'homme par rapport à ses actes, mais la force de résistance de l'individu, en présence de tel acte déterminé, nous croyons impossible de la mesurer. Cette responsabilité, dont nous ne pouvons connaître le degré, ne saurait évidemment donner la mesure de la peine, mais elle est suffisante pour lui servir de base.

La peine devra donc, suivant nous, être maintenue avec son caractère de satisfaction à la moralité publique et d'intimidation pour les criminels. Judicieusement appliquée, elle contribuera à l'amendement du coupable.

Pour la doser, on tiendra compte de deux facteurs : 1^o de la *criminalité virtuelle de l'individu*, c'est-à-dire du danger subjectif qu'il présente, et 2^o du *trouble social*, c'est-à-dire de la gravité objective des faits (1-2).

(1) M. Saleilles à son cours.

(2) M. Makarevie, privat docent à Cracovie, s'est efforcé de démontrer que, en réalité, les théories classiques et les doctrines positivistes qu'on a l'habitude d'opposer, ne sont pas en aussi grande contradiction qu'on se plaît à le dire. Les différents systèmes semblent en effet se pénétrer de plus en plus. Comme le fait très justement observer M. Makarevie, ce qui caractérise surtout les partisans des diverses écoles, c'est leur entraînement à soutenir des idées nouvelles ou à défendre les anciennes (V. *Ecole classique et Ecole positiviste dans la science pénitentiaire*).

CHAPITRE II

DE L'IRRESPONSABILITÉ POUR CAUSE DE DÉMENCE.

§ 1. — Principe de l'Irresponsabilité.

I. Article 64 du Code pénal. — II. Son utilité et son sens précis. — III. Sa justification rationnelle. — IV. Son caractère de généralité.

I. — La responsabilité n'existe qu'autant que l'individu a agi avec *discernement* et *volonté*. Par conséquent, tout fait de nature à supprimer ces deux facultés, ou l'une ou l'autre de ces facultés, exclut en même temps la culpabilité. C'est ce qu'a très bien dit, dans la discussion de l'article 64 du Code pénal, l'orateur du tribunal, M. Faure, qui s'est exprimé en ces termes : « Une règle commune à tous les prévenus, soit du fait principal, soit de complicité, est qu'on ne peut déclarer coupable celui qui était en état de démence au temps de l'action, ou qui, malgré la plus vive résistance, n'a pu se dispenser de céder à la force. Tout crime ou délit se compose du fait et de l'intention. Or, dans les deux cas dont nous venons de parler, aucune intention criminelle ne peut avoir existé de la part des prévenus, puisque l'un ne jouissait pas de ses facultés morales et, qu'à l'égard de l'autre, la contrainte seule a

dirigé l'emploi de ses forces physiques. » De ce qu'il ne saurait y avoir de culpabilité qu'à la condition que le délit ou le crime ait eu sa cause dans une volonté intelligente et libre, il résulte : 1^o que l'homme seul peut être responsable (1) ; 2^o que l'homme n'est responsable qu'autant qu'il peut se rendre un compte suffisamment exact de ses actions. Aussi, il est un principe de bon sens que doit admettre toute législation basée sur la responsabilité, c'est que tout état pathologique qui supprime la raison et la liberté supprime la responsabilité.

Le Droit romain considérait déjà la démence comme une cause de non-imputabilité ; Modestin (L. 12, D., *Ad leg. Corneliam de Sicariis*) déclare que « le fou est excusé par son malheur » ; les empereurs Marc et Commode disent dans un rescrit que « le fou est assez puni par sa folie » (L. 14, D., *De off. præs.*). L'aliéné, n'étant pas *doli capax*, échappait à l'action d'injures (Paul, *Sent.*, V, 4, § 2) et à l'action de la *legis Aquiliæ* (L. 5, § 2, D., *Ad leg. Aquil.*, 9-2).

La doctrine romaine fut adoptée par notre ancienne législation. Ayrault (Liv. 3, art. 3, n^o 7) estimait, quant au fou, qu'il faut « se contenter de sa misère et calamité » car, ajoutait d'Espeisses (*Tr. des Crimes*, 1^{re} partie, tit. II, n^o 7), « il a plus besoin d'un médecin que d'un juge ».

Le même principe est proclamé par l'article 64 de notre Code pénal : « Il n'y a ni crime ni délit, lorsque le pré-

(1) Cette vérité a été méconnue pendant fort longtemps. Au moyen-âge, beaucoup de procès criminels ont été suivis contre les animaux.

venu était en état de démence au temps de l'action... » Remarquons tout d'abord combien cette formule est plus énergique que celle de l'article 66 qui, relativement au mineur ayant agi sans discernement, se borne à dire : « il sera acquitté ». Aux termes de l'article 64, le crime ou le délit — ajoutons : ou la contravention — disparaît complètement devant la démence ; il ne reste plus qu'un fait matériel, un événement de force majeure, un cas fortuit que la loi ne saurait atteindre.

II. — Mais était-ce bien utile à dire ? La question même de culpabilité ne comprend-elle pas forcément l'appréciation de l'état mental de l'agent ? Que peut donc bien signifier l'article 64 ?

A) On a prétendu que cet article nous enseigne que la loi n'admet que la démence proprement dite comme cause d'irresponsabilité, et que toutes les autres altérations possibles des facultés mentales ne sont pas de nature à supprimer la responsabilité. Quelques arrêts (V. not. Cass., 1^{er} juin 1843, S. 43.1.843) ont adopté cette interprétation restrictive ; mais, aujourd'hui, on est d'accord pour reconnaître que le jury ou le tribunal peut admettre comme cause de non-culpabilité tout état d'altération des facultés mentales, autre que la démence proprement dite.

B) Certains auteurs ont soutenu que si la loi a prévu uniquement la démence, c'est à cause de certaines particularités de procédure. Comme pour le discernement, on doit, dit-on, en cas de démence, poser une question spéciale au jury, tandis que toute question spéciale relative

aux autres altérations des facultés mentales, l'ivresse par exemple, entraînerait nullité. De plus, en cas de démence, il y a lieu à une expertise médicale.— Il est exact que, dans l'état actuel de notre jurisprudence, le Président des Assises ne pourrait, sans nullité, poser au jury une question spéciale relative à l'ivresse ou à toute altération des facultés mentales autre que la démence, alors que pour cette dernière, il peut, sans nullité, dédoubler les éléments de la culpabilité et poser une question spéciale, mais il faut remarquer qu'il n'y a là qu'une simple faculté et non pas une obligation pour le Président des Assises ; nous n'avons pas en effet ici, de texte analogue à l'article 340 du Code d'instruction criminelle. Quant à l'expertise médicale, elle n'est qu'un usage de jurisprudence. Il ne nous semble donc pas que ce soit à raison de ces particularités que l'article 64 ait prévu spécialement le cas de démence.

C) On a dit encore pour expliquer l'article 64, que, dans le cas de démence, les juges seraient obligés d'acquitter, et en même temps d'ordonner l'internement de l'aliéné. Certes, il aurait pu, il devrait même en être ainsi (et c'est là le système du projet de réforme de notre Code pénal), mais donner aujourd'hui une telle interprétation à l'article 64 du Code de 1810, c'est lui attribuer une portée qu'il n'a pas. La Cour d'assises n'a incontestablement pas le droit de prononcer l'internement des individus acquittés pour cause de démence ; ce droit n'appartient pas à l'autorité judiciaire, mais à l'autorité administrative, l'article 18 de la loi du 30 juin 1838 ne laisse subsister aucun doute à cet égard.

D) Pour nous, l'article 64 a une importance considérable. Il pose le principe de notre droit pénal en matière d'irresponsabilité. Notre législation est basée sur une présomption de responsabilité qu'elle fonde sur l'état de l'homme normal, et elle ne fait disparaître cette présomption que devant un état pathologique général qui transforme complètement la nature de l'agent et fait de lui un homme anormal. Par démence, le Code pénal français entend l'absence de raison, qu'elle provienne soit d'une organisation cérébrale incomplète (idiotie, imbecillité, faiblesse d'esprit avec perversion des instincts, folie morale..), soit d'une maladie du cerveau, c'est-à-dire de causes organo-pathologiques qui entravent le libre jeu des facultés (folie proprement dite sous toutes les formes). Notre législation se place donc soit en face du type absolu de l'homme libre et intelligent, soit en face du type diamétralement opposé de l'homme absolument irresponsable. Mais, entre ces deux types, il y a une *zone neutre*, il y a des troubles psychiques passagers, des altérations des facultés, qui influent sur la raison et la liberté ; eh bien ! ces états pathologiques, notre Code pénal ne les range pas sous la qualification de démence, et ils restent par conséquent en dehors de l'étendue d'application de l'article 64. Est-ce à dire que l'on n'en doive tenir aucun compte ? Nullement. Dans la pratique, d'ailleurs, les magistrats et les jurés accordent, en présence de ces cas, les circonstances atténuantes ; ils vont même quelquefois plus loin, les jurés surtout acquittent souvent. Je reconnais bien volontiers que ces troubles

psychiques produiront, la plupart du temps, l'irresponsabilité de l'agent, mais ce que je veux dire, c'est que l'article 64 ne peut recevoir ici d'application, et que tout jugement d'un tribunal correctionnel qui motiverait à tort un renvoi d'instance sur l'article 64, et donnerait ainsi une fausse interprétation de l'irresponsabilité, tomberait sous la censure de la Cour de Cassation. Quant au verdict d'acquiescement, si, dans ce cas, il échappe à la rigueur de la Cour Suprême, c'est uniquement parce que le jury ne révèle pas les motifs de sa décision (1). Des arrêts de cassation (not. : 25 juin 1827, 1^{er} juin 1843, S. 43, 1, 843) fixent la jurisprudence en ce sens, mais nous croyons toutefois, avec M. Garraud (2), qu'ils exagèrent le principe, car ils paraissent interdire de rechercher la non-culpabilité dans des états psychologiques voisins de la démence, comme le surdi-mutisme et l'ivresse, et de fonder cette non-culpabilité sur ces états.

Nous ne prétendons pas ranger le surdi-mutisme et l'ivresse au nombre des excuses légales, nous ne reconnaissons pas au défenseur le droit de faire poser une question spéciale sur ces faits, mais nous refusons d'admettre que l'on puisse interdire à une juridiction de déclarer non coupable un individu qui, au moment du délit, ne jouissait pas de sa raison.

III. — Les législations modernes sont loin d'être d'accord sur la question de savoir quand il y a démence. A ce point de

(1) M. Saleilles, à son cours.

(2) *Précis de droit criminel*, note 1, p. 158. Paris, 1895.

vue, on peut les diviser en deux groupes : 1° celles qui se basent sur la responsabilité concrète, 2° celles qui se fondent sur une présomption de responsabilité et n'admettent comme causes d'irresponsabilité que des états pathologiques organiques. Dans le premier groupe, quelques législations décident, comme le Code des Pays-Bas, § 37, que tout trouble de la raison ou de l'intelligence, fût-il momentané, supprime la responsabilité ; ces législations indiquent ainsi un critérium susceptible de constatations expérimentales ; dans d'autres pays (C. Toscan, art. 34 ; Code pénal allemand, art. 31 ; Code pénal italien, art. 46) on va plus loin : on fait disparaître la responsabilité devant toute crise psychologique rendant impossible ou improbable l'usage de la liberté. Une telle doctrine nous semble fort dangereuse. Comment mesurer le degré de liberté de l'agent ? Quel est le criminel qui ne puisse soutenir qu'il a accompli l'acte incriminé sous le coup d'une obsession quelconque, dans un état d'âme exclusif de toute liberté ?

Le second groupe comprend les législations pour lesquelles il s'agit de faire constater médicalement les états pathologiques qui emportent présomption d'irresponsabilité. Quelques-unes de ces législations (C. pénal français, art. 64 ; C. pénal belge, art. 71) désignent l'état d'altération des facultés mentales exclusif de toute responsabilité, au moyen d'une expression scientifique, telle que *démence*, qu'ils ne définissent pas, de façon à permettre l'assimilation d'états analogues. Certains codes prévoient au contraire, à l'avance, les états assimilables. Enfin, dans quel-

ques pays, notamment en Angleterre, des règles spéciales déterminent en quoi consiste la démence, et les cas dans lesquels il y a démence.

Le système le plus rationnel est, suivant nous, celui du Code pénal français, qui se borne à indiquer un type bien net : la démence, et laisse ainsi une très grande liberté d'appréciation aux juges en ce qui concerne tous les autres états pathologiques que la science ne connaît encore qu'imparfaitement et qui peuvent déterminer des impulsions irrésistibles.

IV. — On a parfois reproché au législateur français d'avoir employé le mot *démence* dont le sens est étroit, et on s'étonne qu'il ne se soit pas plutôt servi de l'expression *aliénation mentale* qui est beaucoup plus compréhensive. On peut répondre à cela qu'en 1810, l'expression *aliénation mentale* était peu usitée et qu'à cette époque, on ne connaissait pas encore les troubles de la volonté, la *folie lucide* ; les troubles de l'intelligence étaient alors les seuls signes patents de la folie. Mais, si le mot *démence* a, par lui-même, un sens étroit que lui conserve le droit civil en l'opposant à l'*imbécillité* et à la *fureur* (art. 489), ce n'est pas une raison pour que le Code pénal s'en tienne à une interprétation restrictive. L'article 64 n'a eu à s'occuper de la démence que pour déclarer qu'elle est exclusive d'une volonté criminelle, et sa disposition s'appliquera, sans qu'il y ait lieu de tenir compte du régime légal auquel l'aliéné est soumis ; peu importe que ce dernier soit interdit ou non interdit, placé ou non dans un établissement d'aliénés,

pourvu ou non d'un conseil judiciaire, que son état soit notoire ou inconnu, antérieur ou postérieur au fait qui lui est reproché; la seule question à résoudre est celle-ci : « l'inculpé était-il en état de démence au moment de l'action ? » Si oui, il est hors la loi pénale.

La disposition de l'article 64 est générale. Il n'y a donc pas à distinguer si l'infraction commise par l'aliéné est prévue par le Code pénal ou par une loi spéciale; et il était inutile de déclarer dans les articles 202 du Code de justice pour l'armée de terre et 260 du Code de justice pour l'armée de mer, que l'article 64 est applicable aux infractions de la compétence des tribunaux militaires et des tribunaux maritimes. — Ajoutons que notre article s'applique aux contraventions. On a cependant soutenu le contraire en s'appuyant sur le texte qui dit seulement : « il n'y a ni crime ni délit », et en faisant remarquer que la contravention est punie en dehors de toute intention coupable. Cela est exact, mais il n'en est pas moins vrai que, pour qu'il y ait contravention, il faut au moins un fait accompli en état de liberté intellectuelle; or, tout acte commis sous l'empire de la démence est un cas fortuit, un événement de force majeure qui ne saurait constituer une infraction (1). Le Code pénal belge, plus explicite que le nôtre, contient un article 71 ainsi conçu : « Il n'y a pas d'infraction lorsque l'accusé ou le prévenu était en état de démence au moment du fait. »

(1) F. Hélie, *De l'exception de démence en matière criminelle*.

§ 2. — Applications pratiques du principe.

- I. Maladies mentales proprement dites (A. Imbécillité et Idiotie. — B. Démence proprement dite : Intervalles lucides. — C. Monomanie. — D. Paralyse générale).
- II. Etats pathologiques transitoires (A. Surdi-mutité. — B. Alcoolisme. — C. Ivresse. — D. Passions. — E. Somnambulisme. — F. Passage du sommeil à la veille. — G. Hallucinations et Illusions. — H. Hypnotisme. — I. Névroses. — K. Théorie de la responsabilité partielle).
- III. Limitation du champ de l'Irresponsabilité.

L'application de l'article 64 ne va pas sans difficultés. Il nous sera facile de le constater en examinant successivement les maladies mentales proprement dites et les principales altérations de l'entendement qui confinent à la folie sans l'avoir atteinte. Ces différents états pathologiques transitoires donnent souvent lieu à des acquittements ; ils entraînent tout au moins, en faveur de l'accusé, le bénéfice des circonstances atténuantes que paraît imposer le système de la *responsabilité partielle*, dont les médecins légistes sont d'ailleurs les plus fermes soutiens.

I. — Maladies mentales proprement dites.

On peut diviser les maladies mentales proprement dites en deux groupes, savoir : 1^o l'imbécillité, 2^o la démence au sens général du mot.

A) L'*Imbécillité* se présente sous deux aspects différents : l'*Imbécillité proprement dite* ou faiblesse native caractérisée par l'absence d'idées, et l'*Idiotie* qui n'est autre chose

que l'imbécillité accentuée. L'imbécile est un grand enfant qui ne peut se développer ; l'idiot est un automate, rien de plus. L'un et l'autre sont des aliénés, des irresponsables par suite de leur insuffisance intellectuelle (1).

B) La *Démence proprement dite* se manifeste quelquefois par une sorte d'inertie mentale, et alors, elle ne diffère de l'imbécillité que parce qu'elle n'est pas native ; mais elle se présente également sous une autre forme : l'incohérence des idées. Les idées existent, mais elles sont dérégées, le désordre mental est patent, la folie est généralisée. Dans ces différents cas, l'application de l'article 64 ne soulève aucune difficulté.

La folie revêt parfois aussi une forme intermittente (folie raisonnée). La raison semble revenir passagèrement, l'aliéné a des *intervalles lucides*. Que décider relativement aux actes qu'il commet pendant ces périodes d'accalmie ?

La loi romaine (D. 4, 18, L. 24) et les auteurs Farinacius (*de pœn. temp.*, quæst. 94, n° 6) et Muyart de Vouglans (p. 25) enseignaient que le dément est responsable des actes accomplis pendant des intervalles lucides. Le silence du Code pénal à ce sujet, a donné lieu à une controverse. Carnot, s'appuyant sur le texte de l'article 64, semble autoriser les poursuites. MM. Chauveau et Hélie (t. 1, n° 557) adoptent l'opinion contraire : « Pourrait-on soutenir, disent-ils, qu'il n'y a pas eu démence au temps de l'action par cela seul que le malade aurait agi dans une intermit-

(1) V. Briand et Chaudé, t. 2, p. 103.

tence de la maladie, si l'influence de cette démence a pu s'exercer même dans un moment prétendu lucide, si l'état habituel d'affaissement ou de perturbation des facultés morales du prévenu a pu réagir même d'une manière inaperçue sur son action ? » Nous croyons plutôt qu'il y a là une question impossible à résoudre en principe et que c'est à la science médicale à se prononcer sur chaque cas particulier. Il nous semble néanmoins qu'il appartiendrait au ministère public de prouver non seulement l'existence de l'intervalle lucide, mais de démontrer également que le prévenu était en pleine jouissance de ses facultés.

C) La folie n'est pas toujours généralisée ; elle n'est souvent que partielle (*monomanie*). Le désordre mental ne paraît porter que sur un seul point de l'intelligence (délire des grandeurs, des persécutions...) ou de la volonté (kleptomanie, pyromanie, folie érotique, folies impulsives). Une idée fixe exagérée constitue la *Monomanie*. Sous tous les autres rapports, l'état mental paraît sain, et l'intelligence de l'individu semble libre tant qu'il ne dirige pas son attention vers l'objet de son délire. Une théorie médicale, aujourd'hui abandonnée, a soutenu que la démence n'étant que partielle, un seul point de l'organisme cérébral serait atteint. La responsabilité resterait donc entière pour tout ce qui est en dehors de l'objet du délire ; quant à ce qui touche l'objet de la monomanie, les partisans de ce système ont écarté l'irresponsabilité sous le prétexte que l'agent aurait pu trouver dans la partie saine de son cerveau, les moyens de résister ; ils ont admis

cependant que le monomane était dans un état d'infériorité qui n'entraînait qu'une responsabilité partielle. Et, pendant longtemps, on a nié que la folie partielle pût exclure la responsabilité. « Quand on ne pourrait pas dire : il est coupable, disait Dupin, on dirait : il est fou, et l'on verrait Charenton remplacer la Bastille (1). » La même thèse fut soutenue par le ministère public dans la triste affaire Papavoine. A cette époque, d'ailleurs, on ne craignait pas d'écrire au sujet du monomane des phrases comme celles-ci : « On peut sinon le condamner comme coupable, du moins le tuer comme une bête fauve. Il y a peu d'inconvénients à condamner un aliéné ; la violation d'équité qui a lieu à son égard ne lui est pas fort préjudiciable, puisque l'effet moral exercé sur son esprit par la condamnation est nul ou faible. »

Fort heureusement, la pathologie mentale a fait justice d'une telle doctrine, et aujourd'hui, on n'hésite plus à reconnaître que la monomanie est une véritable folie, souvent plus incurable que la folie totale. Cependant on discute encore la mesure dans laquelle le monomane est irresponsable (2).

Une première opinion soutient que l'irresponsabilité est absolue, s'il est démontré que l'idée exclusive est celle du crime lui-même ; sinon, l'irresponsabilité doit rester partielle comme la folie. C'est la manière de voir de MM. F. Hélie, Chauveau, Ortolan, Boitard, Dalloz, Rossi, Morin,

(1) Consultation dans l'affaire d'Arzac, 1826.

(2) F. Hélie, t. 1^{er}, nos 353 et 354 ; Blanche, t. 2, n° 175.

Berthauld et aussi des grands médecins aliénistes, Tardieu et Legrand du Saulle.

MM. Briand et Chaudé combattent ce système et prétendent que la loi elle-même, comme la raison, le repousse. En effet, l'article 64 n'a pas distingué entre la folie totale ou partielle, et sa disposition s'étend à tous les cas de démence, quelles qu'en soient la forme et l'étendue.

Nous préférons nous rallier à la théorie médicale qui estime que le prétendu délire partiel n'est que la manifestation, sur un point quelconque de l'organisme, d'un trouble général affectant cet organisme tout entier. Nous croyons à la solidarité des facultés.

Nous comparerions le cerveau à un mécanisme que la rupture d'une de ses pièces suffit à désorganiser, bien plus volontiers qu'à un instrument de musique dans lequel la fêlure d'une corde n'a aucune influence sur les autres. Ce qui tendrait encore à nous maintenir dans cette opinion, c'est que l'expérience médicale démontre que le monomane est généralement un polymane et qu'il passe fréquemment d'une monomanie à une autre (1). On a même essayé d'établir, à ce sujet, une loi d'équilibre entre le suicide et l'assassinat. Nous demanderons aussi à nos adversaires sur quel critérium ils se basent pour diviser l'intelligence en deux compartiments ? « Qui pourrait prétendre apprécier avec certitude ce qui se passe dans l'intimité même de la conscience ? », dit le Dr Falret ; et, après avoir déclaré que

(1) Legrand du Saulle, *La folie héréditaire*, p. 69.

la mensuration des forces psychiques est impossible, le même auteur ajoute : « Ceux qui tentent de la réaliser, médecins ou magistrats, livrent sa solution au hasard et à l'arbitraire des appréciations individuelles, variables selon les moments et selon les circonstances (1). » De nombreux jurisconsultes adoptent cette opinion. MM. Le Sellyer, Blanche, Garraud, le conseiller Sacaze, etc., soutiennent que le délire partiel est une cause générale de non-culpabilité. Des arrêts ont été rendus dans ce sens, notamment par la Cour de Toulouse le 4 décembre 1843, et par la Chambre des accusations de la Cour de Riom qui refusa d'ordonner des poursuites contre un monomane homicide (2). Les aliénistes Tardieu et Legrand du Saulle (3) qui semblent d'ailleurs ne soutenir la théorie de la responsabilité partielle que pour ne pas choquer les magistrats, se contredisent eux-mêmes, et, dans certaines parties de leurs ouvrages, se prononcent nettement en faveur du système auquel nous nous sommes rallié. Legrand du Saulle ne dit-il pas quelque part : « On n'admet plus que l'idée délirante soit unique et isolée, mais bien que l'idée prédominante se détache sur un fond généralement et primitivement altéré ? » et plus loin : « l'aliénation mentale même partielle doit rester une maladie » ? Et Tardieu (4), après avoir déclaré qu'il y a des degrés dans la folie et que, par

(1) Dr Falret, *De la responsabilité morale et légale des aliénés*, p. 8 ; V. également Maudsley, *Le crime et la folie*, p. 208.

(2) V. *Gazette des tribunaux*, 24 juin 1826.

(3) V. *La folie devant les tribunaux*, p. 60 ; *Traité de médecine légale*, p. 650, 657, 791.

(4) *Etude médico-légale sur la folie*, p. 24.

conséquent, il doit y en avoir dans la responsabilité, n'ajoute-t-il pas : « Si bornée que soit la lésion des facultés, quelque circonscrit que paraisse le trouble de la raison, ce n'est jamais dans un point unique qu'elle se renferme... et le délire partiel n'est que la note la plus élevée du désaccord profond qui existe entre les différentes fonctions intellectuelles et morales » (1).

D) Au nombre des maladies mentales, il faut ranger la *Paralysie générale*. Cette affection, caractérisée par des désordres moteurs et mentaux, entraîne l'application de l'article 64 lorsqu'elle est complète; mais le problème est fort délicat quand le mal ne s'est pas encore généralisé. Au début, le sujet ne présente aucune conception délirante (2), et, le cas échéant, sa responsabilité pourra demeurer entière. Toutefois, il faudra prendre garde, car, avant son éclosion, cette terrible maladie influe très sensiblement sur le caractère et les idées de sa future victime. De 1885 à 1891, on aurait transféré, paraît-il, de la prison à l'asile Ste-Anne à Paris, 76 individus qui moururent de paralysie générale. On ne saurait donc trop recommander l'intervention du médecin pour éclairer la justice sur l'irresponsabilité des inculpés atteints de cette affection.

II. — *Etats pathologiques transitoires.*

A) La *Surdi-mutité* n'a aucun rapport avec la démence.

(1) V. *Pandectes françaises* (Rivière), nos 588 et suivants.

(2) Briand et Chaudé, p. 109.

Elle n'est ni une excuse ni une cause justificative, et il résulte des articles 332 et 333 du Code d'instruction criminelle que les sourds-muets peuvent être poursuivis à raison des crimes ou délits qu'ils commettent. Cependant, leur éducation ne parvient que très difficilement à réprimer les défauts de leur caractère, notamment la colère et la jalousie auxquelles ils paraissent fort enclins ; leur intelligence et leur sens moral n'acquièrent généralement pas un entier développement. En pratique, on tient compte de leur infirmité en leur accordant les circonstances atténuantes. Mais, s'il était démontré, en fait, que l'accusé sourd-muet n'a pas l'intelligence suffisante pour comprendre son crime, nous croyons qu'il devrait être acquitté. Un arrêt de cassation du 25 juin 1827 paraît pourtant interdire de chercher dans le surdi-mutisme la preuve de la non-culpabilité de l'agent, mais cette thèse nous semble insoutenable. La loi ne parle pas de la surdi-mutité, nous en convenons ; mais elle n'a jamais prétendu interdire au juge de s'en préoccuper au point de vue de la responsabilité.

Dans quelques pays, les sourds-muets sont couverts par une présomption d'irresponsabilité (Code pénal belge, art. 76 ; Code pénal italien, art. 57). Cette voie est dangereuse, car il semblerait logique d'étendre la même présomption à bon nombre d'infirmités physiques analogues, telles que le rachitisme, la cécité de naissance, la microcéphalie. Le Code pénal allemand (art. 58) et le Code pénal hongrois (art. 88) ordonnent au juge d'acquitter « le

sourd-muet dépourvu de l'intelligence nécessaire pour comprendre la criminalité de l'acte par lui commis ». Ce système nous paraît être le meilleur avec celui du Code pénal français et du Code pénal hollandais dont le silence permet au juge d'apprécier souverainement (1).

B) L'*Alcoolisme* est un trouble ou une dégénérescence organique occasionné par l'abus de l'alcool. Il rentre au nombre des états pathologiques qui donnent lieu, en pratique, à la responsabilité partielle. L'alcoolisme peut même devenir une véritable folie et entraîner l'application de l'article 64 du Code pénal. On est en droit d'attribuer aux progrès de l'alcoolisme le nombre toujours croissant des suicides, et l'influence que ce redoutable fléau exerce sur la criminalité n'est pas contestable. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'œil sur la statistique publiée récemment en Belgique, à la suite d'une enquête ordonnée par le Ministre de la justice. Il en résulte que plus l'infraction est grave, plus il y a de chances que le coupable soit un alcoolique. En effet, sur 2820 prisonniers, 1157 étaient alcooliques et 238 présentaient des cas douteux ; parmi 226 détenus dans les maisons centrales, on comptait 116 alcooliques et 40 cas douteux ; enfin, on a trouvé que sur 218 condamnés à la peine de mort, 121 étaient alcooliques et 16 offraient des cas douteux (2).

On a proposé d'établir pour les alcooliques, des asiles spéciaux qui seraient à la fois des établissements de représ-

(1) Garraud, p. 161.

(2) L'enquête portait sur 22 années (1874-1896).

sion et des hospices où les victimes de l'alcool recevraient un traitement approprié. Il existe, à l'heure actuelle, des *Sociétés de tempérance* (1) qui s'efforcent d'enrayer la marche de l'alcoolisme. Les résultats obtenus ne sont pas très satisfaisants, paraît-il, puisque la consommation de l'opium augmente, dit-on, en proportion de la diminution de celle de l'alcool !

C) *L'Ivresse* se distingue de l'alcoolisme. Elle n'est qu'une crise passagère produite par un excès de boisson.

L'ivresse peut être complète ou incomplète.

a) *L'ivresse incomplète ou demi-ivresse* produit un certain trouble dans les idées, elle exalte les passions, mais elle laisse l'homme libre de ses actes. Dans la pratique, on tient compte du trouble organique occasionné par la demi-ivresse en accordant les circonstances atténuantes à l'auteur d'une infraction commise dans cet état. C'est un cas de responsabilité atténuée.

Au sujet de l'ivresse incomplète, Garofalo expose une théorie originale basée en quelque sorte sur l'adage *in vino veritas*. D'après le criminaliste italien, la demi-ivresse aurait le don de mettre à découvert la nature humaine ; elle supprimerait seulement la force de résistance que l'on oppose d'ordinaire à ses instincts. Ce sont ces instincts qu'il faut dompter, déclare Garofalo ; aussi il ne saurait, suivant lui, être question d'atténuation de peine.

Cette thèse est un paradoxe. Quand la force de résister

(1) En Angleterre notamment.

à ses mauvais instincts est devenue une habitude, elle fait bien partie de l'individu ; et, en admettant que l'ivresse incomplète mette à découvert les instincts de l'homme, elle ne le présentera pas moins tel qu'il n'a jamais été, tel qu'il n'est pas, tel qu'il ne sera peut-être jamais, puisqu'il résiste !

L'individu mérite donc une atténuation de peine dans la plupart des cas, mais la diminution de cette peine ne doit pas être une conséquence forcée de l'ivresse ; elle doit dériver des circonstances atténuantes.

Ajoutons que la thèse de Garofalo peut parfois se trouver vérifiée en cas d'ivresse accidentelle ; un voleur a commis un vol parce qu'il était ivre, alors qu'il n'aurait pas accompli cette infraction s'il n'eût pas été en état d'ivresse. Il y aura là, en effet, une manifestation des mauvais instincts du délinquant. Faut-il dire que, dans cette hypothèse, nous n'accorderions pas les circonstances atténuantes ?

b) *L'ivresse complète* peut être *fortuite*, *fautive* ou *préméditée*. Dans le premier cas, tous les faits sont couverts d'une présomption d'irresponsabilité ; dans le second, l'homme ivre est irresponsable de l'infraction commise sous l'empire de l'ivresse, mais il demeure responsable de cette ivresse, et tombe de ce chef sous le coup de la loi de 1873. En principe donc, l'ivresse totale est assimilée à la démence (1). Toutefois, on est loin de s'entendre en ce qui

(1) En droit romain, l'ivresse produisait une atténuation de peine (Dig., L. 6, § 7, *De re milit.*, 49, 16 ; D., L. 11, § 2, *De poen.*, 48, 19 ; L. 5 § 2 et L. 7, § 3, *Ad leg. aquil.*, D. 9, 2).

touche l'ivresse préméditée. MM. Tissot, Berthauld, Le Sellyer soutiennent qu'il n'y a pas imputabilité dans ce cas, car ce n'est pas la volonté de l'agent avant l'ivresse, mais sa volonté au moment où le fait est accompli, qu'il faut considérer ; comment affirmer, disent-ils, que si l'ivresse n'était pas survenue, l'auteur de l'infraction n'aurait pas résisté à son idée criminelle ? Sa force de résistance ne sera pas entière au moment du délit ou du crime. — On a fait à cette doctrine plusieurs objections. Et d'abord, comment l'ivresse, qui est une faute, pourrait-elle innocenter un crime ? M. Leveillé a répondu qu'il faut distinguer et punir l'ivresse en tant qu'ivresse, mais non le crime accompli par un individu n'ayant pas conscience de son acte. — On a dit encore : le Code pénal n'exige pas simultanéité entre le dessein et le crime, la preuve se trouve dans l'article 297 qui prévoit le meurtre avec préméditation : j'ai prémédité de vous tuer il y a un mois, je vous rencontre aujourd'hui et je vous tue ; il n'y a pas simultanéité ! L'éminent criminaliste a répondu que cette objection n'est pas exacte, car la volonté et l'intelligence ont persisté chez l'auteur de l'infraction jusqu'au moment de l'acte.

MM. Dalloz et Carrara veulent, au contraire, qu'il soit tenu compte avant tout, de la volonté antérieure à l'ivresse, et soutiennent qu'il faut punir le crime comme s'il avait été commis de sang-froid, parce qu'en réalité, il y a eu préméditation. L'imputation de l'homme se fonde au moment où il s'enivre, et ce qui arrive ensuite est une conséquence de son fait dolosif.

Cette discussion nous paraît à peu près théorique, car un individu qui s'enivre dans le but de commettre un crime ou un délit, et qui, une fois en état d'ivresse, accomplit l'infraction préméditée, n'est pas aussi inconscient qu'on veut bien le dire et nous ne sommes pas éloigné de croire que l'intelligence et la volonté ont persisté chez lui jusqu'au bout. Cela nous suffit pour rejeter son irresponsabilité (1).

La jurisprudence refuse avec raison de voir dans l'ivresse une excuse légale (Cass., 7 pr. an IX, 15 therm. an XII, 18 mai 1815, 27 août 1868) et elle interdit de poser à son sujet une question spéciale.

Le Congrès pénitentiaire de St-Pétersbourg (juin 1890) s'est sérieusement occupé de l'ivresse, et il a formulé les conclusions suivantes :

1^o Considérée en elle-même, l'ivresse n'est pas un délit, et elle ne doit être réprimée que lorsqu'elle est publique et constitue un danger ou donne lieu à des actes de nature à produire un scandale, à troubler l'ordre et la tranquillité publics.

2^o Les dispositions législatives établissant des mesures coercitives telles que l'internement, sont très utiles à l'égard des individus habituellement adonnés à l'ivrognerie qui viendraient à être à la charge publique, se livreraient

(1) Quelques législations considèrent l'ivresse comme une circonstance aggravante. En Russie, on prononce le maximum de la peine (Loi du 26 av. 1872, art. 256). En Angleterre et en Amérique, on regarde l'homme qui commet un crime sous l'empire de l'ivresse comme plus coupable que celui qui l'accomplit de sang-froid.

à la mendicité, ou deviendraient dangereux pour eux-mêmes ou pour autrui.

3° Il est urgent de rendre les débitants de vins et spiritueux pénalement responsables pour débit de liqueurs fortes à des individus manifestement ivres.

4° En cas d'infraction commise en état d'ivresse, l'ivresse non complète n'exclut jamais la responsabilité, et son influence sur la peine dépend de chaque cas particulier, sans que le législateur ait à donner de définition à cet égard. Quant à l'ivresse complète, elle exclut la responsabilité sauf : 1° lorsqu'elle constitue par elle-même une infraction; 2° lorsque l'auteur s'enivre, sachant qu'en état d'ivresse, il doit ou peut commettre une infraction. Il est alors responsable ou d'une infraction commise avec préméditation ou d'une infraction commise par négligence.

D) Comme l'ivresse, les *Passions* peuvent apporter dans l'intelligence des perturbations momentanées. « Il est, s'écriait le défenseur de Gras accusé d'homicide par jalousie, il est des fous que la nature a condamnés à la perte de leur raison, et d'autres qui ne la perdent qu'instantanément par l'effet d'une grande douleur, d'une grande surprise ou de toute autre cause pareille. Il n'est de différence entre ces deux folies que celle de la durée, et celui dont le désespoir tourne la tête pour quelques jours ou quelques heures est aussi complètement fou pendant son agitation éphémère, que celui qui délire pendant beaucoup d'années. » La défense de l'accusé était fort habilement présentée, mais nous contestons l'exactitude de ses affirma-

tions. Même au paroxysme de la passion l'homme conserve la notion du bien et du mal, son jugement reste entier et il peut résister à son entraînement. La Cour d'Orléans a jugé avec raison, dans un arrêt du 25 août 1840, que l'exaltation ou le désordre moral causé par la jalousie, la colère ou toute autre passion violente, ne constitue pas la démence dont parle l'article 64 (1). Ce n'est pas à dire qu'on ne doive tenir aucun compte du trouble occasionné par la passion : il pourra en effet faire écarter l'aggravation de peine qu'entraîne la préméditation ou faire accorder les circonstances atténuantes.

On sait que le droit romain considérait la colère comme une excuse quand sa source était légitime (D. 50.17, L. 48. — D. 48.5, L. 48, § 8. — C. 9.42, L. 2). Tiraqueau (*de pœn. temp.*, p. 15), Farinacius (quæst. 98, n° 77), Baldus et J. Clarus enseignent la même doctrine. Notre Code pénal indique dans les articles 321, 324 et 325, trois circonstances dans lesquelles l'ivresse est excusée ; mais, en dehors de ces cas spéciaux, elle ne peut donner lieu qu'à une déclaration de circonstances atténuantes (2).

E) Le *Somnambulisme* est un songe en action. Les actes accomplis en cet état ne sont que des actes physiques matériels à la perpétration desquels il nous est impossible de savoir si un degré quelconque de volonté a coopéré. La conscience fait complètement défaut, et l'irresponsabilité

(1) Cette démence ne saurait être constituée non plus par la honte ou la crainte révérentielle des parents qui auraient poussé une jeune fille à commettre un infanticide. (Nancy, 29 juillet 1846).

(2) *Répertoire* Fuzier-Herman, n° 517 et suiv. au mot *Aliénés*.

de l'agent nous paraît complète. MM. Le Sellyer, Boitard, Chauveau et Hélie partagent cette opinion. Dans un arrêt du 26 janvier 1881, la Cour de Paris (Chambre des appels correctionnels) s'est prononcée en ce sens.

L'ancien Droit et le Droit canon assimilaient le somnambule à l'aliéné.

Relativement au somnambulisme, Muyart de Vouglans, Fodéré (1) et Hoffbauer (2) ont soutenu une théorie qui n'est pas sans analogie avec la thèse de Garofalo sur l'ivresse. D'après ces auteurs, si l'individu en état de somnambulisme commet un attentat contre un autre individu connu pour être son ennemi, cette infraction doit lui être imputée, car elle n'est que l'exécution des projets conçus en état de veille.

Farinacius (3) et Menochius (4) ont conclu à la culpabilité du somnambule qui, au moment de son réveil, ratifie l'acte délictueux ou criminel qu'il vient d'accomplir en état de somnambulisme. Nous repoussons ces théories qui ne se basent sur rien pour démontrer le concours simultané du fait et de la volonté.

Que décider dans le cas où, connaissant sa maladie, l'accusé n'a pas pris les précautions nécessaires pour éviter l'infraction ?

Nous croyons qu'il ne faut pas assimiler une imprudence à un acte criminel, et que le somnambule ne doit être dé-

(1) *Traité de médecine légale*, t. 1^{er}, p. 257.

(2) *Médecine légale relative aux aliénés et sourds-muets*, p. 129.

(3) *Quæst.* 98, n° 70.

(4) *De arb. quæst.*, lib. 2, cas 327.

claré responsable que lorsqu'il s'agit d'un fait pour lequel la loi punit la simple négligence (art. 319, 320, C. pén.).

F) Un état qui se rapproche du somnambulisme, est le *passage du sommeil à la veille*. L'homme ne dort plus, mais il n'est pas encore réveillé. Un individu se réveille tout à coup, il croit voir un fantôme s'avancer vers lui, il frappe et tue sa femme couchée à ses côtés. Est-il responsable ? En pareil cas, l'examen attentif des circonstances du fait, l'étude minutieuse du caractère de l'accusé, la prise en considération de l'intérêt et des mobiles qui peuvent l'avoir poussé au crime, seront seuls susceptibles d'éclairer les magistrats et les jurés (1).

G) Deux phénomènes qui ont quelque rapport avec ce que nous venons de voir, et qui se rencontrent dans les maladies mentales, l'*Hallucination* et l'*Illusion*, déterminent assez fréquemment des attentats contre les personnes. Il ne faut pas confondre les hallucinés aliénés et ceux qui ne le sont point et chez lesquels le désordre se borne à une surexcitation de l'imagination. Walter Scoot, Goethe, Pascal, Byron, Cromwell, Socrate, Lucrèce, Mahomet, etc... étaient des hallucinés, mais non des aliénés. On devra surtout tenir compte de la catégorie à laquelle appartient le criminel, avant de se prononcer sur sa culpabilité (2).

H) L'*Hypnotisme* (3) n'est autre chose que le somnam-

(1) *Sic*, Briand et Chaudé, p. 565.

(2) V. Riboud, *De l'influence de l'état mental des individus sur leur responsabilité pénale*, p. 117 et suiv.

(3) Consulter notamment les ouvrages de MM. Beaunis, Bernheim, et les études de MM. Binet et Féré (*Revue philosophique* de mars 1885).

bulisme artificiellement provoqué. Il présente trois états : 1^o l'état cataleptique (le sujet est immobile et par conséquent incapable de commettre un acte criminel, mais il est une proie facile) ; 2^o l'état léthargique (le sujet a des hallucinations, des extases) ; 3^o l'état somnambulique (le sujet agit). La science médicale est loin d'être fixée sur l'hypnotisme ; deux écoles surtout sont aux prises.

L'*Ecole de Paris* (Charcot) prétend que l'hypnotisme est une névrose qui ne peut être provoquée que chez les hystériques, et que l'hypnotisant ne peut faire accomplir à l'hypnotisé que des actes qui ne sont pas contraires aux sentiments habituels de ce dernier. Il y a toutefois des dissidences à cet égard.

L'*Ecole de Nancy* (Bernheim, Liégeois) soutient, au contraire, que l'hypnotisme est un phénomène physiologique qui peut se produire chez n'importe quel individu, névrosé ou non ; et elle ajoute que l'hypnotisant peut substituer complètement sa volonté à celle de l'hypnotisé. Elle fait découler de là, l'irresponsabilité absolue de celui-ci sauf dans deux cas : 1^o lorsqu'il s'agit d'un fait pour lequel la loi punit l'imprudence, 2^o en cas d'hypnotisme prémédité, où l'on tient compte de la volonté de l'agent au moment où elle est devenue irrévocable.

Voisin et Bérillon soutiennent l'irresponsabilité absolue des hypnotisés. Avant de se prononcer nettement à cet

Desjardins (observations, séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques, 1884), Gilles de la Tourette, *Hypnotisme et états analogues au point de vue médico-légal*, Laborde, Ladame, Lefort, Villey, etc...

égard, il serait peut-être prudent d'attendre que les progrès de la science médicale lui eussent permis de trancher définitivement la question qui est uniquement de sa compétence ; et, pour le moment, il nous semblerait rationnel d'examiner chaque cas en particulier. Nous estimons toutefois, jusqu'à preuve du contraire, que l'individu hypnotisé a perdu sa force morale et qu'il ne doit être déclaré responsable qu'au cas où il aurait accepté ou recherché lui-même la suggestion hypnotique, sachant qu'il devait, en cet état, commettre un crime ; on appliquerait alors les règles de la complicité (art. 60, C. p.).

I) Il nous reste à parler de deux *névroses* : l'*Epilepsie* et l'*Hystérie*.

α) « L'épileptique, dit Legrand du Saulle, sans être un aliéné, est volontiers un candidat à la folie. » L'épilepsie peut donner lieu à des impulsions irrésistibles dont le malade ne saurait être rendu responsable. Il est incontestable que la liberté morale est suspendue pendant les crises. La Cour de cassation, dans un arrêt du 8 frimaire an XII, a décidé qu'un accusé, ayant commis un homicide dans un transport de fureur causé par l'épilepsie, ne pouvait être condamné. La Cour d'Orléans a proclamé l'irresponsabilité de l'auteur d'une voie de fait contre un agent de l'autorité, l'inculpé ayant agi sous l'influence d'une attaque d'épilepsie (22 juin 1886). Mais, en dehors des crises, l'épileptique est-il responsable ? Tardieu, Falret, Foville, Vallon, Parent et d'autres aliénistes répondent affirmativement. Quant à nous, nous croyons tout d'abord que les

épileptiques ne sont guère responsables des infractions qu'ils commettent immédiatement avant ou immédiatement après les crises ; nous pensons même que, lorsque les accès sont fréquents, la raison ne recouvre jamais entièrement son empire (1). L'examen de chaque cas particulier nous paraît s'imposer (2) ; c'est encore un point où la justice devra faire appel à la science, dont le concours lui sera fort précieux notamment en ce qui concerne les épileptiques dits *larvés*.

§) Il est évident que l'article 64 s'applique aux hystériques folles (3) comme il s'applique aux épileptiques aliénés ; mais, si l'hystérie détermine souvent des impulsions irrésistibles (folie érotique, pyromanie, kleptomanie...) elle ne produit pas toujours la folie. Bien qu'elles soient en général plus longues que les attaques d'épilepsie, les crises d'hystérie ne laissent presque jamais après elles d'égarement d'esprit. Les médecins légistes appliquent encore ici la théorie de la responsabilité partielle : « Je n'admets pas, écrit Tardieu au sujet des hystériques, leur responsabilité absolue, mais je me défie des impulsions morbides auxquelles elles ne sont pas toujours libres de se soustraire (4). » « Chez la plupart des hystériques, dit Legrand du Saulle, la liberté n'est pas morte, mais elle est malade ; il

(1) Legrand du Saulle, *Etude sur les épileptiques*, p. 44 ; Briand et Chaudé, t. 2, p. 139.

(2) La Société de médecine légale a conclu dans ce sens en 1875. V. *Ann. d'hyg. et de méd. légale*, t. 44, p. 401.

(3) L'hystérie existe également chez l'homme, mais elle ne s'y rencontre que très rarement.

(4) Tardieu, *Etude médico-légale sur la folie*, p. 167.

n'y a plus irresponsabilité absolue, mais la responsabilité est assez atténuée pour entraîner le bénéfice des circonstances atténuantes (1). »

K) C'est principalement à l'égard des névroses et, d'une façon plus générale, des troubles confinant à la folie sans l'avoir atteinte, que l'on soutient le système de la responsabilité atténuée ou partielle (2). On considère que, même en dehors des crises, les *névrosés*, les *dégénérés* ont une force de résistance moindre que les hommes bien équilibrés.

On a soutenu que, dès qu'une névrose était constatée chez un individu, celui-ci devait être regardé comme un *demi-inconscient*, et que, dès lors, il existait en sa faveur une présomption de responsabilité partielle. La loi, dit-on, aurait dû prévoir le cas de névrose, et imposer, après constatation de cet état pathologique, une atténuation de peine dont elle aurait, à l'avance, fixé elle-même l'étendue.

Ce système est abandonné. On préfère aujourd'hui admettre que l'existence d'une névrose ne suffit pas pour entraîner fatalement une atténuation de responsabilité. On

(1) Legrand du Saulle, *Les hystériques*, p. 488.

(2) On emploie indifféremment les expressions *responsabilité partielle* et *responsabilité atténuée*. Il y a cependant, entre elles, une différence que M. Hamon a précisée dans une leçon à l'Institut des Hautes Etudes de l'Université nouvelle de Bruxelles. Par responsabilité partielle, on entend dire que l'individu a certains départements cérébraux normaux et d'autres anormaux, et qu'il est responsable pour les actes émanant des parties normales, et irresponsable pour les autres. C'est la moyenne qui détermine la norme. La responsabilité atténuée s'en différencie : certains êtres ont un affaiblissement moral ou intellectuel, une inexacte notion des choses et de leurs rapports, une diminution d'énergie et de solidité des facultés cérébrales, mais ils ne détonnent pas dans le milieu où ils vivent d'une manière suffisante pour que l'on puisse constater leur infériorité.

rejette toute présomption légale de responsabilité partielle et l'on estime que chaque cas doit être examiné en particulier.

Ce système de l'examen de chaque cas en particulier est adopté par le Code pénal italien qui décide, dans son article 47, que, lorsque l'état d'esprit d'un inculpé sera de nature à amoindrir la responsabilité sans aller jusqu'à la supprimer tout à fait, la peine sera modifiée dans une proportion que la loi indique. On analyse l'état psychique de l'individu ! Mais, au moyen de quel critérium ? Par quel procédé mesurer le degré de responsabilité d'un homme ?

Un pareil système est fort dangereux. En effet, s'il est déjà presque facile de se faire passer pour un fou, combien sera-t-il encore plus facile de se faire passer pour un déséquilibré !

La théorie de la responsabilité atténuée a pénétré les Codes de Grèce, de Danemark, etc.

Quelle est sa valeur ?

Au point de vue philosophique, elle peut être exacte, parce que, depuis longtemps, on a reconnu que la force de résistance au mal varie suivant les individus, mais, au point de vue juridique, elle est un contresens.

Son effet porte sur la peine pour l'atténuer. Or, l'atténuation de la peine peut résulter de faits prévus et déterminés par la loi (excuses) ou de faits non prévus et non déterminés par la loi (circonstances atténuantes). Dans notre droit pénal, qui ne prévoit pas la responsabilité partielle, l'atténuation de peine résulte des circonstances atté-

nuantes ; dans le droit pénal italien, au contraire, les cas de responsabilité partielle constituent des causes d'atténuation spéciales prévues par la loi et agissent comme des excuses.

Le résultat pratique, dira-t-on, n'est-il pas le même : une peine atténuée ? — Evidemment, dans les deux systèmes, il y aura une peine atténuée ; mais, dans une législation comme le Code pénal italien, il peut y avoir une double atténuation, parce que la question de responsabilité partielle ne se confond pas avec la question des circonstances atténuantes.

La conséquence du système italien, c'est que la peine peut se trouver réduite à presque rien. On se met ainsi en opposition directe avec le but de la peine : une peine insignifiante n'intimidera personne, d'autant plus que chacun se classera volontiers parmi les irresponsables.

Le système de la responsabilité partielle a encore ce mauvais côté, c'est que, en réduisant la peine, il rend presque immédiatement à la Société des individus qui sont dangereux. Il ne faut donc pas se borner à constater leur névrose, il faut les soigner et ne pas les laisser en liberté avec une sorte de brevet d'impunité. Au lieu de leur accorder une atténuation de peine, on ferait mieux de les interner dans les établissements pénitentiaires spéciaux pour essayer de les guérir. Ce serait alors le cas d'appliquer le système des sentences indéterminées avec un maximum d'autant plus large qu'il s'agirait d'un traitement (1)

(1) V. M. Saleilles à son cours.

Le Congrès de Bruxelles (août 1897) s'est occupé de la question des *dégénérés*, et il a émis le vœu que ces individus soient renvoyés dans l'asile spécial des aliénés criminels, à la suite de leur première condamnation et par ordre de l'autorité judiciaire, s'il est déclaré que leur état mental a besoin d'amélioration (1).

III. — *Limitation du champ de l'irresponsabilité.*

Par tout ce qui précède, on peut voir que le champ de l'irresponsabilité est déjà très vaste. On essaie pourtant encore de l'agrandir tous les jours. On voudrait faire établir des présomptions d'irresponsabilité pour tous les troubles psychiques dus à des dégénérescences ou à des états physiologiques spéciaux. Nous côtoyons dans la rue, dit-on, des gens qui s'occupent de leurs affaires aussi bien et mieux que les gens dits raisonnables, et qui sont pourtant des irresponsables : ce sont des *dégénérés*. Lisez, ajoutez-on, les travaux de Kraft Ebing, de Chevallier, de Laup, etc..., et l'ouvrage du Dr Icard sur la femme pendant la période menstruelle, et vous constaterez qu'elle est fréquemment l'objet de perversions, d'inversions sexuelles absolument irrésistibles. L'éclosion de la puberté, la ménopause, l'âge critique, les maladies infectieuses, les saisons, etc..., etc..., seraient autant de causes d'irresponsabilité.....!!!

Nous nous demandons où l'on s'arrêtera dans cette voie. Que ne proclame-t-on tout de suite l'irresponsabilité hu-

(1) Compte rendu de M. Leredu, *Revue pénitentiaire*, 1897, p. 1260.

maine : il ne resterait plus qu'à supprimer le droit pénal !

Nous croyons qu'il ne faut rien exagérer et que le plus rationnel est de s'en tenir aux sages dispositions de notre loi, en n'admettant l'irresponsabilité absolue que dans le cas de démence et les états analogues ; quant aux troubles qui ne détruisent pas la raison ou la volonté, mais les obscurcissent cependant, le système des circonstances atténuantes sera un excellent procédé. Dans tous les cas douteux, on devra recourir à la science médicale dont le concours est indispensable à l'autorité judiciaire.

§ 3. — Des preuves de la démence.

I. Des modes de preuves. — II. De l'expertise médico-légale.

I. — L'existence de la démence peut être établie par tous les modes de preuves (1). Si le prévenu est sujet à des crises fréquentes d'épilepsie, s'il a déjà été enfermé dans un asile d'aliénés, il y a évidemment tout lieu de croire que l'on se trouve en présence d'un insensé. Le vœu de la loi ne sera cependant pas atteint, car il importe avant tout de démontrer que l'acte incriminé a été accompli *pendant une période de délire*. Un jugement d'interdiction qui au-

(1) Le juge de simple police ne pourrait pas relaxer de la poursuite un prévenu de contravention, pour le motif que cet individu ne semblerait pas jouir de la plénitude de ses facultés, s'il se bornait à substituer son appréciation personnelle aux énonciations du procès-verbal, au lieu de se fonder sur un des genres de preuves autorisés par l'article 154 du Code d'instruction criminelle (Cass., 18 mars 1863).

rait frappé l'accusé antérieurement à son crime, ne suffirait même pas à prouver la démence. Aux yeux de la loi civile, tous les actes d'un interdit, postérieurs au jugement d'interdiction, sont frappés de nullité, sans que l'interdit ait besoin de donner la preuve de son état de démence au moment où il les a accomplis, et sans que les tiers puissent établir qu'il a agi dans un intervalle lucide ; mais la loi pénale décide autrement, et un jugement rendu en matière civile n'a pas l'autorité de la chose jugée à l'égard du criminel (1). Cependant le jugement d'interdiction constituerait au moins une présomption de folie, et il appartiendrait alors au Ministère public de prouver que l'interdit était sain d'esprit au temps de l'action.

II. — L'existence de la démence n'apparaît pas toujours avec évidence. S'il existe quelque doute à cet égard, le moyen le plus rationnel de les faire cesser, est de recourir à l'*expertise médicale* qui tient aujourd'hui à bon droit une place considérable dans la criminalité et offre de si précieuses garanties, surtout quand elle est confiée à des médecins aliénistes (2). De nos jours, une véritable lutte est ouverte contre les experts ; on les appelle les « auxiliaires professionnels de l'accusation », on a été jusqu'à réclamer leur suppression. — Certes, les médecins légistes sont loin d'être

(1) Cass., 5 septembre 1828, 24 février 1842, 4 décembre 1856, 15 décembre 1870 ; Bruxelles, 24 décembre 1841.

(2) Les experts sont nommés conformément aux articles 1, 2 et 3 du décret du 21 novembre 1893, portant règlement d'administration publique en exécution des paragraphes 2 et 3 de l'article 14 de la loi du 30 mars 1892 sur l'exercice de la médecine.

infaillibles, mais il faut reconnaître que les critiques qu'on leur adresse sont singulièrement exagérées. Nous ne partageons pas l'avis de Troplong qui écrivait : « Je pense que la médecine légale n'a ajouté aucun progrès sérieux aux doctrines reçues dans la jurisprudence et qu'elle ne doit en rien les modifier. » Nous croyons, au contraire, que les médecins experts sont les auxiliaires indispensables de la magistrature dans un grand nombre de circonstances, mais nous reconnaissons volontiers aussi qu'il y aurait lieu d'apporter quelques réformes à leur institution. Dans sa belle leçon d'ouverture du Cours de médecine légale à la Faculté de Lyon, le 6 décembre 1896, M. le professeur Lacassagne déclarait qu'on devrait exiger des experts des études spéciales en vue de l'obtention d'un diplôme qui consacrerait leur compétence. Le savant docteur renouvelait ensuite les vœux formulés en 1884, c'est-à-dire : 1° l'obligation pour tout médecin pratiquant une autopsie ou rédigeant un rapport sur un cas criminel, de suivre une méthode indiquée par un règlement fixant la teneur des feuilles médico-légales ; 2° institution près de chaque Cour d'appel d'un conseil médical destiné à revoir et adopter les conclusions du premier expert ; 3° nécessité de confier les expertises criminelles (et seulement ces expertises) à deux médecins désignés par le juge d'instruction ou désignés l'un par l'accusation, l'autre par la défense (1). Ces réformes donneraient une garantie contre les fautes parfois lourdes

(1) V. *Archiv. d'anthrop. crim.*, n° 67, p. 5 (15 janvier 1897).

que commettent les experts improvisés notamment dans les campagnes où il n'existe souvent qu'un seul praticien, fort peu initié aux questions médico-légales et qui oublie généralement l'aphorisme : *Tota medicina prudentia est*. Ajoutons toutefois que ces inconvénients sont moindres dans les grandes villes où il existe des médecins spéciaux offrant toutes les garanties désirables (1).

Un interrogatoire intelligent de l'inculpé, l'examen de son état mental et de son état somatique, une enquête sur ses ascendants, sur sa manière de vivre, ses écrits, etc., l'étude du caractère de l'acte incriminé permettront, dans la plupart des cas, au médecin légiste d'éclairer sa religion ; mais sa mission sera parfois fort délicate, lorsqu'il se trouvera, par exemple, en présence de certains lypémaniaques affirmant qu'ils possèdent toute leur raison et qu'ils ont accompli leur crime de plein gré, ou en présence de ces dangereux maniaques dont l'agitation est suivie d'un calme assez prononcé pour faire croire qu'ils sont des criminels ordinaires... En outre, l'expert est souvent désigné trop tard : « Si l'expert était toujours appelé dès les premiers moments, il lui serait facile, dit Tardieu, de se rendre compte de l'état dans lequel était à ce moment même l'individu qui a commis le crime et sous quelle influence il a agi, mais l'examen a lieu le plus ordinairement à une époque plus ou moins éloignée de ce qu'on appelle *le temps de l'action*, tous les signes de la folie peuvent avoir

(1) Les expertises médico-légales nécessitent le placement des prévenus ou accusés dans des établissements d'aliénés.

disparu, qu'ils soient réellement dissipés ou seulement obscurcis ou dissimulés. »

Un point important sur lequel on ne saurait trop attirer l'attention des médecins légistes, c'est qu'ils doivent, dans leurs rapports, mettre en relief les points principaux et formuler nettement leurs conclusions. En ce qui touche la question de responsabilité, il nous semble que, sauf dans les cas où elle leur serait formellement posée, ils devraient se garder de l'aborder. Le médecin n'a pas en effet de compétence spéciale pour trancher la question métaphysique du libre arbitre ; il doit se borner à déclarer si oui ou non l'accusé était en état de démence au temps de l'action.

Les magistrats ne sont pas liés par l'avis des experts ; ils restent libres de ne pas se ranger à leur opinion, si leur conscience s'y oppose (art. 323, C. proc. civ.).

Notre législation ne contient que quelques textes relatifs aux expertises médico-légales. Toutefois, malgré ses imperfections à cet égard, elle présente pour l'accusé un plus grand nombre de garanties que la plupart des législations étrangères. C'est ainsi que, chez nous, l'état mental d'un accusé peut être examiné par les juridictions d'instruction quand elles supposent que la démence a pu exister lors de l'action, ensuite par le Président des Assises, lors de sa visite à l'accusé avant la comparution de ce dernier devant le jury ; enfin, pendant les débats, le défenseur peut soulever la question de démence et provoquer l'examen mental de son client, ce qui, en pratique, n'est guère refusé par les magistrats.

CHAPITRE III

DES EFFETS DE LA DÉMENCE AU POINT DE VUE PÉNAL.

La démence peut exister au temps de l'action ; elle peut également survenir après l'action, mais avant la condamnation ; enfin, elle peut encore se manifester après la condamnation. Nous nous placerons successivement à ces trois points de vue différents.

§ 1. — Démence au temps de l'action.

I. Juridictions qui peuvent examiner l'état mental de l'agent. — II. Devoir des juridictions qui ont constaté que l'accusé était en état de démence au temps de l'action. — Position d'une question spéciale au jury. — III. Conséquences de l'acquiescement pour cause de démence.

I.—La question de démence peut être examinée aussi bien par les juridictions d'instruction que par les juridictions de jugement, parce qu'elle rentre dans la question générale de culpabilité. C'est là une différence avec la question de discernement dont l'examen n'appartient, comme on le sait, qu'aux juridictions de jugement.

Notre ancienne jurisprudence ne permettait pas aux premiers juges de statuer sur l'existence de la démence ; ces magistrats devaient *juger à la rigueur*. Ce n'était que

sur appel que le Parlement pouvait ordonner l'examen de l'état mental de l'accusé (si la démence était alors constatée, ce dernier était rendu à sa famille ou enfermé dans un hospice); la jurisprudence était constante en ce sens (1), malgré les protestations de Jousse et de Serpillon notamment, qui regardaient comme une impossibilité pour le juge de ne pas s'informer des faits de folie et de parler du crime sans s'occuper de l'état mental de l'accusé. Ces sages raisons n'eurent aucune influence sur le Parlement qui pouvait d'ailleurs bien poursuivre les insensés, alors qu'il instruisait des procès contre des cadavres, pour *crimes* de lèse-majesté et de sacrilège !

L'article 15 de la loi du 7 pluviôse an IX attribuait au jury le droit de statuer sur l'état mental de l'accusé.

II. — La démence est, aujourd'hui, une circonstance exclusive de toute poursuite, parce qu'elle fait disparaître toute culpabilité; elle n'est donc pas une simple *excuse* (2), et, jamais, elle ne doit être considérée comme une question préjudicielle à renvoyer aux Tribunaux civils (3). Dès que les juridictions d'instruction ont constaté son existence, elles doivent rendre des ordonnances ou des arrêts de non-lieu (C. inst. cr., art. 128-129).

Dans le cas où les juridictions d'instruction estiment que la démence n'est pas suffisamment établie, elles renvoient l'accusé devant les juridictions de jugement. Si celles-ci

(1) Arrêts de la Tournelle de février 1732, novembre 1733, septembre 1738.

(2) Grenoble, 13 novembre 1823.

(3) Cass., 9 décembre 1814, 15 frimaire an VIII.

reconnaissent que l'accusé ne jouissait pas de ses facultés mentales lors de l'action, elles doivent prononcer l'*acquittement* (1), car toute culpabilité a disparu (2). Ici se place le point de savoir si une question spéciale doit être posée relativement à la démence ?

Sous l'empire du Code de brumaire an IV, le Président des Assises était tenu de poser une question spéciale. Aujourd'hui, ce magistrat n'y est plus obligé ; il peut toutefois interroger le jury à cet égard, sans qu'il y ait nullité (Cass., 7 mars 1855, 30 mars 1849), mais il n'y a plus là qu'une simple faculté. En réalité, la question de démence rentre dans la question générale de culpabilité (3).

L'article 55 du projet de réforme de notre Code pénal porte qu'une question spéciale relative à la démence sera posée soit d'office, soit à la demande de l'accusé. La plupart des auteurs approuvent cette disposition. M. Berriat St-Prix (4) notamment, reproche à la jurisprudence actuelle de la Cour Suprême « de faire dépendre l'existence d'un accusé du plus ou moins d'aptitude des jurés à faire des distinctions métaphysiques assez subtiles ». Il faut ajouter toutefois qu'en pratique, on remédie à cet inconvénient en avertissant les jurés qu'ils doivent répondre *négativement*

(1) Certains arrêts ont cependant prononcé l'*absolution*.

(2) Il est inutile d'ajouter que la démence d'un accusé ne ferait pas obstacle à la poursuite et à la condamnation de ses complices non aliénés.

(3) Cass., 19 juin 1807, 24 novembre 1811, 11 mars 1813, 26 octobre 1815, 15 janvier 1817, 10 octobre 1817, 28 mai 1818, 11 octobre 1821, 9 septembre 1825, 9 juin 1831, 27 novembre 1834, 12 novembre 1841, 23 septembre 1847, 30 mars 1849, 7 mars 1855, 13 mars 1873, 16 septembre 1875.

(4) *Cours de droit criminel*, ch. 1^{er}, p. 6, note 4.

à la question de culpabilité, s'ils estiment que l'accusé était en état de démence au temps de l'action. Si le jury répond affirmativement, sa déclaration implique nécessairement l'absence de démence au temps de l'action (Cass., 6 juin 1839), même dans le cas où l'accusé serait un interdit (Cass., 24 février 1842).

Nous pouvons supposer que le Président des Assises a posé une question de culpabilité et une question spéciale de démence. Dans cette hypothèse, si le jury a répondu *affirmativement* aux deux questions, son verdict ne serait-il pas contradictoire ? Nullement, car il faudra l'entendre en ce sens que l'accusé est bien l'auteur du fait, mais qu'il n'a apporté dans son crime qu'une volonté *quasi-animale* (Cass., 4 janvier 1817, S. 1817, I, 268). On remarquera en effet, que les deux éléments d'imputabilité ont été divisés, et que l'absence de l'un d'eux suffit pour entraîner l'acquittement. C'est à tort que l'on a prétendu que certains arrêts de cassation (8 vendémiaire an VII, 12 frimaire an XI) sont en sens contraire ; il ne faut pas oublier qu'ils ont été rendus sous l'empire du Code de brumaire an IV, et que la situation créée par l'article 374 de ce Code a changé depuis la mise en vigueur des articles 337 et suivants de notre Code d'instruction criminelle.

III. — L'acquittement pour cause de démence au temps de l'action, entraîne certaines conséquences :

1° En aucun cas, l'accusé ne doit supporter les frais du procès. Cela va de soi, puisque la condamnation aux frais n'est que la conséquence de la condamnation pénale pro-

noncée contre un individu déclaré coupable (1). Nous avons déjà dit que certains arrêts avaient prononcé l'*absolution* et non l'*acquittement* ; en pareil cas, l'individu absous pour cause de démence devrait évidemment acquitter les frais (Cass., 2 juin 1831).

Quant aux dépenses occasionnées par l'examen de l'état mental de l'accusé, nous ne voyons aucune bonne raison pour les mettre à la charge de l'Etat. De même, l'accusé serait valablement condamné à restituer les objets détériorés par lui, sous l'empire de la démence.

2° Aucune amende même fiscale ne peut être prononcée. Ainsi la loi du 22 août 1791 et le décret du 4 germinal an II prononcent une amende qui a un caractère de réparation civile contre ceux qui auraient troublé l'exercice des préposés des douanes ; un arrêt de cassation, du 1^{er} avril 1848, a décidé que cette amende ne saurait être infligée, lorsque le délinquant était en état de démence au moment de l'infraction.

3° L'individu acquitté pour cause de démence n'encourt aucune responsabilité civile. On estime généralement que l'aliéné est irresponsable au point de vue civil comme au point de vue pénal. C'était déjà l'avis de Pothier qui enseignait, contrairement à notre ancienne jurisprudence, que l'insensé ne peut s'obliger par ses infractions car « il n'y a, dit-il, que les personnes qui ont l'usage de leur raison qui en soient capables » (2).

(1) Cass., 29 avril 1837, 10 mai 1843.

(2) Pothier, *Traité des obligations*, 1^{re} partie, ch. I^{er}, section II.

La majorité des auteurs admettent aujourd'hui — et la jurisprudence paraît se fixer en ce sens — que la famille de l'aliéné n'encourt, pas plus que l'aliéné lui-même, aucune responsabilité civile (1). Est-ce à dire que personne ne doive répondre envers les tiers des actes du fou ?

Dans le Droit romain, un rescrit de Marc-Aurèle rendait les proches responsables. La mission du curateur ne se bornait pas seulement à administrer les biens du dément, mais encore à veiller sur sa personne (L. 27, D., *De cur. fur.*, 27, 10) ; et les actes délictueux ou dommageables de l'insensé engageaient la responsabilité du curateur (L. 14, *De off. præs.*, I, 18).

La coutume de Normandie allait très loin dans cette voie : elle étendait la responsabilité jusqu'aux *voisins* du fou.

Aujourd'hui, notre Code pénal frappe d'une amende de 6 à 10 francs « ceux qui auraient laissé divaguer des fous ou des furieux étant sous leur garde » (2), et d'une amende de 11 à 15 francs « ceux qui auront occasionné la mort ou la blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, par l'effet de la divagation des fous ou furieux » (3).

La responsabilité des personnes chargées de la garde de l'aliéné ne fait aucun doute (4) ; l'article 1384 du Code

(1) Cass., 14 mai 1866 ; Bruxelles, 3 juillet 1830 ; Caen, 2 décembre 1853 ; Agen, 9 novembre 1864 ; Aix, 7 décembre 1866 ; Trib. du Havre, 29 mars 1855. — *Contrà*, Legraverend, t. 1^{er}, p. 472 ; Carnot, t. 1^{er}, art. 64, n° 3 ; Rolland de Villargues, n° 17. V. aussi Montpellier, 31 mai 1866.

(2) Art. 475, § 7.

(3) Art. 479, § 2.

(4) Il en était déjà ainsi dans l'ancien Droit.

civil leur est applicable. Le père est évidemment responsable des actes de son fils mineur ; mais que décider s'il s'agit d'un aliéné majeur ?

Un arrêt de la Cour de Chambéry, en date du 29 octobre 1889 (D. 90.2.302), décide que le père qui se constitue gardien de son fils majeur dont il connaît l'état d'aliénation mentale et qui ne prend pas les précautions nécessaires, est considéré comme responsable, dans les termes du droit commun, de tout acte dommageable commis par ce fils aliéné, car il y a faute de sa part. Il nous semble ressortir de cet arrêt que le père, dont il est question, tombe sous l'application de l'article 1383 du Code civil, mais cela n'implique pas qu'il existe à son égard une présomption de responsabilité. Il ne faut pas perdre de vue que la disposition de l'article 1384 a un caractère exceptionnel qui ne permet pas de l'étendre au delà de ses termes mêmes.

Au cas où l'interdiction de l'aliéné aurait été prononcée, le tuteur serait-il responsable ? MM. Aubry et Rau répondent affirmativement. Nous préférons soutenir la négative, avec M. Colmet de Santerre, à cause du silence de l'article 1384.

§ 2. — Démence survenant après l'action et avant la condamnation.

I. Démence survenant pendant le cours de l'instruction. — II. Démence survenant après la clôture de l'instruction (A. avant l'ouverture des débats. — B. pendant les débats). — III. Non-interruption du cours de la prescription.

I.— Lorsque la démence se manifeste après l'action, toute poursuite doit cesser. Cette doctrine était déjà enseignée par nos anciens auteurs, Julius Clarus (1), Farinacius (2), Rousseaud de Lacombe (3) et Jousse (4). Toutefois, dans un arrêt du 13 octobre 1853, la Cour de cassation a décidé que si la Chambre des mises en accusation déclarait que l'état de démence survenu depuis le crime n'est pas de nature à paralyser la défense de l'accusé, la comparution de ce dernier devant les Assises aurait lieu. Mais, en principe, toute manifestation de la démence arrête l'instruction, et cette interruption doit durer autant que la maladie : les intervalles lucides ne peuvent même pas autoriser à reprendre les poursuites. Il est bien entendu que la démence n'entrave pas les poursuites *in rem* et les autres actes d'instruction proprement dits, tels que les constatations matérielles, les enquêtes, etc...

II.— Si l'instruction est terminée, la démence survenant met obstacle à la mise en jugement. Ce n'était pas l'avis

(1) Quæst. 60, n° 7.

(2) Quæst. 94, n° 22.

(3) *Tr. des mal. cr.*, p. 39.

(4) T. 2, p. 621.

de tous les anciens criminalistes : Julius Clarus (1) et Farinacius (2) enseignaient le contraire, en se basant sur ce que l'accusé pouvait être frappé de peines pécuniaires, sinon de peines corporelles, lorsque la démence ne survenait qu'après que le délit avait été prouvé. La manière de voir de ces jurisconsultes peut s'expliquer : à leur époque, en effet, l'instruction était écrite ; mais aujourd'hui que les éléments de la sentence se puisent dans des débats oraux, une semblable opinion est insoutenable.

Nous pouvons faire ici deux hypothèses :

A. L'accusé donne des signes de folie avant l'ouverture des débats ; par exemple, pendant la visite que le Président des Assises lui fait antérieurement à sa comparution devant le jury. Dans ce cas, l'affaire sera renvoyée à une autre session par le Président des Assises lui-même.

B. La démence de l'accusé se manifeste pour la première fois après l'ouverture des débats. Le droit de renvoyer l'affaire à une autre session n'appartient plus au Président des Assises, mais à la Cour — jamais au jury qui ne doit même pas être consulté à ce sujet (3). — La Cour devrait même prononcer non pas un simple renvoi, mais un véritable sursis durant jusqu'à la disparition complète de l'aliénation mentale, si cette maladie lui semblait devoir persister (Cass., 19 janvier 1837).

N. B. Dans le cas particulier où l'accusé serait frappé

(1) Quæst. 60.

(2) Quæst. 94, n° 18.

(3) Cass., 15 février 1816.

de folie au moment de la lecture de l'arrêt, le délai de trois jours que la loi lui accorde pour se pourvoir en cassation serait suspendu à son profit jusqu'à sa guérison (1).

III. — Presque tous les auteurs décident que le cours de la prescription n'est pas interrompu par le temps d'arrêt subi par les poursuites, et qu'il se continue en faveur de l'aliéné (Cass., 22 avril 1813). Il faut noter que, dans un arrêt du 8 juillet 1853, la Cour de cassation a jugé que la prescription ne courait pas au profit d'un accusé détenu dans une maison d'aliénés pour y rester à la disposition de justice, et que les poursuites pouvaient toujours être régulièrement reprises contre lui. Nous pensons qu'il n'y a dans cet arrêt qu'une question d'espèce et nous estimons qu'en principe la règle *contra non valentem non currit præscriptio* ne s'applique pas aux matières criminelles. C'est d'ailleurs l'opinion générale (2).

§ 3. — Démence survenant après la condamnation

- I. Non-exécution de la peine de mort et des peines privatives de liberté.
— II. Exécution des condamnations à des peines pécuniaires. — III. Influence sur les délais de l'appel et du pourvoi en cassation.

I. — Si le condamné présente des signes de folie postérieurement à sa condamnation, nous estimons tout d'abord que s'il a été condamné à la peine capitale, il serait immoral et inhumain de le conduire à l'échafaud, même pendant

(1) *Infra*, p. 70.

(2) *Répertoire* Fuzier-Herman, nos 576 et suiv.

un intervalle lucide (1), *furiosus furore solum punitur*. Le condamné qui devient fou est un malade pour lequel l'hospice doit remplacer la prison, et, si la peine prononcée contre lui est une peine privative de liberté, l'internement compte dans la durée de la peine ; l'autorité administrative en a du moins décidé ainsi par pure bienveillance, car, rigoureusement, il devrait en être autrement.

Julius Clarus (Quæst. 60, n° 8), Farinacius (Quæst. 94, n° 13), Baldus (*In l. hum.*, § 46, C., *de Imp.*) et Tiraqueau (*Caus.*, 3, n° 1) estimaient déjà que l'exécution des peines corporelles ne devait jamais avoir lieu. Par contre, Rousseaud de Lacombe (*Tr. des mat. cr.*, p. 39) et Muyart de Vouglans (*L. crim.*, p. 28) oubliaient que la peine était avant tout expiatoire : le premier décidait que le condamné à mort devait être exécuté *pour l'exemple* ; le second approuvait cette théorie pour les crimes de lèse-majesté.

II. — La démence survenant après la condamnation ne nous paraît pas devoir mettre obstacle à l'exécution des peines pécuniaires. Celles-ci ont, en effet, créé au profit de l'État ou des particuliers, un droit de créance équivalent à celui qui résulterait d'un contrat volontaire. Toutefois, on ne pourrait pas exercer la *contrainte par corps* contre l'aliéné pour l'obliger d'exécuter sa condamnation parce que, d'une part, l'insensé ne sait même pas qu'il possède et il n'a d'ailleurs pas la disposition de ses biens ; et, d'autre part, il ne saurait être question d'exercer contre lui la *contrainte par corps à titre de peine* (2).

(1) *Contrà*, Carnot, *C. pén.*, art. 64.

(2) *Répertoire* Fuzier-Hermann, nos 594 et suiv.

III. — Si la démence se manifeste pendant les délais de l'appel ou du pourvoi, ces délais ne courent pas, suivant nous, contre le condamné devenu aliéné. Si ce dernier s'est déjà pourvu en cassation ou s'il a déjà interjeté appel, on doit surseoir à statuer jusqu'à ce que le rapport qui constate les changements survenus dans son état mental, ait été déposé au greffe, conformément à l'article 20 de la loi du 30 juin 1838 (1).

(1) Cass., 25 janvier 1839, 23 décembre 1859.

CHAPITRE IV

CONDITION DÉPLORABLE DES ALIÉNÉS AVANT LA LOI DU 30 JUIN 1838. — INSUFFISANCE DE CETTE LOI RELATIVEMENT AUX ALIÉNÉS CRIMINELS. — RÉFORMES PROPOSÉES.

§ 1. — Condition des aliénés avant la loi du 30 juin 1838.

I. Droit romain. — II. Moyen âge et temps modernes. — III. Révolution. — IV. Code civil et Code pénal. — V. Restauration et Gouvernement de Juillet.

I. — Le droit romain n'a pas connu l'assistance hospitalière des aliénés. Les *furiosi* (1) étaient laissés aux soins de leur famille, le mari était tenu à l'égard de sa femme, *medicinnæ ejus succurrere* (L. 22, § 8, *Sol. matr.*, 34, 3), le curateur était chargé de la guérison de son pupille (L. 7, pr. D. *De cur. fur.*, 37, 10). La mission des pouvoirs publics, c'est-à-dire des préfets de provinces, consistait à veiller à ce que l'aliéné fût gardé par les siens responsables (L. 14, D. *De off. præs.*, 4, 18) et à faire enfermer dans un *carcer*, le

(1) En latin, l'expression *aliénation mentale* est rendue par le mot *furor*. Le mot *furiosus* désigne l'aliéné dont la folie revêt un caractère de violence ; mais, dans son acception la plus étendue, il désigne celui dont les facultés mentales sont troublées de quelque façon que ce soit. Dans son sens restreint, *furiosus* désigne le fou qui a des intervalles lucides, par opposition au *mente captus* ou *demens*, c'est-à-dire à l'individu dont la raison est à jamais perdue.

furiosus qui présentait un danger public (L. 13, D. *ibid.*, 1, 18). Bien que le *carcer* ait été destiné *ad continendos homines, non ad puniendos* (L. 8, § 9, D. *De pœn.*, 48, 19), il n'était pas rare d'y rencontrer des fous mêlés aux détenus pour crime.

II. — En France, ou plutôt en Europe, on ne s'occupa des aliénés jusqu'aux temps modernes, que pour les empêcher de nuire. On ne prit à leur égard que quelques dispositions législatives, et encore ces dispositions étaient-elles prises contre eux. La situation que le moyen âge fit aux aliénés, fut déplorable : on les considérait comme des sorciers, des possédés, et leurs contemporains les fuyaient avec effroi. On envoyait au bûcher avec une facilité incroyable, des malheureux dont le plus grand crime était d'être déséquilibrés et de vivre à une époque d'ignorance et de barbarie ; pour s'en convaincre, il suffit de parcourir quelques-uns des milliers de procès concernant la magie, la sorcellerie et autres *crimes* semblables. Heureux ceux que l'on se bornait à exorciser ! Plus heureux encore ceux qui pouvaient passer inaperçus ! « On ne sait trop, dit Esquirol (1), ce que devenaient autrefois les aliénés ; il est vraisemblable qu'il en périssait un grand nombre. Les plus furieux étaient renfermés dans des cachots, d'autres dans des couvents et des donjons, lorsqu'ils n'étaient pas brûlés comme sorciers ou possédés du démon ; les plus tranquilles erraient librement, abandonnés à la risée, aux injures ou à la vénération

(1) *De l'aliénation mentale*, t. 2, p. 436.

ridicule de leurs concitoyens. » On ne se préoccupait en aucune façon de les soigner ; on les considérait comme incurables. En vain, de généreux esprits essayèrent-ils de réagir contre l'opinion commune, les procès pour sorcellerie durèrent jusqu'à la fin du XVII^e siècle, et, en 1674, Louis XIV dut intervenir pour sauver des flammes, de malheureux aliénés que le Parlement de Rouen avait condamnés au bûcher. La législation civile leur créa une situation meilleure ; s'inspirant du droit romain, elle réglementa la situation juridique des aliénés. Il faut reconnaître aussi que des médecins furent parfois appelés pour donner leur avis dans des affaires de sorcellerie.

A Marseille, au commencement du XVI^e siècle, on créa le premier établissement destiné aux aliénés ; mais on transporta bientôt ses pensionnaires dans un hospice de la ville et on les y soumit aux plus cruels traitements. Par contre, les *Pénitents Noirs de la Miséricorde* à Avignon, et les *Frères Franciscains*, à Armentières, prodiguèrent aux fous des soins dévoués qui amenèrent parfois des guérisons, toujours des améliorations. Mais les pouvoirs publics se désintéressaient encore de la question (1). En ce qui concerne Paris, on admit les aliénés à titre de *vagabonds* et en *garde*, non pas en *traitement*, dans les asiles de Bicêtre et de la Salpêtrière, hôpitaux destinés, comme l'on sait, aux vagabonds et aux incurables.

En 1660, les pouvoirs publics parurent enfin sortir de

(1) V. Fodéré, *Du délire*, t. 1^{er}, p. 562.

leur indifférence. Un arrêt du Parlement de Paris, en date du 7 septembre, ordonna que seuls les fous *incurables* seraient, après examen à l'Hôtel-Dieu, envoyés à Bicêtre ou à la Salpêtrière pour y être *traités*. C'était déjà quelque chose, mais, en réalité, on peut dire que notre législation demeura imparfaite, presque nulle à l'égard des aliénés, jusqu'à la veille de la Révolution (1). Lors de son voyage en France, l'empereur Joseph II attira l'attention de Louis XVI sur la situation déplorable des déments. Le roi ordonna une enquête. En 1785, Colombier fit paraître son *Instruction sur le traitement des aliénés dans les asiles publics* ; et, l'année suivante, Tenon rédigea au nom de l'Académie de médecine, un *Mémoire* sur le même sujet. Cela n'empêcha pas que, suivant La Rochefoucauld-Liancourt, on considérait encore en 1789, à Bicêtre et à la Salpêtrière, que les fous étaient tous incurables, et que, par conséquent, il était inutile de les *traiter* ; on ne s'occupait que des aliénés dangereux pour les enchaîner comme des bêtes féroces.

III. — La loi des 16-27 mars 1790 est le premier document législatif concernant les aliénés, qui fut inspiré par une idée généreuse. Elle considéra le fou comme un *malade*, et constata la nécessité de recourir au *médecin* pour le séquestrer. Ce sont là les principes mêmes qui ont inspiré la loi du 30 juin 1838. Malheureusement, ces excellentes

(1) En somme, au point de vue légal, les aliénés ne semblent pas exister avant 1789. L'ordonnance de 1670 est bien là pour défendre de punir le fou furieux ou l'insensé, mais on n'a jamais tenu compte de ses prescriptions.

dispositions ne purent être appliquées, parce qu'il n'y avait pas d'asiles destinés aux aliénés.

Quelques mois plus tard, intervint la loi des 16-24 août 1790 qui oublia l'esprit de la loi des 16-27 mars, en conférant aux corps municipaux « le soin d'obvier ou remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par les insensés ou les fous furieux laissés en liberté et par la divagation des animaux malfaisants et féroces » (art. 3, § 6 du titre 11).

Le fou fut ainsi assimilé aux bêtes malfaisantes et féroces, et laissé sans contrôle à la brutalité des siens ou interné dans un hôpital qui n'était qu'une « horrible renfermerie ». Cette disposition trop étendue fut cause de nombreux abus.

La détestable assimilation des aliénés aux animaux féroces fut continuée par la loi des 19-22 juillet 1791 qui frappait d'une amende ceux qui laissaient divaguer les aliénés (art. 15), mais ne prenait d'ailleurs aucune mesure pour prévenir les divagations des insensés.

La séquestration des aliénés indigents fut mise à la charge de l'État par la loi du 24 vendémiaire an XI, qui institua des maisons de répression dans lesquelles on devait transférer les insensés auparavant enfermés dans des dépôts de mendicité (art. 7, titre III). L'esprit, sinon la lettre de cette loi est le même que celui qui inspira les lois des 16-24 août 1790 et des 19-22 juillet 1791 ; si le fou n'était pas expressément assimilé au malfaiteur, il devait du moins subir les mêmes traitements. La famille

de l'aliéné non indigent pouvait le réclamer et le faire sortir de la maison de répression pour le soigner à ses frais ou l'y laisser en payant sa pension.

Lorsque Pinel prit la direction de Bicêtre, il y trouva de malheureux fous enchaînés dans des cabanons et soumis aux plus odieuses brutalités. Le célèbre et généreux aliéniste prit courageusement en mains la défense des insensés, et démontra victorieusement que leur maladie n'est pas toujours incurable et que la douceur, les bons soins et un régime approprié guérissent quelquefois et améliorent toujours la folie.

Une circulaire du ministre de la justice nous indique la pratique administrative de cette époque relative à la séquestration des aliénés : « Je pense, disait le ministre, que l'autorité administrative (1), pour obvier aux événements qui pourraient résulter de la liberté laissée aux aliénés, est autorisée par l'article 3 de la loi du 24 août 1790, à les faire arrêter et placer provisoirement dans un dépôt de sûreté ; mais cette mesure toute provisoire ne peut jamais dispenser de faire prononcer définitivement sur leur état par les tribunaux ; c'est à eux seuls qu'il appartient de déclarer, par jugement, la démence des individus qui en sont atteints... C'est au surplus à leurs parents ou au ministère public à provoquer ce jugement. Ainsi, lors-

(1) Le recours à l'autorité administrative était seul autorisé et un conseil de guerre excédait ses pouvoirs en condamnant, par mesure de sûreté, à la réclusion perpétuelle un accusé, ayant commis un crime dans un accès de folie furieuse (ainsi jugé par la Cour de cassation, arrêt du 8 frimaire an XIII).

qu'un insensé a été provisoirement arrêté par l'autorité administrative, le tribunal du lieu de son domicile doit fixer son état, et c'est d'après le jugement rendu, que l'autorité administrative le fait définitivement placer dans les maisons destinées aux insensés. Lorsqu'il n'y a pas nécessité de faire provisoirement arrêter la personne atteinte de folie, le tribunal doit, avant que cette mesure soit prise, rendre un jugement qui fixe son état. »

IV. — Le Code civil ne prit qu'une seule mesure : l'interdiction. C'était un remède insuffisant. La liberté individuelle n'était pas garantie : les familles plaçaient sans aucun contrôle leurs aliénés dans les établissements à eux destinés.

Sous l'inspiration de Pinel et d'Esquirol, l'article 64 du Code pénal proclama l'irresponsabilité des déments, et prit quelques mesures protectrices de leur liberté individuelle : les articles 114 à 122 et 186 répriment les atteintes qui y seraient portées par les fonctionnaires publics, les articles 341 à 343 répriment celles qui y seraient portées par les simples particuliers ; les articles 475, § 7 et 479, § 2 renouvellent les peines prononcées contre ceux qui laisseraient divaguer les fous dont ils ont la garde, et ceux qui occasionneraient la mort ou des blessures aux animaux d'autrui par l'effet de cette divagation.

Malgré ces améliorations, les abus ne persistaient pas moins, vingt-sept ans après que Pinel eût apporté la « bonne parole ». Il n'y avait en France à cette époque,

que sept établissements destinés aux aliénés (1) ; vingt-quatre hospices ou hôpitaux possédaient des quartiers séparés pour les fous ; enfin, un bon nombre d'insensés étaient répartis dans des maisons de correction, des dépôts de mendicité et des prisons. Une commission spéciale chargée de rechercher les améliorations désirables, déclara nettement qu'il n'y avait aucun progrès à réaliser dans cette voie tant que les aliénés ne seraient pas placés dans des établissements exclusivement destinés à leur traitement.

La situation des fous était à ce point déplorable en 1819 que, dans une circulaire en date du 16 juillet de cette même année, le Ministre de la Justice était réduit à recommander aux préfets de désigner un médecin pour les asiles qui n'en avaient pas, de réunir, autant que possible dans un même établissement les aliénés dispersés dans les hôpitaux et les prisons, de proscrire leur réclusion dans des loges souterraines où l'air ni la lumière ne pénétraient jamais, de ne pas les laisser coucher sur la terre ou sur le pavé, de faire renouveler leur paille quand elle était salie, de veiller à ce que les gardiens ne les frappent point de leurs nerfs de bœufs et qu'ils ne lancent pas contre eux les chiens qui les accompagnaient, etc., etc...

V. — Le gouvernement de la Restauration s'inquiéta fort peu de la question des aliénés.

Le Gouvernement de Juillet prescrivit, au contraire, en

(1) Lille, Marseille, Charenton, Avignon, Armentières, Mareville, St-Méen.

1833, une enquête qui révéla que plus de 3000 aliénés étaient en état de vagabondage. Pour porter remède à cet état de choses, différentes circulaires ministérielles ordonnèrent la création de nouveaux établissements et l'agrandissement des anciens. Mais ni les communes ni les hospices ne voulaient supporter les frais qu'entraînait la garde des aliénés !

Quelques tentatives privées suivies d'une enquête sérieuse ordonnée par le Gouvernement en 1835, démontrèrent que la législation en vigueur était insuffisante et qu'une nouvelle loi s'imposait (1).

§ 2. — Loi du 30 juin 1838. — Son insuffisance.

I. Principe humanitaire de la loi du 30 juin 1838. — II. Lacune de cette loi relativement aux aliénés criminels. — III. Danger social qui en résulte.

I. — M. de Gasparin, Ministre de l'Intérieur, présenta, le 6 janvier 1837, à la Chambre des Députés, un projet de loi relatif aux aliénés. Ce projet fut examiné à deux reprises différentes par les deux Chambres et devint la loi du 30 juin 1838 (2). Cette loi a été commentée par un grand nombre de circulaires ministérielles, notamment celles du

(1) *Pandectes françaises*, n° 59 et suiv.

(2) Cette loi fut l'objet des rapports suivants : 1^{er} rapport de M. Vivien (*Moniteur*, 18 mars 1837) ; 1^{er} rapport de M. de Barthélemy (*Moniteur*, 29 juin 1837) ; 2^e rapport de M. de Barthélemy (*Moniteur* du 31 janvier 1838) ; 2^e rapport de M. Vivien (27 mars 1838) ; 3^e rapport de M. Vivien (22 mai 1838).

Consultez les annexes au rapport de M. le sénateur Th. Roussel.

23 juillet 1838 sur l'ensemble de la loi, du 18 septembre 1838 sur l'admission provisoire des aliénés dans les hospices et les hôpitaux civils, du 4 août 1840 sur le placement des aliénés non dangereux. Elle forme, avec l'ordonnance réglementaire du 18 décembre 1839, la base de notre législation actuelle sur les aliénés.

Inspirée par les motifs les plus généreux, la loi du 30 juin 1838 a été un progrès considérable sur l'état de choses antérieur ; elle éleva le fou « à la dignité de malade » et se refusa à considérer les aliénés comme « des êtres à jamais perdus pour le monde ». Elle les regarda au contraire comme des infortunés dignes d'une immense pitié et dont il fallait à tout prix poursuivre la guérison, en créant pour eux des hôpitaux destinés à remplacer les prisons.

II. — Mais cette loi est-elle parfaite ? Concilie-t-elle suffisamment les principes qui assurent une sage législation sur les aliénés : le respect de la liberté individuelle, les droits de la société, les devoirs de l'humanité ? La loi de 1838 a des défenseurs ardents, mais elle a aussi des adversaires passionnés. On lui reproche de ne pas garantir la liberté individuelle et on propose de la refondre complètement, sous prétexte que sa base actuelle, la séquestration, est incapable, dit-on, de produire la guérison du fou.

Quoi qu'il en soit à ces différents égards, il est un point sur lequel tout le monde s'accorde : la loi de 1838 ne protège pas la société contre les actes des aliénés. Elle contient une lacune grave relativement aux *aliénés dits cri-*

minels. Cette lacune a été voulue ; le législateur s'est refusé à édicter des dispositions spéciales pour cette catégorie de déments. Dans la séance du 7 avril 1837, M. Royard avait, en effet, proposé un amendement qui fut renvoyé à la Commission, puis, finalement repoussé par les deux Chambres. De leur côté, MM. Dupin, de Rémusat, Dufaure, etc... avaient attiré l'attention sur ce sujet. Leurs observations ne furent pas entendues.

III. — Les conséquences de cette lacune sont déplorable (1). Un crime est commis par un aliéné ; l'auteur est arrêté et traduit en justice. Nous savons que la démence est exclusive de toute poursuite et de toute condamnation, et nous n'avons pas oublié que l'état mental de l'accusé peut être examiné par toutes les juridictions, et que celles-ci doivent s'incliner devant l'article 64 : *Il n'y a ni crime ni délit*. La seule solution possible est donc la mise en liberté. Notre ancienne jurisprudence avait été plus prévoyante : elle permettait de retenir en prison, même après l'acquiescement, l'aliéné criminel dont la mise en liberté pouvait présenter un danger (2). Je sais bien que l'on m'objectera que si la justice est désarmée, l'autorité administrative est là pour protéger l'ordre public et que, si la mise en liberté de l'aliéné paraît constituer un danger, le Procureur de la République donnera immédiatement

(1) Sur l'insuffisance de la loi du 30 juin 1838, V. le remarquable Discours de rentrée de M. l'avocat général Dayras (Cour de Besançon, 3 novembre 1881).

(2) Jousse, *Mat. crim.*, t. 2, p. 622 ; Rousseaud de Lacombe, p. 89 ; Farinacius, *Quæst.* 94, n° 25.

avis de son état au préfet ou au sous-préfet qui ordonnera la séquestration de l'insensé. Je n'ignore pas que l'on applique, en principe, à l'aliéné criminel, les dispositions relatives à l'aliéné « que l'on suppose être un péril pour la sécurité publique », mais le remède est bien insuffisant. Il y a là, à nos yeux, deux situations qui ne sont pas identiques, et nous ne croyons pas qu'on doive assimiler l'aliéné *que l'on suppose pouvoir devenir dangereux* pour la société, à l'aliéné qui a *déjà prouvé* qu'il crée réellement un péril social. Et puis, s'il s'agit d'un fou traduit devant la Cour d'Assises, personne ne peut nier une grave imperfection de la loi. L'accusé est acquitté, mais pour quelles raisons ? Est-ce pour cause de démence ? Le verdict du jury n'étant jamais motivé, on ne sait pas pourquoi il acquitte. Après l'acquittement, l'accusé doit être remis en liberté. Il rentrera dans le milieu où sa folie s'est déclarée et développée, et il y restera sous l'influence des mêmes excitations qui l'ont une première fois poussé au mal, jusqu'au jour où un nouveau crime le remettra aux mains de la justice.

Mais supposons que l'on connaisse le motif de l'acquittement. Le Président des Assises a, par exemple, posé la question de démence et le jury a répondu affirmativement. Sur les réquisitions du ministère public, l'aliéné criminel n'est pas remis en liberté, il est livré à l'Administration. Le préfet sera-t-il tenu de l'interner immédiatement ? Pas le moins du monde ; sa responsabilité est seule en jeu, il est donc bien rationnel que la décision judiciaire ne le lie pas et qu'il ait un pouvoir souverain d'appréciation. En pra-

tique, il désigne un expert. Cet expert donne parfois, souvent même, des conclusions opposées à celles du médecin commis autrefois par justice. Ce fait est d'autant plus fréquent et s'explique d'autant mieux que, dans la plupart des cas de folie, à la période de délire pendant laquelle le crime a été commis, succède une période de calme devant laquelle l'aliéné présente toutes les apparences de la raison. Et une simple inspection pourrait-elle permettre à l'expert de conclure que l'aliéné est susceptible ou non de rechute ? Le résultat de l'expertise se trouvera donc ainsi en contradiction avec les renseignements recueillis par l'enquête judiciaire. Le médecin de l'Administration déclarant que l'individu examiné est sain d'esprit, le préfet ordonnera sa mise en liberté immédiate. Bien qu'il ne soit pas lié par l'avis de son expert, le préfet sera d'autant plus disposé à prononcer l'élargissement du sujet, qu'il trouvera ainsi une excellente occasion de réduire les dépenses de l'asile. La loi de 1866 a, en effet, chargé les conseils généraux de fixer le nombre des aliénés à entretenir dans les asiles, et, pour ne pas dépasser les limites du crédit ouvert, les préfets sont obligés de diminuer, autant que possible, le chiffre des internements. De plus, qui pourrait blâmer le préfet de s'être rangé à l'avis de son expert ? Et la loi de 1838 ne dit-elle pas que « toute personne détenue dans un établissement d'aliénés cessera d'être retenue dès que les médecins auront déclaré sur un registre *ad hoc* que la guérison est obtenue » ?

Admettons maintenant que le médecin de l'Administra-

tion ait conclu à la démence, comme le médecin de la justice, et que le préfet ait ordonné l'internement du criminel. Ce dernier, après un séjour plus ou moins long dans l'asile, peut, grâce aux soins dont il est entouré, ne plus présenter aucun signe de folie. Cela arrive même généralement. Le médecin ne pourra que constater la guérison, et le directeur sera encore obligé, par la loi de 1838, de remettre son pensionnaire en liberté. Le plus souvent, la guérison n'est qu'apparente, la raison n'est revenue que pour un moment : une nouvelle crise de délire éclate, le malade commet un nouveau crime et il comparaît encore une fois devant les magistrats qui ne peuvent toujours que l'acquitter. La magistrature acquitte le criminel parce qu'il est fou, l'Administration le remet en liberté parce qu'il n'est pas fou. Cette situation est déplorable, mais ce qui est encore plus fâcheux, c'est que la société est contrainte de garder dans son sein des individus à folie intermittente qui constituent pour elle un danger permanent !

§ 3. — Réformes proposées pour remédier à l'insuffisance de la loi du 30 juin 1838.

I. Tentatives diverses. — II. Projet de loi voté par le Sénat. — III. Conclusions présentées par M. Constans à la Société générale des prisons.

Tout le monde est d'accord aujourd'hui pour reconnaître qu'il est urgent de remédier au fâcheux état de choses créé par la grave lacune que contient la loi de 1838, et de com-

pléter notre législation en ce qui touche les *aliénés criminels*.

I. — La question a été maintes fois étudiée et discutée, notamment en 1869 par la *Société médico-psychologique* de Paris, en 1870 par la *Société de législation comparée* (1), en 1875 par le *Congrès des sciences médicales* réuni à Bruxelles, en 1877 par la *Société de médecine légale de France* (2), en 1878 par le *Congrès de médecine mentale* tenu à Paris, en 1881 par la *Société générale des Prisons* (3), en 1895 par le *Congrès international pénitentiaire*. Tout récemment encore, en 1897, cette même question a rempli plusieurs séances de la *Société des Prisons* et du *Congrès international de médecine légale* réuni à Bruxelles (août 1897).

En 1869, une enquête administrative fut ouverte et plusieurs propositions de loi dues notamment à MM. Gambetta et Magnin (4), Th. Roussel, Jozon et Desjardins (5) furent déposées. Le 10 mars 1881, le Gouvernement institua une Commission extraparlamentaire. Ces efforts aboutirent à un projet de loi dont le Sénat fut saisi le 25 mars 1882 et qui fit l'objet d'un très remarquable rapport de M. Th. Roussel.

(1) Rapport de M. le Conseiller Bertrand, aujourd'hui Procureur général près la Cour d'appel de Paris, qui contient les résultats d'une enquête au cours de laquelle furent entendus de nombreux jurisconsultes, et renferme une étude très approfondie des législations étrangères à cette époque.

(2) Rapport de M^e Demange, avocat à la Cour de Paris.

(3) Rapport de M. Proust, alors substitut du Tribunal de la Seine.

(4) 21 mars 1870.

(5) 25 juillet 1872.

II. — Voté par le Sénat le 11 mars 1887, ce projet fut envoyé à la Chambre le 24 juin suivant. Après être resté deux ans *dans les cartons*, il fut rapporté le 12 juillet 1889 par le Dr Bourneville, et ne fut pas discuté.

Le 3 décembre 1890, M. Joseph Reinach reprit ce même projet en y introduisant quelques modifications ; M. Ernest Lafont rédigea un rapport le 21 décembre 1891, mais la Chambre ne le discuta pas davantage. Deux ans plus tard, le 21 novembre 1893, nouvelle intervention de M. Joseph Reinach, nouveau rapport de M. Lafont, nomination d'une Commission unanimement favorable ; après la mort du Dr Lafont, rapport de M. Dubief (27 novembre 1896). Tout cela n'a donné aucun résultat... La Chambre des députés n'a pas encore pu trouver le temps de voter une réforme aussi urgente !

Voici le texte adopté par le Sénat :

« ART. 36. — Les individus de l'un et de l'autre sexe condamnés à des peines afflictives et infamantes ou correctionnelles de plus d'un an d'emprisonnement et qui sont reconnus épileptiques ou aliénés pendant qu'ils subissent leur peine et dont l'état d'aliénation a été constaté par un certificat du médecin de l'établissement pénitentiaire, peuvent être, après avis du médecin inspecteur du département dans lequel l'établissement pénitentiaire est situé, conduits dans des quartiers spéciaux d'aliénés annexés à des établissements pénitentiaires, et y être retenus jusqu'à leur guérison ou jusqu'à l'expiration de leur peine. » La Commission de la Chambre des députés adopte

ce texte et y ajoute une disposition relative aux autres condamnés qu'elle propose de diriger « sur l'asile départemental ».

« ART. 37. — Est mis à la disposition de l'autorité administrative pour être placé dans un établissement d'aliénés dans le cas où son état mental compromettrait la sécurité, la décence ou la tranquillité publiques ou sa propre sûreté, et après de nouvelles vérifications, si elles sont jugées nécessaires :

« 1^o Tout inculpé qui, par suite de son état mental, a été considéré comme irresponsable et a été l'objet d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu ;

« 2^o Tout prévenu poursuivi en police correctionnelle qui a été acquitté comme irresponsable à raison de son état mental ;

« 3^o Tout accusé ou prévenu poursuivi en cour d'assises ou en conseil de guerre qui a été l'objet d'un verdict de non-culpabilité, s'il résulte des débats qu'il était irresponsable à raison de son état mental.

« Dans ces cas, l'ordonnance, le jugement ou l'arrêt qui prononce le non-lieu ou l'acquittement, et, en cas de verdict de non-culpabilité, la cour d'assises par un arrêt spécial, renvoie l'inculpé, le prévenu ou l'accusé devant le tribunal en chambre du conseil qui statue comme il est dit au paragraphe 2 de l'article 19. Jusqu'à la décision du tribunal, l'individu présumé aliéné est retenu dans l'un des locaux ou établissements prévus par l'article 40 ci-après. »

Ce texte est accepté par la Commission de la Chambre.

« ART. 38. — L'Etat fera construire ou approprier un asile spécial ou plusieurs asiles spéciaux pour les aliénés dits criminels de l'un et l'autre sexe où seront conduits et retenus, en vertu d'une décision du Ministre de l'Intérieur, les aliénés mis à la disposition de l'autorité administrative en exécution de l'article 37.

« Pourront également y être conduits et retenus en vertu d'une décision du Ministre de l'Intérieur sur la proposition du Comité supérieur des aliénés :

« 1° Les aliénés qui, placés dans un asile, y auront commis un acte qualifié crime ou délit contre les personnes ;

« 2° Les condamnés à une peine correctionnelle de moins d'un an d'emprisonnement, qui deviennent aliénés pendant qu'ils subissent leur peine ;

« 3° Les condamnés reconnus aliénés, dont il a été parlé à l'article 36, lorsque, à l'expiration de leur peine, le Ministre de l'Intérieur aura reconnu dangereux soit de les remettre en liberté, soit de les transférer dans l'asile de leur département.

« Tout aliéné traité dans l'asile ou les asiles spéciaux, créés en vertu du présent article, peut être transféré dans l'asile de son département en vertu d'une décision du Ministre de l'Intérieur rendue sur la proposition motivée du médecin traitant et après avis du Comité supérieur. »

Relativement à cet article, l'accord cesse entre le Sénat et la Commission. Celle-ci a, en effet, été d'avis de le supprimer ; toutefois elle devait entendre le gouvernement à

ce sujet ; mais aucune discussion n'a encore eu lieu jusqu'à présent.

« ART. 39. — Lorsque la sortie des aliénés internés en vertu des articles 36 et 37 est demandée, le médecin traitant doit déclarer si l'interné est ou non guéri, et, en cas de guérison, s'il est ou non légitimement susceptible de rechute. La demande et la déclaration susdites accompagnées de l'avis motivé du médecin inspecteur, sont déférées de droit au tribunal qui statue en chambre du conseil conformément à l'article 48 ci-après.

« Si la sortie n'est pas accordée, la Chambre du conseil peut décider qu'il ne sera procédé à un nouvel examen qu'à l'expiration d'un sursis qui ne peut se prolonger au delà d'une année.

« La sortie accordée est révocable et peut n'être que conditionnelle. Elle est alors soumise à des mesures de surveillance réglées par la Chambre du conseil, d'après les circonstances de chaque cas particulier. Si ces conditions ne sont pas remplies ou s'il se produit des menaces de rechute, la réintégration immédiate à l'asile doit être effectuée conformément aux dispositions prescrites par les articles 13 et 28 de la présente loi. »

« ART. 40. — Lorsqu'un inculpé est présumé aliéné, l'expertise prescrite en vue de déterminer son état mental peut avoir lieu soit dans le quartier ou local d'observation et dépôt provisoire établi à l'hôpital ou hospice, conformément à l'article 34 de la présente loi, soit dans un établissement public d'aliénés ou dans un établissement

privé faisant fonction d'établissement public si l'expert ou l'un des experts désignés est médecin de cet établissement.

« L'admission de la personne présumée aliénée a lieu en vertu d'un arrêté du préfet pris sur les conclusions de l'autorité judiciaire. Si l'expertise a lieu dans un établissement d'aliénés, la personne présumée aliénée peut être réintégrée dans la prison par ordre du préfet aussitôt que le chef responsable en fait la demande au préfet pour motif de sécurité ou autre motif valable. »

La Commission de la Chambre des députés n'a fait aucune objection à ces deux derniers articles.

III. — Du texte du projet de loi voté par le Sénat et proposé à la Chambre, il nous semble intéressant de rapprocher les conclusions présentées à la Société générale des prisons, dans sa séance du 19 mai 1897, par son rapporteur, M. Constans (1) :

I. Tout inculpé d'un crime ou d'un délit qui a été relaxé ou acquitté comme irresponsable, à raison de son état mental, de l'acte imputé, doit être retenu dans un asile d'aliénés.

II. Pour assurer l'exécution de cette mesure de préservation sociale, il importe de créer des asiles ou quartiers spéciaux pour les aliénés dits criminels.

III. Toute juridiction qui relaxera ou acquittera un individu comme irresponsable en raison de son état men-

(1) *Revue*, 1897, p. 856.

tal au moment de l'acte qui lui est reproché, devra en faire mention dans son ordonnance, jugement ou arrêt.

IV. Devant la Cour d'Assises, c'est la Cour elle-même et non le jury qui se prononcera sur le caractère de cette irresponsabilité soit d'office, soit sur les réquisitions du ministère public, soit sur la demande expresse de l'accusé ou de son défenseur.

V. L'ordonnance, jugement ou arrêt qui constatera l'irresponsabilité de l'individu à raison de son état mental, devra prononcer en outre le renvoi de celui-ci devant le Tribunal de première instance du ressort, statuant en Chambre du conseil, lequel, après toutes vérifications nécessaires et débats contradictoires, décidera si cet individu doit être retenu dans un des asiles ou quartiers spéciaux d'aliénés criminels.

VI. C'est également le même tribunal, statuant comme il est dit ci-dessus, qui doit se prononcer à la requête de toute personne intéressée et après un nouvel examen médical, sur la mise en liberté provisoire ou définitive, de tout individu retenu dans un asile ou quartier spécial d'aliénés criminels.

VII. Dans le cas où la sortie de l'asile est refusée, le tribunal peut déclarer qu'il ne sera procédé à un nouvel examen qu'à l'expiration d'un sursis qui ne pourra se prolonger d'ailleurs au delà d'une année.

VIII. Dans le cas où la sortie de l'asile est ordonnée à titre provisoire seulement, le tribunal doit prescrire les mesures de surveillance qu'il juge nécessaires suivant les circonstances de chaque cas particulier.

IX. Tout condamné, devenu aliéné pendant qu'il subit sa peine, doit être placé jusqu'à sa guérison ou jusqu'à l'expiration de sa peine dans un des quartiers spéciaux d'aliénés dits *asiles-prisons*, dépendant d'un établissement pénitentiaire.

Si l'aliéné n'est pas guéri à l'expiration de sa peine, son internement doit alors s'effectuer dans un asile ou quartier spécial d'aliénés criminels.

X. Lorsqu'un inculpé de crime ou délit est présumé aliéné, l'expertise médicale prescrite en vue de déterminer son état mental peut avoir lieu dans un asile d'aliénés public ou privé ou dans tout autre établissement possédant un quartier ou local d'observation spécial, et ce, en vertu d'une ordonnance du juge ou du tribunal chargé de l'instruction.

Les conclusions que nous venons de reproduire ont été favorablement accueillies, dans leurs grandes lignes tout au moins, par les membres de la Société générale des prisons dont la haute compétence sur ces matières, ne fait aucun doute.

CHAPITRE V

DES MESURES QU'IL CONVIENT DE PRENDRE POUR REMÉDIER A L'INSUFFISANCE DE NOTRE LÉGISLATION.

A l'heure actuelle, des mesures très urgentes nous paraissent s'imposer : 1° l'internement des individus acquittés ou relaxés pour cause de démence, dans un asile spécial ou des asiles spéciaux qu'il importe d'établir pour les aliénés criminels ; 2° la substitution de l'autorité judiciaire à l'autorité administrative pour ordonner cet internement et pour statuer sur la mise en liberté ; 3° la création ou l'appropriation de quartiers spéciaux destinés à recevoir les condamnés devenus aliénés au cours de leur peine. Enfin, il est encore de toute nécessité de placer dans un local spécial d'observation l'individu présumé aliéné, afin de permettre aux médecins d'établir leur diagnostic avec plus de facilité et de certitude.

Tous ces points ont une importance considérable. Nous allons les examiner successivement.

§ 1. — Internement des aliénés criminels.

I. — *Substitution de l'autorité judiciaire à l'autorité administrative.*

Les aliénés criminels constituent un danger social d'au

tant plus grave que leur maladie est incurable. Avec les ravages effrayants causés par l'alcool dont la consommation augmente chaque jour (1), le nombre des crimes commis par des *impulsifs* va toujours croissant. Que l'on ne punisse pas des individus déclarés irresponsables, rien de mieux, mais que l'on protège au moins la société contre leurs actes en prenant à leur égard les précautions que nécessite leur état morbide.

Le moyen le plus efficace est sans contredit leur internement, et, pour assurer cette séquestration des aliénés criminels, il faut transmettre à l'autorité judiciaire les pouvoirs confiés jusqu'ici à l'autorité administrative. Depuis fort longtemps d'ailleurs, on demande qu'il en soit ainsi. C'était déjà le vœu émis en 1871 par la commission qui fut nommée par la *section de législation comparée* à l'effet d'étudier les modifications à apporter à la loi de 1838 ; c'était aussi le vœu formulé dans la séance du 25 septembre 1875, par le *Congrès des sciences médicales* réuni à Bruxelles, et, dans la séance du 11 juin 1877, par la *Société de médecine légale de France* qui adoptait l'ordre du jour suivant : « Considérant qu'en principe la société n'est pas suffisamment garantie contre les actes criminels ou délictueux commis par les aliénés qui sont l'objet d'ordonnances de non-lieu ou d'acquittements, (la Société de

(1) Dans la période de 10 années comprise entre 1866 et 1875, la moyenne des cas de folie dus à l'alcoolisme était annuellement de 713 ; leur nombre s'est élevé en 1893 à 3386. En 1875, la consommation moyenne de l'alcool était, en France, de 2 litres 82 par habitant ; en 1895, elle atteignait 4 litres 32.

médecine légale) émet le vœu que les pouvoirs aujourd'hui confiés par la loi à l'administration en cette matière, passent aux corps judiciaires. » La section de législation de la *Société générale des prisons* se prononçait dans le même sens en 1881, et, aujourd'hui, cette manière de voir est généralement accueillie avec faveur.

On a cependant contesté aux corps judiciaires le droit d'interner les aliénés. Ainsi, on a prétendu que, en transférant à l'autorité judiciaire le droit d'internement confié jusqu'ici à l'administration, on viole le principe de la séparation des pouvoirs. La justice, dit-on, n'a pour mission que de réprimer les crimes ou délits, elle ne doit s'occuper que des individus *coupables*; or, un individu acquitté pour cause de démence est un *malade* et non un *coupable*. Il s'agit ici de police préventive et non pas de répression. L'autorité administrative est donc bien la seule autorité compétente.— Nous répondrons que le principe de la séparation des pouvoirs ne court aucun risque, et que la police préventive regarde tout le monde. Les tribunaux sont aussi bien placés pour en faire, que l'autorité administrative. D'ailleurs, n'en font-ils pas tous les jours quand ils envoient en correction des mineurs de seize ans, après qu'ils les ont absous pour avoir agi sans discernement? La mise en correction n'est pas une *peine*, elle est une mesure de préservation sociale, et l'analogie qui existe entre la situation du mineur dont l'intelligence est encore insuffisamment développée et celle du fou dont l'intelligence est altérée, partant incomplète, nous paraît frappante au point de vue de

la responsabilité pénale. De plus, l'article 29 de la loi de 1838 lui-même, ne donne-t-il pas au tribunal, réuni en Chambre du conseil, le pouvoir de statuer sur l'élargissement ou le maintien dans l'asile, du détenu auquel le préfet a refusé sa mise en liberté ? — Enfin, comme le fait remarquer très justement M. le conseiller Dayras (1), ne s'agit-il pas de statuer sur la liberté d'un citoyen ? Or, d'après les principes mêmes de notre droit, on ne peut toucher à la liberté individuelle qu'en vertu d'actes judiciaires, et ce n'est que par exception, que l'administration peut être saisie d'une question de cette nature.

La substitution de l'autorité judiciaire à l'autorité administrative pour prononcer sur l'internement des aliénés criminels a trouvé des adversaires assez nombreux parmi les membres du *Congrès de médecine mentale*, tenu à Paris en 1878. Ce congrès international a été d'avis de maintenir les droits de l'administration, en ajoutant toutefois l'obligation pour elle d'ordonner l'internement de toutes les personnes qui lui seraient désignées par l'autorité judiciaire comme ayant été l'objet d'ordonnances de non-lieu ou d'acquittements pour cause d'aliénation mentale. Les temps ont changé depuis 20 ans, et cette opinion ne compte plus guère de partisans aujourd'hui. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter au texte du projet de loi voté en 1887, aux vœux formulés l'an dernier par le *Congrès international de médecine légale* tenu à Bruxelles (août 1897) et aux

(1) Discours de rentrée, novembre 1881, Cour de Besançon.

conclusions de M. Constans si favorablement accueillies par la Société générale des prisons.

II. — *Complexité de la question de l'internement.*

La question de l'internement des aliénés criminels est complexe ; elle soulève la question de démence. Il faut en effet constater que c'est pour cause de démence que l'accusé est relaxé ou acquitté, afin d'ordonner son internement. De là, une double face du problème : 1^o Quelle autorité *constatera la démence* ? 2^o Quelle autorité *ordonnera l'internement* ?

1^o Quelle autorité statuera sur la démence ?

A cette question, le Congrès de Bruxelles a répondu en désignant l'*autorité judiciaire*, mais sans indiquer s'il entendait parler de la juridiction *civile* ou de la juridiction *pénale*. C'est évidemment à cette dernière qu'il songeait.

L'accord serait d'ailleurs presque parfait sur ce point, je crois, si la question de démence ne devait jamais se présenter devant la Cour d'Assises. Lorsque les juridictions d'instruction estiment que l'accusé est fou, elles rendent des ordonnances ou des arrêts de non-lieu ; si elles ont quelque doute sur la santé d'esprit de l'accusé, elles font appel à la science médicale, et, si les experts déclarent que l'individu soumis à leur examen était atteint de folie au temps de l'action, ces juridictions n'hésitent pas à rendre encore des ordonnances ou des arrêts de non-lieu en faveur de l'insensé. Personne ne proteste contre cette manière de

procéder ; on ne s'élève pas non plus contre la constatation de l'état mental du prévenu, faite par les tribunaux correctionnels. Mais, où apparaît le point délicat, c'est lorsque la démence se manifeste pour la première fois devant la Cour d'Assises. Nous sommes ici, en effet, en présence d'une juridiction pénale d'une nature particulière qui se compose de deux éléments : 1^o le jury, qui est juge du fait ; 2^o la Cour, qui se prononce sur le droit. Lequel de ces deux éléments, cour ou jury, tranchera la question de démence ?

On a prétendu qu'il était inutile d'envisager ce cas tout particulier qui ne se présente presque jamais, dit-on, car, en général, la folie n'éclate pas tout à coup pendant les débats, et l'état de démence de l'accusé a toutes les chances possibles d'être constaté par les juridictions d'instruction, surtout depuis la mise en vigueur de la loi sur l'instruction récemment votée par le Parlement. On ajoute que si, conformément à l'avis de la Cour de cassation, on avait permis au défenseur d'assister son client devant la Chambre des mises en accusation, la question de démence ne se poserait jamais devant la Cour d'Assises. C'est peut-être aller un peu loin ! En réalité, le cas particulier qui nous occupe n'est pas aussi rare qu'on le prétend. Il peut se présenter non seulement lorsque la démence se manifeste pour la première fois pendant les débats, mais encore lorsque la Chambre des mises en accusation et le juge d'instruction ont estimé que l'accusé était responsable et n'ont pas fait appel à la science médicale, ou lorsque les experts commis par les juridictions d'instruction ont conclu

à la santé d'esprit ou à la responsabilité partielle de l'accusé, ou lorsqu'ils ont émis des avis différents, ou bien encore lorsque les juridictions d'instruction n'ont pas voulu se ranger à l'opinion des experts concluant à la folie.....

Afin d'empêcher la question de démente de se présenter devant les Assises, on a proposé de prescrire, pour tous les grands crimes, une expertise médicale de l'accusé, avant que la Chambre des mises en accusation n'ait statué à son égard.

On a prétendu aussi que, dans le cas où la question de démente se présenterait devant le jury, il suffirait de s'en tenir à la pratique actuelle des Cours d'Assises qui, dès qu'elles conçoivent des doutes sur la santé d'esprit de l'accusé, renvoient l'affaire à une autre session. Même après le verdict, ajoute-t-on, la Cour n'est pas désarmée. Si elle estime que le jury s'est trompé en déclarant coupable un individu qu'elle considère comme ne jouissant pas de ses facultés mentales, n'est-elle pas autorisée par le Code d'instruction criminelle, à renvoyer encore l'affaire à une autre session ?

La vérité est que, par un sentiment de défiance bien marquée à l'égard du jury, on essaie de lui refuser le droit de statuer sur la question de démente. Les arguments que l'on fait valoir sont nombreux. En voici quelques-uns : La constatation de la folie chez un individu est, dit-on, un problème au sujet duquel les médecins aliénistes ne sont pas toujours d'accord. Comment, dès lors, confier à des jurés, c'est-à-dire à des hommes fort honorables

sans doute, mais qui n'ont à cet égard aucune compétence, la solution d'une question aussi délicate ? En outre, comment arriveraient-ils à établir leur conviction au bout des quelques heures pendant lesquelles l'accusé a été en leur présence ? Il est donc inutile et dangereux de les interroger à ce sujet. La Cour semble bien mieux placée pour constater l'existence de la folie ; elle est composée d'hommes plus éclairés que les jurés et qui se rendent un compte exact de la gravité de l'erreur qu'ils peuvent commettre. En outre, si l'on invite le jury à motiver son verdict, où s'arrêtera-t-on dans cette voie ? Il en résultera des abus. Les jurés n'établiront aucune distinction entre la responsabilité partielle et l'irresponsabilité, et, dans tous les cas, ils répondront négativement à la question de culpabilité et affirmativement à la question de démence, de telle sorte qu'ils provoqueront toujours l'acquiescement mais aussi l'internement. Les accusés et leurs défenseurs protesteront contre ces tendances et finalement le jury se contentera d'acquiescer purement et simplement en donnant deux réponses négatives. Si l'internement ne doit pas résulter nécessairement de la constatation de l'état de démence et s'il y a renvoi à la juridiction civile pour statuer sur cet internement, le danger ne sera pas moindre. Dans toutes les affaires, les avocats feront poser la question spéciale, un certain nombre de personnes de l'entourage de l'accusé viendront affirmer qu'il a souvent présenté des signes de folie ; le jury acquiescera en déclarant que c'est pour cause de démence. Devant la Chambre du conseil, l'accusé sou-

tiendra qu'il n'est pas fou et il le prouvera aisément : la seule issue possible sera sa mise en liberté. Et il en sera ainsi à moins que la déclaration de démente par le jury n'entraîne fatalement l'internement.

Pour enlever au jury le droit de statuer sur la question de démente, on a proposé de lui substituer un *jury spécial* composé d'hommes compétents sur la matière et devant lesquels la Cour devrait renvoyer, avant le verdict, l'accusé dont la santé d'esprit présenterait quelques doutes. Si le jury spécial estimait que l'accusé possède toute sa raison, celui-ci serait de nouveau traduit devant le jury ordinaire, et cette fois, avec une présomption sérieuse de responsabilité. Une opinion voisine a été soutenue : on a proposé le renvoi par la Cour, et avant le verdict, de l'accusé présumé aliéné devant le Tribunal civil réuni en Chambre du Conseil.

Nous n'avons pas l'intention de prendre en mains la défense du jury, mais puisque cette institution existe (à tort ou à raison), c'est à elle qu'incombe le soin de résoudre la question de démente. En fait, n'est-ce pas le jury qui est saisi de cette question, puisqu'il est appelé à répondre sur la culpabilité et que la question spéciale de démente est comprise dans la question générale de culpabilité ? Le jury en est donc toujours saisi, mais il est mal saisi. Il doit répondre sur une question qui comprend deux éléments ; pourquoi dès lors ne pas séparer ces deux éléments, pourquoi ne pas lui permettre d'exprimer nettement ce qu'il pense en éclairant son verdict ? On n'a rien à perdre, on a tout à gagner avec ce système.

On dit que la question de démente est trop délicate pour être résolue par douze jurés qui n'ont aucune compétence spéciale à ce sujet, et qu'il convient de ne la soumettre qu'à la Cour. Tout en reconnaissant que les magistrats de la Cour d'Assises sont des hommes beaucoup plus éclairés que la plupart des jurés, nous ne voyons pas bien pour quels motifs leur compétence serait plus grande relativement à la constatation de la démente chez l'accusé. Et puis, le jury n'est-il pas appelé tous les jours à trancher des questions d'une délicatesse incontestable, par exemple lorsqu'il s'agit de savoir si le fait qu'il est appelé à juger est un meurtre ou un suicide, un infanticide, ou une mort naturelle, etc... ? Son verdict est suffisant pour envoyer un homme à l'échafaud, et on veut lui ôter le droit de statuer sur une question dont la conséquence extrême pourrait être l'internement d'un individu !

Faire trancher par la Cour la question de démente, c'est aller à l'encontre de tous les principes. Si la Cour statue *avant le verdict*, elle arrête les débats et enlève à l'accusé le droit sacré de se défendre ; cet accusé ne pourra-t-il pas dire en effet : « Vous m'avez attribué à tort un crime, vous me faites comparaître aujourd'hui devant le jury pour répondre à votre accusation, et vous empêchez maintenant que justice me soit rendue ! J'ai la prétention de démontrer que je suis innocent du fait (que ce fait n'existe pas, que le prétendu crime n'est qu'un accident ou un suicide, que j'ai tué par maladresse, etc...) et que je ne suis pas un aliéné. Je veux me défendre et je suis prêt à répondre à toutes les questions. »

Si la Cour statue *après le verdict*, elle est susceptible de se tromper sur les raisons qui ont entraîné l'acquittement. Peut-être le jury a-t-il acquitté pour un autre motif que pour celui de la démence. Elle réformera ainsi à son gré le verdict et elle risquera de faire enfermer comme fou, un individu qui ne l'est pas.

Autre inconvénient grave. Si, pendant les débats, la Cour délibère sur la question de responsabilité et estime que l'accusé n'est pas fou, elle rend un arrêt dans ce sens, et l'audience continue. Dira-t-on que le jury est lié par cet arrêt ? Empêchera-t-on l'avocat de plaider la démence et d'entraîner la conviction du jury ? Celui-ci rendra en conséquence un verdict d'acquittement manifestement basé sur la folie ; et les deux éléments qui composent la juridiction des assises se trouveront en désaccord !

Est-ce à dire que la question de démence devra être posée dans toutes les affaires ? Evidemment non : il y a ici, des abus à éviter, et cela sera facile. On n'interrogera le jury à cet égard que s'il existe un motif sérieux de le faire. On redoute que les avocats ne soulèvent, dans tous les cas, la question de démence ? C'est un tort ; ils préféreront, en général, un acquittement pur et simple, afin de ne pas exposer leurs clients à l'internement. Le ministère public nous paraît devoir réclamer la position de la question de démence plus souvent que la défense ; il en sera ainsi chaque fois que l'accusation craindra un acquittement pour un homme qu'elle estime dangereux. Il n'y aura donc pas lieu, suivant nous, de mettre un frein aux prétendues

tendances du jury à prononcer toujours des acquittements pour cause de démente, en imposant l'internement comme conséquence fatale de tels verdicts. Il n'appartient d'ailleurs pas au jury de statuer sur la question de l'internement. Si cette mesure doit résulter de sa déclaration, c'est à la Cour de le décider, car il y a là une question de droit que les jurés ne sont pas appelés à trancher ; leur rôle se borne à résoudre la question de fait, à l'examiner sous toutes ses faces, mais il ne va pas au delà.

La thèse que nous venons d'exposer a été éloquemment soutenue, devant la Société des prisons, par M. le professeur Le Poittevin (1). Quelques législations, l'ont admise ; dans ce nombre, il faut citer l'Angleterre, l'Ecosse, les Etats-Unis, l'Italie, l'Autriche et l'Espagne qui la justifie ainsi : « Attendu qu'il s'agit d'une question de fait que le jury seul peut résoudre avec son indiscutable compétence, le pouvoir du tribunal de droit se trouvant limité à l'application de la loi, en conformité de la réponse affirmative ou négative du jury. »

Ajoutons que la Suisse (canton du Tessin) et la Norvège ont adopté ce système depuis 1893. Le Sénat français s'est prononcé en sens contraire dans le projet de loi voté en 1887, mais le projet de réforme du Code pénal (art. 55) impose une question spéciale au jury.

2° Quelle autorité statuera sur l'internement ?

Quelle est l'autorité judiciaire qui devra statuer sur l'in-

(1) Séance du 16 juin 1897, *Revue pénitentiaire*, p. 871 et suiv. ; *adde*, p. 1015 et 1287.

ternement des individus relaxés ou acquittés pour cause de démence ?

Les uns proposent la juridiction pénale dans tous les cas.

Les autres désignent tantôt la juridiction pénale, tantôt la juridiction civile.

D'autres enfin sont d'avis de confier l'internement aux soins de la juridiction civile dans tous les cas.

Le premier de ces trois systèmes estime que l'autorité judiciaire appelée à statuer sur la question d'internement doit être, dans tous les cas, l'autorité qui a déjà statué sur l'acte délictueux ou criminel imputé, parce que cette autorité vient de voir et d'examiner l'individu qu'il s'agit d'enfermer, elle l'a interrogé, elle a eu l'avis des experts, elle a entendu des témoins. Les magistrats devant lesquels l'accusé a comparu ont pu étudier toutes les particularités de l'affaire et ils ont été à même de juger de l'opportunité de l'internement. L'internement n'est d'ailleurs qu'une suite légale du fait soumis à la juridiction répressive. Celle-ci a donc autant qualité pour ordonner l'internement que la mise en correction, car ces deux mesures présentent une très grande analogie. — Dans le cas particulier où il s'agirait de prononcer l'internement, à la suite d'un verdict de non-culpabilité pour cause de démence, on s'accorde généralement à reconnaître que ce droit appartiendrait à la Cour et non au jury. — Quelques esprits ont proposé de confier dans tous les cas à la Chambre des mises en accusation le soin de statuer sur l'internement. Cette opinion

formulée dans l'article 44 de la proposition de loi qui clôtura l'enquête faite en 1872 par la société de législation comparée, ne compte plus beaucoup de partisans ; on préfère laisser la compétence à la juridiction qui a statué sur l'état mental.

Dans un second système, on distingue suivant que l'individu a été l'objet d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu ou qu'il a bénéficié d'un acquittement. Dans le premier cas, on décide, conformément à l'article 5, § 3 du projet de réforme du Code pénal, que « le placement pourra être ordonné par le tribunal civil à la requête du ministère public » ; dans le second cas, suivant l'article précité, on décide que « la Cour pourra ordonner qu'il (l'individu acquitté pour cause de démence) soit placé dans un établissement d'aliénés ». On ne parle pas du cas où l'individu aurait été renvoyé des fins de la poursuite par un tribunal correctionnel, mais il n'y a guère de difficultés pour décider que, dans cette hypothèse, les partisans du second système admettent la compétence du tribunal. En réalité, la différence qui sépare cette seconde opinion de la première est relative à l'internement à la suite d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu ; on ne veut pas donner aux juridictions d'instruction le droit de statuer sur l'internement.

Le troisième système va encore plus loin. Il donne dans tous les cas au tribunal civil, le soin d'examiner la question d'internement. Cette manière de procéder nous paraît être la meilleure, et nous estimons, d'accord avec le

projet de loi voté par le Sénat, que tout jugement, ordonnance ou arrêt qui prononce le non-lieu ou l'acquittement, et, en cas de verdict de non-culpabilité, la Cour d'Assises par un arrêt spécial, devrait renvoyer l'inculpé, le prévenu ou l'accusé devant le tribunal civil en chambre du conseil (art. 37). En attendant que la juridiction civile statue sur l'internement, l'individu présumé aliéné devrait être tenu en observation dans un asile d'aliénés ou dans un quartier spécial.

Les juridictions pénales ont accompli leur mission dès qu'elles ont décidé qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre ou de punir, et pour quel motif ; le jury a rempli sa tâche quand il a déclaré que son verdict d'acquittement est basé sur la démence de l'accusé ; la Cour a fait son devoir quand elle a pris les mesures que comporte le verdict, c'est-à-dire quand elle a *constaté* par arrêt que l'individu a bénéficié d'un acquittement en raison de sa folie présumée. Au Tribunal civil, en Chambre du Conseil, il appartient alors d'examiner si l'état mental nécessite ou non l'internement. La juridiction civile a, en effet, une compétence spéciale pour les questions relatives à la liberté individuelle, et sa décision offre toutes les garanties désirables.

On propose généralement de saisir la Chambre du Conseil, mais on demande en même temps que le jugement soit rendu en audience publique, après un examen attentif par les experts, un interrogatoire comme en matière d'interdiction, et après un débat contradictoire entre le fou présumé et le ministère public. C'est là, suivant nous, le meilleur moyen de sauvegarder tous les intérêts.

§ 2. — Création d'un asile spécial ou de plusieurs asiles spéciaux pour les aliénés criminels.

Pour permettre l'internement des aliénés criminels, il importe de construire en France un asile spécial tel qu'il en existe déjà dans un certain nombre de pays. Cette création est réclamée depuis bien longtemps. Déjà, en 1846, dans les *Annales d'hygiène et de médecine légale* (t. XXXV), et plus tard dans la *Bibliothèque du médecin praticien* (t. IX), Briere de Boismont avait proposé, dit M. Riboud, de fonder, en France, un asile comme ceux qui existent à Broadmoor près Londres, à Dendrum en Irlande, à Perth en Ecosse, etc... En 1863, à la Société médico-psychologique, Legrand du Saulle demanda la création d'un asile central pour aliénés-criminels ou de plusieurs sections du même genre dans quatre des principaux asiles du pays (1). L'absence de crédits suffisants empêcha la réalisation de cette proposition qui reçut toutefois un commencement d'exécution par la création d'un quartier spécial dit « la Sûreté », à l'Asile de Bicêtre.

En 1869, on décida également la création d'un quartier d'aliénés à la maison de Gaillon. Mais il faut remarquer que ce quartier, occupé seulement depuis le 17 mai 1876, est réservé aux individus du sexe masculin ayant été condamnés à plus d'une année d'emprisonnement et qui,

(1) Riboud, p. 326.

en cours de peine, sont frappés d'aliénation mentale ou d'épilepsie. Le quartier de Gaillon n'est en réalité qu'un quartier de prison destiné au traitement des condamnés devenus épileptiques ou aliénés, ce n'est donc pas un asile d'aliénés criminels proprement dits, c'est-à-dire d'individus relaxés ou acquittés pour cause de démence (1).

I. — *Objections à la création d'un asile spécial.*

I. — Le projet de loi voté par le Sénat prévoit la construction ou l'appropriation d'un asile spécial ou de plusieurs asiles spéciaux pour les aliénés dits criminels de l'un et de l'autre sexe (art. 38), mais la Commission de la Chambre des députés a, sous l'influence de certaines doctrines contestables, perdu de vue l'importance sociale de la question et elle a pensé que la création d'un asile spécial pour les aliénés criminels est inutile. « Il n'y a pas de raison sérieuse, dit le D^r Bourneville dans son rapport, pour séparer les aliénés dits criminels des aliénés ordinaires. Ce sont des malades qui, sous l'impulsion du délire, ont commis des actes dont ils sont irresponsables. Ils doivent par conséquent être traités comme les autres malades, c'est-à-dire internés dans l'asile de leur département. Les placer dans des asiles nationaux serait les éloigner de leur famille et aggraver leur situation. » Cette idée avait déjà été soutenue devant la Commission de la *Société de législation comparée* en 1871, par les D^{rs} Falret, Blanche et Voisin

(1) Il n'existe pas de quartier spécial pour les femmes. En fait, elles sont internées dans la maison centrale de Montpellier.

qui estimaient que si les aliénés criminels enfermés dans l'asile ordinaire sont agités ou dangereux, il suffit de les mettre dans une section spéciale où des mesures particulières seront prises à leur égard. « Il ne s'agit pas, dit M. Riboud, de les parquer spécialement parce que, sous l'empire de la folie, ils ont commis une action violente ; c'est inhumain : la criminalité disparaît avec la folie. »

II. — Ces considérations, dictées par un sentiment d'humanité très louable mais peut-être mal compris, ne sont pas les seules que l'on fasse valoir contre l'utilité d'un asile spécial pour les aliénés criminels. Ainsi, on a prétendu que le nombre des aliénés criminels à interner est très restreint, et les partisans de l'asile le savent si bien, ajoute-t-on, qu'ils demandent que l'on enferme également dans l'asile spécial les aliénés reconnus dangereux. A ce point de vue, M. le Dr Charpentier, médecin en chef de Bicêtre, pense — c'est du moins ce que nous croyons pouvoir conclure des observations présentées par lui à la Société des prisons (1) — que les aliénés criminels sont des criminels ordinaires, que l'on ne considère comme des malades que grâce à l'extension donnée au mot *folie* (2).

Par contre, on a fait observer que si l'on envoie dans un asile spécial tous les individus relaxés ou acquittés pour cause de démence, l'asile sera bientôt entièrement occupé, leur nombre s'élevant annuellement à une moyenne de 340 dans le département de la Seine seulement.

(1) *Revue pénitentiaire*, 1897, p. 1012.

(2) V. observ. du Dr H. Colin, *Revue pénitentiaire*, 1897, p. 1264.

III. — On a objecté aussi les résultats mauvais obtenus par l'application du système soit en Angleterre, soit en France. « Pour ne parler que de la France et même de Paris, disait le Dr Falret, le quartier dit *de sûreté* fondé à Bicêtre dans le but de réaliser en partie la proposition dont nous nous occupons, permet de juger pratiquement les inconvénients de cette mesure anti-administrative et anti-médicale (1). »

IV. — On n'a pas oublié les considérations budgétaires et on a fait remarquer avec justesse que, depuis plus de vingt ans, nous réclamons en vain la transformation de nos maisons d'arrêt prescrite par une loi, et de nécessité urgente. Comment dès lors espérer obtenir la création d'un ou de plusieurs asiles spéciaux ?

Telles sont les principales objections que l'on a formulées contre la création d'un asile spécial pour les aliénés criminels. On estime ainsi que ces malades doivent être internés soit dans les asiles ordinaires, soit dans des quartiers spéciaux annexés aux asiles départementaux ou aux établissements pénitentiaires.

II. — *Réfutation des objections. Nécessité d'un asile spécial.*

Nous pensons que l'assimilation des aliénés criminels aux aliénés calmes et leur vie en commun dans l'asile départemental est insoutenable. D'un autre côté, leur internement dans des quartiers spéciaux ne nous satisfait pas

(1) Dr Falret, *De la responsabilité morale et légale des aliénés*, 1863, p. 21.

davantage. Pour nous, il y a trois catégories d'aliénés bien distinctes auxquelles doivent correspondre trois établissements différents : 1° les *aliénés calmes* qui doivent être internés à l'*asile ordinaire*, 2° les *aliénés criminels* auxquels il convient d'affecter un *asile spécial*, 3° les *condamnés devenus aliénés* en cours de peine, qu'il faut enfermer dans les quartiers spéciaux dits *asiles-prisons*.

Essayons de démontrer la nécessité d'un asile spécial et de répondre aux objections que l'on a présentées à cet égard :

I.— Les aliénés, criminels ou non, sont des malades qui ont droit à toute notre sollicitude, mais les soins à donner aux uns et aux autres ne sont pas les mêmes. Au point de vue thérapeutique, avec les moyens curatifs employés aujourd'hui, il n'est pas possible d'assimiler l'aliéné criminel à l'aliéné calme. A l'heure actuelle, on tend de plus en plus dans les asiles d'aliénés, à abaisser les murs, à entr'ouvrir les grilles de façon à laisser vivre ces malheureux dans un état de liberté relative et à leur procurer tout le bien-être désirable. On obtient, par ce procédé, un certain nombre de guérisons et, dans tous les cas, une amélioration très notable. La présence d'un aliéné dangereux, — et il n'est pas téméraire d'affirmer que l'aliéné criminel est du nombre — suffira pour jeter le trouble au milieu des autres malades. Il ne sera plus possible d'accorder à ces derniers une liberté aussi grande que par le passé, et leur état mental s'en ressentira. De son côté, l'aliéné criminel lui-même en souffrira ; il ne pourra pas être traité dans l'asile ordinaire, comme il le serait dans un asile spécial. Ajoutons

que de plus, il sera un compagnon fort désagréable pour les aliénés calmes. En somme, ces derniers n'ont pas perdu toutes leurs facultés ; leur intelligence et leur jugement peuvent être sains sur bien des points, et ils se rendront compte de ce qu'une telle promiscuité peut avoir de fâcheux. Dans la séance du 29 juin 1889, M. le Dr Lentz, directeur de l'asile spécial de Tournai, déclarait à l'Académie de médecine de Belgique, que, sur les 120 aliénés criminels renfermés dans cet asile, on comptait 32 assassins, 15 incendiaires, 4 auteurs de viols, 2 faussaires, 20 voleurs (1) ! Au point de vue moral et dans l'intérêt même de ces aliénés, il est impossible de les enfermer dans des asiles ordinaires avec des malades calmes. Ces derniers et leurs familles protesteraient à bon droit.

Dira-t on que l'on isolera l'aliéné criminel, en l'inter-nant dans un quartier spécial annexé à l'asile ? Il y a là quelque chose de contraire à nos idées actuelles sur le traitement des aliénés. La présence d'une sorte de maison de force dans un établissement hospitalier, a quelque chose de choquant ; le voisinage serait pénible pour les malades obligés de vivre auprès d'individus qui sont arrivés au paroxysme de l'exaspération.

II.—Si nous envisageons maintenant la question au point de vue budgétaire, nous constaterons que l'assimilation de l'aliéné criminel à l'aliéné ordinaire et son internement dans l'asile départemental, fait tomber son entretien à la

(1) Rapport de M. le conseiller de Busschère au Congrès international de Bruxelles (août 1897).

charge du département. M. le Dr Colin, médecin en chef de l'asile spécial et de la maison centrale de Gaillon, signale une autre raison d'ordre pécuniaire (1). Il fait remarquer que les quartiers spéciaux créés dans chaque asile public d'aliénés (la Seine exceptée) contiendraient une dizaine de malades, dont la plupart seraient des non-valeurs. Il resterait un nombre infime d'individus qu'il serait impossible de faire travailler, la loi interdisant de les mettre avec les autres malades : ils ne contribueraient donc pour aucune part aux frais de leur entretien, au contraire des aliénés ordinaires. L'inégalité disparaîtrait si on réunissait un grand nombre de ces individus.

III. — D'après les articles 37 et 38 du projet de loi voté par le Sénat, l'asile spécial serait destiné à recevoir plusieurs catégories d'individus : 1° ceux qui auront bénéficié d'une ordonnance ou d'un arrêt de non-lieu ; 2° ceux qui auront été acquittés pour cause de démence ; 3° les aliénés qui, dans l'asile, auront commis un fait qualifié crime ou délit contre les personnes ; 4° les individus condamnés à une peine inférieure à une année d'emprisonnement, devenus aliénés au cours de leur peine ; 5° les condamnés à une peine supérieure à une année d'emprisonnement, à l'expiration de leur peine, s'il y a quelque danger à les remettre en liberté ou à les transférer dans l'asile départemental.

Il ne nous semble pas que l'asile spécial doive manquer

(1) *Revue pénitentiaire*, 1897, p. 1270.

jamais de pensionnaires. L'encombrement nous paraîtrait plutôt à craindre, mais il peut être évité. Qu'on le remarque bien, d'après le système que nous soutenons, le tribunal civil en chambre du conseil sera saisi de la question de l'internement, il ne sera pas lié par la constatation de démence faite par les juridictions qui auront été saisies de l'affaire avant lui. Il lui appartiendra de statuer sur l'internement en toute liberté ; il pourra donc s'entourer de toutes les garanties possibles et faire une sélection intelligente entre les individus qui comparaitront devant lui. Au point de vue clinique, il y a lieu de distinguer les aliénés dangereux et ceux qui ne le sont pas, et il ne s'agit pas de transférer dans un asile spécial tous les bénéficiaires d'ordonnances de non-lieu et tous les acquittés pour cause de démence. Par exemple, pourquoi interner une femme qui, dans un accès de fièvre puerpérale, aurait tué son enfant ? Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est que la principale raison d'être des asiles spéciaux est d'assurer la sécurité publique : on ne doit donc y diriger que les « irresponsables systématiquement nuisibles », notamment les *criminels instinctifs*, ces *fous moraux* pour lesquels le crime est une fonction et qui se glorifient cyniquement de leurs horribles forfaits. M. le Dr Paul Garnier (1) a très bien fait ressortir le danger que présente cette catégorie spéciale d'aliénés. « En présence de ces individus, dit-il, l'expert est dans le plus grand embarras, et, pour ma part, je suis tous

(1) *Revue pénitentiaire*, 1897, p. 1005.

les jours aux prises avec des difficultés de ce genre. » Après avoir constaté que, actuellement, il n'y a place pour eux ni dans l'asile ni dans la prison, l'éminent médecin en chef du dépôt ajoute : « Alors, voici ce qui se passe : L'état mental de l'inculpé paraît troublé. Le juge d'instruction est perplexe..., un médecin expert est commis..., il sera plus ou moins porté vers telle solution, mais il sera plutôt disposé, dans le doute, à voir un malade et il dirigera cet individu sur un asile d'aliénés. » Nous savons le reste ; quelques mois plus tard, nous le retrouverons dans la rue, prêt à commettre un nouveau crime. Si l'expert effrayé de telles conséquences, renvoie cet *impulsif* devant les assises, il rédigera en même temps un rapport qui fera ressortir les défauts d'organisation de l'accusé, et, en conséquence, le jury l'acquittera ou le condamnera à une peine insignifiante, de sorte que ce dangereux *instinctif* ne tardera pas à rentrer dans la société. Voilà, par exemple, une situation à laquelle il convient de porter remède. Mais, encore une fois, nous avons toute confiance en la Chambre du conseil qui saura dans tous les cas prendre les mesures convenables. Si la sélection est bien faite, M. le Dr Motet estime que la création d'un seul asile spécial suffirait pour toute la France.

IV.— M. le Dr Falret ne signerait peut-être plus aujourd'hui les lignes qu'il a écrites en 1863, pour constater les mauvais résultats obtenus par l'application en Angleterre du système des asiles spéciaux. A cette époque, il n'existait, dans ce pays, que l'asile-annexe de Bethleem et le

quartier annexé à l'établissement privé de Fisherton House ; l'asile central de Broadmoor n'était pas encore construit. Depuis 1866, époque de la création de cet asile modèle, la situation, qui n'était d'ailleurs pas si mauvaise qu'on a bien voulu le dire, s'est améliorée dans des conditions exceptionnelles chez nos voisins d'Outre-Manche. Quant aux griefs qui ont été émis contre le quartier de Bicêtre dit la *Sûreté*, ils ne sont malheureusement que trop fondés, encore à l'heure actuelle. Laissons la parole au D^r Motet. Cet asile spécial ne donne pas de bons résultats parce que, dit l'éminent aliéniste, « il y pénètre beaucoup de personnes qui ne devraient pas y mettre les pieds, qui reçoivent les réclamations des aliénés et qui, n'étant pas aptes à connaître ces malades dissimulés, pervers, créent au médecin et au directeur les difficultés les plus grandes et finissent même par obtenir, parce qu'on se lasse d'avoir à répondre à des accusations qui, quoique mensongères, ne sont pas moins pénibles, la sortie de certains aliénés. Si j'en parle, c'est que, précisément en ce moment, nous avons encore à examiner un individu qui a failli tuer un médecin à Bicêtre. Ce médecin, au moment où il a mis cet individu en liberté, a dit qu'il n'avait rien perdu de ses tendances persécutrices et qu'il avait la crainte que, remis en liberté, il ne se livrât à de nouveaux excès et ne rede-vînt dangereux. Eh bien ! il y a eu là une intervention que je qualifie de déplorable (1).

(1) *Revue pénitentiaire*, 1897, p. 860.

M. le Dr Motet n'a que trop raison. Il faut mettre un terme aux influences néfastes qui agissent sur les médecins et les directeurs, et augmentent encore les difficultés de leur délicate mission. Aussi, l'asile que nous réclamons, c'est un asile *dépendant exclusivement de l'Etat*, soumis au contrôle sévère de l'Etat, un asile que nous appellerons *asile de sûreté* : c'est cette dénomination, proposée par le Dr Garnier qui lui convient le mieux, car la question primordiale est ici la protection et la défense de la société. — Loin de nous la pensée de lui donner l'aspect d'une prison, nous voulons en faire un établissement hospitalier au premier chef et non un établissement pénitentiaire (1). Quant à l'organisation intérieure, nous n'avons pas à nous en inquiéter. Les Anglais nous ont donné la marche à suivre. C'est à nous de savoir les imiter.

§ 3. — De la sortie des asiles spéciaux.

I. — *Nécessité de substituer l'autorité judiciaire à l'autorité administrative pour ordonner la mise en liberté.*

Actuellement, le droit de faire cesser l'internement des aliénés appartient en réalité aux médecins ; le préfet, n'ayant aucun moyen de contrôle, n'use jamais du pouvoir qui lui est attribué relativement à la sortie des asiles. La loi de 1838 se borne à dire que, tous les mois, les mé-

(1) C'est pourquoi nous ne voulons pas de quartiers spéciaux annexés aux prisons.

médecins directeurs d'asiles doivent faire connaître à l'Administration, les changements survenus dans l'état mental de leurs malades, et que le préfet doit statuer sans délai lorsque les médecins estiment que l'aliéné est guéri. Il existe bien un service d'inspection organisé par la loi, mais ce procédé est insuffisant pour garantir d'une façon sérieuse les malades des asiles contre une séquestration ou une mise en liberté arbitraires. Il est impossible aux magistrats, qui font ces visites à la hâte, de constater d'une manière efficace, les changements qui ont pu se produire dans l'état des malades ; de plus, ils auront à discuter avec le médecin de l'asile. Comme le fait justement observer M. le conseiller Dayras, si l'aliéné paraît raisonnable au magistrat, le médecin, qui sera opposé à l'élargissement de son malade, dira que celui-ci est seulement dans un intervalle lucide. Si le magistrat insiste, le médecin prétendra que l'on se trouve en présence d'un cas de folie dissimulée, de monomanie raisonnante. C'est donc bien le médecin de l'asile qui seul détermine la durée de la séquestration. En pratique, il remet le malade en liberté lorsque ce dernier ne donne plus aucun signe de folie. Est-ce à dire que l'aliéné soit guéri ? Nullement, car la guérison implique que le malade ne sera vraisemblablement l'objet d'aucune rechute. Si la folie réapparaît, l'aliéné est de nouveau interné. Le mal est déjà grand quand il s'agit d'un aliéné ordinaire, inoffensif ; il l'est encore davantage quand il s'agit d'un aliéné criminel ; et nous savons que ce dernier recouvre la liberté avec autant de facilité que l'aliéné

calme. Il faudrait pourtant établir une différence entre les deux situations et entourer de garanties suffisantes la mise en liberté des aliénés criminels. A quoi bon les interner dans un asile spécial si on les laisse en sortir sans contrôle?

L'article 39 du projet de loi voté par le Sénat indique le remède : la substitution de l'autorité judiciaire à l'autorité administrative. Il ne suffira plus que le médecin traitant déclare que l'interné est *guéri*, il faudra qu'il ajoute « *qu'il n'est pas légitimement suspect de rechute* ». Et cette déclaration même n'aura pas pour résultat de faire mettre l'aliéné en liberté ; le médecin ne sera plus le juge souverain à cet égard (il ne s'en plaindra pas d'ailleurs, car sa responsabilité sera moins grande) (1), c'est au tribunal civil en Chambre du conseil, c'est-à-dire à la juridiction même qui a ordonné l'internement, qu'il appartiendra de statuer sur la sortie. Rien de plus juste et à la fois de plus utile pour supprimer tout arbitraire. La demande d'élargissement et la déclaration du médecin traitant, ainsi que l'avis motivé du médecin inspecteur, seront transmis de droit à la Chambre du conseil. Le tribunal aura en mains toutes les pièces nécessaires pour éclairer sa religion ; l'aliéné pourra comparaître en personne, se faire assister d'un avocat, opposer un médecin

(1) Pour diminuer encore la responsabilité du médecin traitant, le Congrès de médecine mentale de Paris (1878) a émis le vœu — renouvelé depuis et soutenu par un grand nombre de médecins aliénistes — que son rapport soit soumis à une Commission spéciale qui, au besoin, pourrait faire appel à des spécialistes avant de formuler un avis.

de son choix aux experts du tribunal. Tous les intérêts seront sauvegardés, et l'on obtiendra ainsi toutes les garanties d'une bonne justice.

Objectera-t-on encore le principe de la séparation des pouvoirs ? La loi de 1838 se charge de répondre elle-même. Dans son article 29, elle reconnaît à l'autorité judiciaire le droit de se prononcer sur la maintenue ou sur la mise en liberté des aliénés, en permettant à toute personne retenue dans un établissement d'aliénés, de revendiquer sa liberté et de se pourvoir devant les tribunaux pour faire ordonner, s'il y a lieu, sa sortie immédiate.

II. — *Liberté d'action de la Chambre du Conseil.*

Libération conditionnelle.

La Chambre du conseil pourra se décider en toute liberté, accueillir ou rejeter la demande, ou bien encore n'accorder qu'une sortie conditionnelle.

La sortie accordée sera toujours révocable ; si elle n'est que conditionnelle, la Chambre du conseil prescrira certaines mesures de surveillance qu'elle déterminera suivant les circonstances de chaque cas particulier. Ce système de libération conditionnelle, proposé par l'article 39 du projet de loi soumis à la Chambre, est pratiqué à l'asile de Broadmoor ; il y donne, paraît-il, d'excellents résultats. Quand un individu a été suffisamment observé dans l'asile spécial et qu'il semble ne présenter aucun danger de rechute, on le confie aux parents qui prennent l'engagement de le surveiller. Il reste néanmoins soumis au con-

trôle de l'Etat qui le fait examiner fréquemment. En cas d'infraction, il est immédiatement reconduit à l'asile.

Si le tribunal refuse d'accorder la sortie, il pourra, en même temps, déclarer qu'il ne procédera à un nouvel examen qu'à l'expiration d'un sursis. Ce sursis ne devra toutefois pas se prolonger au delà d'une année. On a proposé de donner au tribunal le droit de prononcer dans certains cas incurables, la séquestration perpétuelle. Nous croyons que c'est absolument inutile, et qu'une semblable décision aurait quelque chose de contraire à nos idées actuelles. En fait, la séquestration sera perpétuelle quand il s'agira de pyromanes ou d'individus atteints de la manie homicide. Nos médecins et nos magistrats savent aussi bien que les aliénistes anglais, que ces affections sont incurables, et ils ne commettront jamais l'imprudence de remettre en liberté les individus qui en seraient atteints.

§ 4. — Internement dans des asiles-prisons des condamnés devenus aliénés au cours de leur peine.

1. — *Aliénés criminels et criminels aliénés.*

En 1878, M. l'inspecteur général Lunier déclarait, au Congrès de Paris, que le quart au moins des condamnés devenus aliénés au cours de leur peine, étaient déjà aliénés au moment de leur condamnation, et il ajoutait que ces deux catégories d'individus, que l'on désigne sous les noms d'*aliénés criminels* et de *criminels aliénés*, ne peuvent guère ne pas être confondues dans la pratique.

Il y a quelques mois, M. le D^r H. Colin (1), a soutenu la même thèse et a présenté des observations fort intéressantes et quelque peu troublantes au sujet des condamnés qui sont frappés d'aliénation mentale au cours de leur peine. Suivant le distingué médecin en chef de Gaillon, le régime de la prison n'entre pas en ligne de compte dans l'étiologie de la folie, et les criminels aliénés sont ou bien des aliénés méconnus ou bien des prédisposés à l'aliénation de par leur hérédité morbide. Il en résulte, suivant lui, que l'on doit assimiler complètement les criminels aliénés aux aliénés criminels; aussi proteste-t-il contre l'internement dans un *asile-prison* de ceux qui ont été flétris, « le plus souvent par suite d'un examen insuffisant », tandis que ceux qui ont eu la bonne fortune d'échapper à la flétrissure sont enfermés dans un *asile spécial*.

Ces observations, appuyées par M. le D^r Motet, ne me semblent pas avoir trouvé grand écho. Il peut évidemment arriver qu'un aliéné soit méconnu, et cela est très fâcheux, mais le cas n'est peut-être pas si fréquent qu'on le pense. Le nombre des garanties accordées à l'accusé s'accroît de jour en jour, on n'hésite plus aujourd'hui à faire appel à la science médicale, seule compétente dans la matière, lorsqu'il se présente des cas douteux; l'extension, toujours plus grande donnée à l'examen de l'état mental des accusés, diminue de plus en plus les chances d'erreur. Il y a, toutefois, sous ces considérations, un pro-

(1) *Revue pénitentiaire*, 1897, p. 1264.

blème social et moral d'une extrême gravité mais qui ne se rattache pas directement à la question qui nous occupe.

II.— *Internement des criminels aliénés dans les asiles-prisons.*

Nous ne croyons pas qu'il convienne d'interner les condamnés devenus aliénés au cours de leur peine dans l'asile spécial réservé aux aliénés criminels (1), du moins tant qu'ils n'ont pas achevé leur peine.

Nous nous élevons aussi contre leur internement dans les asiles ordinaires ou dans des quartiers spéciaux annexés aux asiles départementaux.

Les criminels devenus aliénés constituent pour les autres malades une promiscuité fâcheuse qu'il ne faut pas admettre. Ce sont des malheureux, c'est incontestable, mais ils n'en ont pas moins commis un crime pour lequel ils ont été *condamnés*. A nos yeux, ce sont des criminels ordinaires qui deviennent malades pendant qu'ils subissent leur condamnation. L'affection qui les frappe est d'une nature particulière, elle réclame des soins spéciaux. Pourquoi ne pas les traiter dans un quartier spécial, dit *asile-prison*, annexé à un établissement pénitentiaire ? Ce quartier spécial, pour quelles raisons veut-on l'annexer à l'asile ordinaire d'aliénés ou à l'asile spécial d'aliénés cri-

(1) Le Congrès international de Bruxelles (août 1897) a demandé la création d'un asile spécial pour les aliénés criminels et la création d'un autre asile spécial pour les criminels aliénés, ou tout au moins l'annexion à l'asile spécial des aliénés criminels, d'un quartier réservé aux criminels aliénés.

minels qui contiennent l'un et l'autre des malades qui ne sont pas et qui n'ont jamais été des *coupables* ?

D'ailleurs, il existe déjà un quartier spécial à Gaillon. Objectera-t-on que le voisinage des condamnés non aliénés sera pénible pour les criminels aliénés ? Nous ne le pensons pas, parce que, pendant leurs intervalles lucides, ces derniers se rendront bien compte qu'ils ont commis un crime et qu'ils ont été condamnés à une peine en raison de ce crime.

On n'a pas oublié que le projet de loi voté par le Sénat en 1887, et la Commission de la Chambre des députés établissent deux catégories dans les criminels aliénés : 1° ceux qui ont été condamnés à une peine afflictive et infamante ou à une peine correctionnelle supérieure à une année d'emprisonnement ; 2° ceux qui ont été condamnés à une peine inférieure à une année d'emprisonnement. Les deux Chambres sont d'accord pour ordonner l'internement dans un *asile-prison* des condamnés appartenant à la première catégorie ; mais, quant à ceux de la seconde, le Sénat propose de les envoyer dans l'asile spécial ; la Chambre préfère les diriger sur l'asile ordinaire. Le système du Sénat nous paraît être le meilleur, pour cette raison que bien que le fait accompli ait été sans doute peu grave, puisqu'il n'a donné lieu qu'à une peine légère, il n'en a pas moins révélé, chez son auteur, certaines tendances qui exigent peut-être des soins particuliers que l'on ne trouvera que dans l'asile spécial, certains instincts qui peuvent constituer un danger pour les aliénés calmes de l'asile ordinaire.

§ 5. — De la mise en liberté des criminels aliénés.

Les criminels aliénés sortiront évidemment de l'asile-prison à l'expiration de leur peine, s'ils ne présentent plus alors aucun signe de folie. Mais si, à cette époque, ils ne sont pas guéris, quelles mesures devra-t-on prendre à leur égard ?

Actuellement, notre organisation relative à la mise en liberté des criminels aliénés est aussi défectueuse que celle qui concerne les aliénés criminels. Quand un condamné est atteint d'aliénation mentale au cours de sa peine, on le dirige sur un asile ordinaire ou on l'interne dans le quartier spécial de Gaillon où il reste jusqu'à l'expiration de sa peine. S'il est alors guéri, on le remet en liberté ; dans le cas contraire on le renvoie dans un asile départemental. De sorte que, finalement, il se trouve dans un asile ordinaire d'aliénés. Au bout d'un temps très court, il en sort avec la facilité que nous savons, quand bien même il présenterait toutes les chances possibles de rechute, et il rentre dans la société pour y demeurer jusqu'au moment où un nouveau crime ou délit commis par lui le ramènera devant les magistrats. Il ne faut pas que, à sa sortie de Gaillon ou de tout autre asile-prison, le criminel-aliéné non guéri soit dirigé sur un asile ordinaire d'aliénés. On objecte à tort que sa peine ayant été subie, il a expié sa faute et que par conséquent il a le

droit d'être traité comme un aliéné ordinaire. Nous répondrons que sa place n'est pas au milieu des aliénés inoffensifs, parce qu'il peut être, pour eux, un voisin dangereux. Le crime qu'il a commis révèle chez lui des penchants qu'il est bon de surveiller. Sa mise en liberté doit être entourée de certaines précautions. Le criminel aliéné devra, suivant nous, être interné, s'il n'est pas guéri à l'expiration de sa peine, dans l'asile spécial d'aliénés criminels où il trouvera avec les soins que comporte son état, toutes les garanties réservées aux pensionnaires de ces asiles. D'ailleurs il pourra, au même titre qu'eux, si son état le permet, être transféré dans l'asile de son département, « en vertu d'une décision du Ministre de l'Intérieur, rendue sur la proposition motivée du médecin traitant, et après avis du comité supérieur ». Ce sont les propres termes de l'article 38 du projet de loi voté par le Sénat.

§ 6. — Locaux d'observation pour les individus présumés aliénés.

Il est encore une autre réforme urgente, c'est la création ou l'appropriation dans les grandes prisons d'un quartier ou local spécial destiné à l'observation des individus présumés aliénés. Il n'est guère possible de savoir si l'accusé ne simule pas jusqu'à un certain point la folie, lorsqu'on ne peut pas le tenir dans un état de surveillance perpétuelle. Le simulateur n'a qu'à faire sur lui-même un effort de quelques minutes, de quelques heures tout au

plus, pour feindre la démente devant les experts ; après quoi, il rentre dans sa cellule où il peut, à l'abri de tout regard indiscret, se remettre de sa fatigue. La Chancellerie a déjà donné des instructions en ce sens, l'année dernière, après communication par le Ministre de l'Intérieur, des rapports des inspecteurs généraux. Il a été prescrit de faire à l'asile et non à la prison, l'examen médical des prévenus suspects, à la condition toutefois que cet asile présente toutes garanties contre les évasions. L'administration s'est prêtée de très bonne grâce à cette modification qui a produit d'excellents effets.

L'article 40 du projet de loi voté par le Sénat prescrit que l'expertise sur l'état mental d'un inculpé aura lieu soit dans le local ou quartier d'observation ou dans le dépôt provisoire de l'hôpital ou de l'hospice, soit dans un établissement public d'aliénés ou dans un établissement privé faisant fonction d'établissement public si l'expert ou l'un des experts est le médecin de cet établissement. Dans le cas où l'expertise a lieu dans un établissement d'aliénés, un ordre du préfet suffit pour réintégrer dans la prison la personne présumée aliénée. L'admission dans l'asile a lieu en vertu d'un arrêté du Préfet pris sur les conclusions de l'autorité judiciaire. La Commission de la Chambre des députés approuve avec raison cette décision qui s'impose.

CHAPITRE VI

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES.

Il nous reste maintenant à jeter un rapide coup d'œil sur les principales législations étrangères. Nous constaterons ainsi que la question des aliénés criminels a été l'objet de sérieuses préoccupations dans un certain nombre de pays, et que la France s'est laissé devancer sur bien des points, en cette matière.

I. — Allemagne.

L'article 40 du Code pénal de Prusse et l'article 51 du Code pénal allemand du 15 mai 1871, proclament l'irresponsabilité pénale de l'aliéné. Ils statuent en ces termes :

Art. 40. — « Il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de démence, imbecillité ou fureur au temps de l'action ou quand il a été contraint par une force ou par des menaces auxquelles il n'a pu résister. »

Art. 51. — « Il n'y a pas d'acte punissable lorsque l'agent était, au temps de l'action, privé de connaissance, ou dans un état mental qui excluait le libre exercice de sa volonté. »

L'Allemagne possède de nombreuses prescriptions administratives relativement aux aliénés, mais elle n'a pas

encore de législation spéciale, malgré les vœux formulés depuis longtemps dans ce sens, notamment par la Société médico-psychologique de Berlin qui réclamait, en 1878, une modification à l'article 51 du Code pénal, pour permettre au juge d'envoyer *directement* l'aliéné reconnu irresponsable dans un asile « pour un séjour fixé ou à la discrétion des médecins ».

Le jury n'est pas consulté spécialement sur la question de démence. On estime en Allemagne, comme en France, que l'examen de l'état mental de l'accusé rentre dans la question générale de culpabilité.

Le Code de procédure allemand promulgué le 1^{er} février 1877 et mis en vigueur le 1^{er} octobre 1879, contient un article 81 qui autorise les tribunaux à ordonner l'internement dans un asile, de l'individu accusé de crime ou délit, dont l'état mental paraît devoir être examiné. La détention dure six semaines au maximum ; l'individu interné peut se pourvoir contre la décision du tribunal.

L'organisation allemande est remarquable en ce qui concerne les *expertises médicales*. Il existe, en effet, une *hiérarchie* de médecins experts : 1^o *médecins physiiciens* près de chaque tribunal ; 2^o *collège médical* dans chaque province ; 3^o *scientifique députation* dans la capitale de l'Empire. Cette organisation, dans les détails de laquelle nous ne pouvons entrer, semble offrir de sérieuses garanties.

La sortie des aliénés dépend uniquement des médecins.

En Prusse, l'aliéné criminel reconnu dangereux est placé dans un asile (Décret du 3 novembre 1872). Dans le

reste de l'Allemagne, tout prisonnier frappé d'aliénation mentale est transféré dans un hôpital où on le soigne comme un malade ordinaire. Si les médecins déclarent que la maladie est incurable, les condamnés sont renvoyés de la peine ; si le mal n'est que passager, le temps de la maladie est compris dans celui de la peine (C. instr. cr., art. 493) ; il est sursis à l'exécution de toute peine privative de liberté (art. 487) ; la peine de mort n'est jamais exécutée contre un dément (art. 485, § 2, C. pr. pénale).

Des asiles spéciaux existent à Bruchsal (Bade) et à Waldheim en Saxe ; on y enferme les détenus aliénés et les aliénés dangereux. On trouve des aliénés criminels dans la maison de correction de Tabiau en Prusse et dans des asiles spéciaux à Halle et à Hambourg. En 1888, on a créé, à la prison de Moabit à Berlin, une annexe pour les prisonniers aliénés.

M. le professeur Mittermaier (1) dit que les aliénistes et hommes de loi désirent vivement un changement. La situation des aliénés à Bruchsal, à Waldheim, à Moabit, etc. lui paraît satisfaisante, mais il estime que les aliénés chroniques et incurables ne devraient pas être retenus en prison, mais internés dans des maisons d'aliénés où l'on peut établir des quartiers spéciaux ; il proteste contre la confusion des aliénés ayant commis un crime et des condamnés devenus aliénés.

La question des aliénés criminels a été étudiée en Alle-

(1) V. *Revue pénitentiaire*, n° 5, mai 1897, p. 795 et suiv.

magne dans la réunion de l'*Association des fonctionnaires des prisons allemandes* à Stuttgart en 1877, à Bremen en 1880, à Vienne en 1883, mais elle ne paraît pas encore « suffisamment éclaircie » si l'on s'en rapporte à la constatation faite en 1885 par la *Société des Prisons de l'Allemagne du Nord-Ouest*, réunie en séance à Hildesheim.

Des asiles spéciaux ont été réclamés en 1881 par la Société de psychiatrie de Berlin, en 1882 par la Société des aliénistes allemands.

Le professeur Mittermaier et la plupart des aliénistes et hommes compétents pensent que, tout en ne confondant pas les aliénés ayant commis un crime et les condamnés devenus aliénés après leur crime, il n'y a lieu d'enfermer dans des asiles spéciaux que les aliénés qui exigent un traitement plus sévère que les autres.

L'opinion dominante paraît être d'aménager, dans les prisons, des hôpitaux pour le traitement des aliénés, et d'établir seulement un pavillon séparé pour les aliénés criminels.

II. — Angleterre.

Un *act* récent, du 29 mars 1890 (*lunacy act*), a mis de l'ordre dans la législation très compliquée de l'Angleterre sur les aliénés. Cet *act* contient 342 articles, mais il ne s'applique pas aux aliénés criminels.

Le principe de l'article 64 de notre Code pénal est admis par l'Angleterre. A la demande du défenseur, le Président *doit* poser une question spéciale relative à la démence ; le

jury fait ainsi savoir si c'est pour cause de folie qu'il rend un verdict d'acquittement.

L'individu acquitté pour cause de démence, tombe sous le coup de l'*act royal du 28 juillet 1800*, ainsi conçu : « Lorsqu'une personne accusée de meurtre ou de tout autre crime est acquittée pour cause de folie, la Cour devant laquelle le verdict est rendu, doit ordonner que cette personne soit tenue en stricte garde, jusqu'à ce que le bon plaisir de Sa Majesté soit connu. Il est par conséquent du droit de Sa Majesté de donner des ordres pour la garde de cette personne, tant que dure son bon plaisir, en tel lieu et de telle manière qu'il lui paraîtra convenable. »

La conséquence du verdict d'acquittement pour cause de démence est donc de faire enfermer l'accusé dans un asile d'aliénés organisé tout spécialement pour recevoir des aliénés criminels, et ce, « during Her Majesty's pleasure », c'est-à-dire pour un temps illimité. L'élargissement pur et simple ou conditionnel, ou bien le transfert dans un asile d'aliénés ordinaire peut être ordonné par le secrétaire d'Etat (*Trial of lunatics Act*, 1883, § 2; *Criminal lunatics Act*, 1884, § 5). Mais, en pratique, comme Sa Majesté tient, avant tout, à assurer la sécurité publique, elle se garde bien de faire connaître son bon plaisir, quand il s'agit de manie homicide ou de pyromanie, car elle sait fort bien, après Pinel, Esquirol, Maudsley et tant d'autres, que ces affections sont incurables.

Les condamnés qui deviennent aliénés sont internés dans un des asiles spéciaux, après constatation de la mala-

die mentale par deux médecins et deux magistrats. Le temps passé dans l'asile est déduit de la peine.

Le détenu qui n'est pas guéri à l'expiration de sa condamnation, quitte l'asile spécial d'aliénés criminels, pour être enfermé dans un asile ordinaire.

On traite dans l'asile ordinaire les cas peu sérieux ; à l'expiration de la peine, l'aliéné non guéri peut être maintenu dans cet asile.

L'Angleterre, qui nous a devancés depuis si longtemps sur tout ce qui touche à la question des aliénés criminels, n'a cessé depuis le commencement de ce siècle, de créer de nouveaux asiles spéciaux et d'agrandir les anciens. En 1816, on annexa à l'hôpital royal de Béthleen, un asile pour 60 aliénés criminels ; leur nombre a été augmenté depuis. En 1849, on affecta dans l'établissement privé de Fisherton house, un quartier spécial aux aliénés criminels. En 1866, un asile central fut construit à Broadmoor pour 563 pensionnaires ; 640 aliénés criminels, dont 166 femmes, y étaient internés au 1^{er} janvier 1896. Cet asile ne reçoit que les individus les plus dangereux, principalement ceux qui ont commis un meurtre ou un assassinat : la durée moyenne de leur séquestration est de 7 ans, et, à leur sortie, ils sont généralement confiés à un de leurs proches ou à quelque autre personne recommandable. L'asile de Broadmoor semble constituer, de nos jours, l'asile modèle, et remplir toutes les conditions désirables ; la mortalité y est de 3 0/0 à peine (1).

(1) V. Dr Motet, *Annales médico-psychologiques*, 1881, t. VI, p. 411.

L'Irlande a son asile spécial à Dundrum, près de Dublin. 163 malades, dont 23 femmes, y étaient internés au 1^{er} janvier 1896.

Le criminel aliéné est soumis en Écosse à un régime spécial. Si le délit commis par lui est peu grave, on se contente d'un internement dans un asile local ; si le fait est grave, on envoie le criminel au quartier des aliénés de la prison générale de Perth (1).

C'est le Sheriff (juge) ou bien la Haute Cour (si le fait est grave) qui déclare l'irresponsabilité ; le jury tranche la question de démence.

Le juge ordonne l'internement ; au moment de l'interrogatoire, les médecins des prisons ou de la police donnent leur avis.

La législation concernant les aliénés se trouve dans les statuts 20 et 21 Victoria, c. 71 — 25 et 26 Victoria, c. 54 — 34 et 35 Victoria, c. 55. Elle n'a soulevé jusqu'à présent, d'après M. le Colonel Mac Hardy, président de la commission des prisons d'Ecosse, aucune critique sérieuse (2).

III. — Autriche-Hongrie.

§ 1. — Autriche.

La législation autrichienne admet le principe de l'irresponsabilité pour cause de démence.

(1) La prison de Perth contient 236 hommes et 87 femmes ; l'asile spécial contient en moyenne 58 malades.

(2) *Revue pénitentiaire*, n° 5, mai 1897, p. 815.

L'aliéné acquitté est interné dans un établissement d'aliénés, s'il paraît dangereux ; dans le cas contraire, la police peut le rendre à sa famille.

Si un prévenu donne des signes d'aliénation mentale, on suspend immédiatement les poursuites commencées contre lui, et on le transfère dans un établissement d'aliénés. L'état d'aliénation mentale est constaté par des experts, à la requête du ministère public ; et la Chambre du conseil (Rathskammer), prononce ensuite la déclaration d'irresponsabilité.

Le tribunal ou le jury peut statuer spécialement sur la question de démence, lorsque le défenseur le demande (art. 319, C. inst. cr.).

Dès que les poursuites sont suspendues, l'autorité judiciaire est dessaisie, et, après avis des médecins experts, l'internement de l'inculpé peut être ordonné par l'autorité administrative.

Les condamnés aliénés et quelquefois aussi les épileptiques, sont enfermés dans des asiles ordinaires.

En Autriche, il n'existe aucun asile spécial pour les aliénés criminels. A l'heure actuelle, on en réclame et on préconise la séquestration des condamnés aliénés dans une annexe de la prison.

La sortie des asiles ne dépend pas de l'autorité judiciaire.

La peine de mort et les peines privatives de liberté sont remises jusqu'à ce que l'état de démence ait cessé (art. 398, C. pr. pénale).

§ 2. — Hongrie.

L'article 76 du Code pénal hongrois déclare l'irresponsabilité des accusés et prévenus atteints de folie. Leur mise en liberté s'impose : on les rend à leur famille s'ils ne présentent aucun danger ; dans le cas contraire, on les enferme dans un asile d'aliénés où ils sont soumis au même régime que les aliénés ordinaires.

Aux termes de l'article 246 du nouveau Code de procédure pénale (loi XXXIII de l'an 1896 sanctionnée par le roi, le 4 décembre 1896), l'individu présentant des troubles mentaux doit être visité par deux médecins qui feront un rapport destiné à renseigner la justice sur l'état d'inconscience ou de démence du prévenu et sur l'existence de son libre arbitre au moment de la perpétration du crime ou du délit. Les médecins, en constatant que le prévenu n'a pas son libre arbitre, doivent dire s'il leur paraît ou non dangereux pour la société.

Le Tribunal ou la Chambre des mises en accusation, après avis du procureur du roi et de l'avocat, peut faire interner le prévenu dans un établissement spécial où il sera examiné au point de vue mental. Le délai d'observation ne peut dépasser deux mois ; mais la Chambre des accusations ou le Tribunal peut accorder une prolongation de séjour dans l'établissement.

L'article 264 prononce « la cessation de la procédure » lorsque la maladie mentale est déclarée incurable.

L'autorité administrative est chargée de l'internement.

La sortie est confiée à des médecins spéciaux qui sont d'ailleurs toujours consultés avant l'internement.

L'asile spécial pour les aliénés criminels est à Budapest. On ne peut y interner personne sans l'autorisation du Ministre de la Justice. Cet asile peut contenir 136 pensionnaires (96 hommes et 40 femmes) (1).

IV. — Belgique.

L'article 71 du Code pénal du 8 juin 1867 décide que : « il n'y a pas d'infraction lorsque l'accusé ou le prévenu était en état de démence au moment du fait. »

Ajoutons que la législation belge contient une disposition relative au sourd-muet ; c'est l'article 76 du Code pénal qui est conçu dans les termes suivants : « Lorsqu'un sourd-muet âgé de plus de 16 ans accomplis aura commis un crime ou délit, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté. Il pourra être placé dans un établissement déterminé par la loi pour être détenu pendant un nombre d'années qui n'excédera pas 5 ans. S'il est décidé qu'il a agi avec discernement, les peines seront diminuées dans la proportion établie par la loi. »

En Belgique, la question de démence n'est pas posée au jury. Notre matière est régie à l'heure actuelle par la loi du 18 juin 1850 et la circulaire du 26 novembre 1851.

Tout condamné ou prévenu atteint d'aliénation mentale constatée par les médecins, est transféré dans un asile fixé

(1) Pour les détails, V. *Revue*, 1896, p. 318 et le plan annexe ; *Revue*, 1897, p. 800.

par l'Administration, à la requête du Ministère public. Il existe des quartiers spéciaux annexés aux asiles d'Etat où l'on enferme les individus devenus aliénés pendant qu'ils subissent leur peine, mais, en principe, les établissements d'aliénés sont des entreprises privées. Dans cet ordre d'idées, nous ne devons pas omettre la célèbre colonie de Gheel, sorte de colonie agricole dans laquelle les aliénés vivent dans un état de liberté relative; c'est une application du système du patronage familial aujourd'hui soumis au règlement du 23 mai 1882. Il va sans dire que ce système ne saurait être appliqué aux aliénés criminels ou dangereux.

La sortie des asiles est, en principe, de la compétence de l'Administration; cependant l'individu sequestré peut s'adresser au Président du Tribunal qui, après enquête, peut ordonner sa mise en liberté.

La Chambre des Représentants est actuellement saisie d'un projet de loi sur les aliénés, déposé par le Gouvernement, après avis de l'Académie royale de médecine. Ce projet porte création d'asiles spéciaux pour les aliénés criminels et étend aux criminels dangereux la règle de l'internement dans un asile spécial, mais les mœurs dépravées ou les habitudes perverses ne peuvent motiver un internement dans un asile spécial, lorsque l'individu n'a pas de manie homicide ni de penchant au viol ou à l'incendie.

Les juridictions d'instruction et le tribunal correctionnel rendant des décisions motivées, ils peuvent statuer sur l'internement, mais s'il s'agit de la Cour d'assises, le projet

exige le renvoi de la décision relative à l'internement à la Chambre du Conseil du Tribunal civil. C'est la Cour en Chambre du Conseil, qui, après le verdict d'acquittement, renverra l'aliéné acquitté devant le tribunal de première instance et ordonnera son internement provisoire dans un asile spécial de l'Etat (art. 3) (1).

La mise en liberté sera ordonnée par le Tribunal civil en Chambre du Conseil (art. 10).

Quant aux individus internés à cause de leurs instincts homicides ou de leur penchant au viol ou à l'incendie, ils ne seront remis en liberté qu'en vertu d'une décision du comité d'inspection et de surveillance de l'asile (art. 7).

Ajoutons que l'asile spécial recevra également les condamnés aux travaux forcés, à la réclusion ou à l'emprisonnement correctionnel (art. 2, § 1).

L'internement est toujours imputé sur la durée de la peine.

L'éminent ministre d'Etat, M. Le Jeune, a présenté un nouveau projet portant également création d'un asile spécial pour les aliénés, les alcoolisés et certains malades. M. Le Jeune entoure l'internement de toutes les précautions possibles pour empêcher les abus ; quant à la sortie de l'asile, il exige « constatation de la guérison définitive ».

Les articles 10 et 11 de ce nouveau projet doivent fixer notre attention.

(1) Dans le cas de non-lieu, la Chambre des mises en accusation peut également ordonner l'internement dans un asile spécial.

L'article 10 permet aux tribunaux d'ordonner l'internement dans un asile spécial, de tout individu condamné à un emprisonnement de 15 jours à 2 ans, pour avoir commis sous l'empire de l'alcoolisme chronique ou en état d'ivresse volontaire, un délit ou un crime d'homicide, de lésions corporelles, de viol, d'attentat à la pudeur, d'outrage public aux mœurs, ou d'incendie. Le jugement sera exécuté dans la quinzaine du jour de la condamnation, et l'internement aura lieu aussitôt après.

L'article 11 prévoit l'internement dans l'asile spécial, de l'individu qui, dans l'espace de quatre ans, aura encouru 5 condamnations à une amende de 1 à 15 francs pour ivresse publique. Cet internement ne sera que facultatif. M. Le Jeune prévoit également le cas de rechute : « la science médicale, dit-il, n'est pas infaillible et ne peut jamais répondre de l'avenir. » Dans le cas de rechute, le libéré est réintégré dans l'asile (1).

V. — Danemark.

L'aliéné qui a commis une infraction est remis en liberté, sauf dans le cas où il présenterait un danger quelconque pour la sécurité publique. L'autorité administrative a seule compétence pour prononcer l'internement. Cet internement a lieu dans un asile d'aliénés ordinaire, aucun asile spécial n'existant en Danemark pour les aliénés criminels.

(1) V. *Revue*, 1891, p. 812 ; 1895, p. 707, 891, 1036 et 1197 ; *Revue*, 1897, p. 718 et suivantes et 803.

La sortie est réglée par l'autorité administrative, après avis du médecin.

On réclame depuis longtemps la création d'asiles spéciaux.

VI. — Espagne.

Le Code pénal de 1870 est toujours en vigueur, et la procédure est toujours réglée par la loi de 1882. On distingue suivant que l'individu déclaré irresponsable pour cause de démence est ou non dans un état perpétuel d'aliénation mentale ; et, suivant le cas, le juge le remet en liberté (et il appartient alors à l'Administration de veiller à ce que sa famille le garde avec les précautions nécessaires), ou l'autorité judiciaire ordonne son internement (c'est encore à l'autorité administrative qu'incombe la charge d'assurer cette mesure).

Des médecins spéciaux sont appelés à donner leur avis sur l'état mental ; mais l'autorité judiciaire n'est pas liée par cet avis (art. 381 de la loi de 1882).

C'est le jury qui décide sur la question relative à l'irresponsabilité pour cause de démence. Pour les affaires de sa compétence, c'est le tribunal ou chambre criminelle qui statue à cet égard.

Si la démence survient après l'accomplissement de l'infraction, le tribunal compétent est saisi de l'affaire dès que l'inculpé est revenu à la santé (L. de 1882, art. 383) ; et, sauf dans le cas de prescription de la peine (art. 101 du Code pénal), le condamné guéri subit sa condamnation.

L'article 19 du Code pénal statue sur la question de responsabilité civile. Ceux qui ont la garde du fou sont civilement responsables de ses actes, sauf le droit pour eux d'établir qu'il n'y a ni faute ni négligence de leur part. En cas d'insolvabilité de ses gardiens légaux, ou si l'aliéné n'est sous l'autorité de personne, les propres biens du fou servent de garantie.

La législation espagnole n'a prêté le flanc à la critique que sur un seul point, paraît-il (1) : l'absence d'un asile spécial. Un décret du 13 décembre 1886 a donné satisfaction à cette réclamation unique en ordonnant la construction d'un *manicomio penal* pour l'internement des délinquants atteints de folie et pour l'observation des prévenus soupçonnés de démence. Tout récemment, a été inauguré le pénitencier-hôpital de Puerto de Santa-Maria, situé à 12 kilomètres de Cadix (2). Cette création est destinée à remédier à certains abus signalés par le Ministre de l'Intérieur, M. Manuel Aguirre de Tejada, dans un rapport précédant l'important décret du 4^{er} septembre 1897.

Ce décret ordonne : 1^o l'internement dans un *manicomio* (asile d'aliénés) ou la remise à sa famille, de l'aliéné qui a commis un délit ; 2^o l'internement dans un *manicomio* ou dans un pénitencier-hôpital, des condamnés dont l'aliénation mentale, survenue postérieurement à la condamnation, a suspendu l'exécution de la peine (art. 2). Il divise ainsi les aliénés en deux catégories suivant que la démence est

(1) *Revue pénit.*, 1897, p. 811.

(2) *Revue*, n^o 1, janvier 1898.

antérieure ou postérieure au fait qualifié crime ou délit (art. 1^{er}). C'est l'article 3 qui prescrit l'internement : 1^o des hommes ou femmes irresponsables pour cause d'aliénation mentale qui ont perpétré un acte qualifié *délit grave* (c'est-à-dire un crime) et même, si les juges le décident, un *délit moins grave* (délit correctionnel) ; 2^o des condamnés atteints de folie au cours de leur peine dans les prisons d'*audiencia* ou dans le pénitencier (spécial aux femmes), d'Alcala de Henares.

Le *pénitencier-hôpital* est exclusivement réservé aux hommes ayant encouru les peines de mort, du *presidio* correctionnel ou de la chaîne à perpétuité, atteints ou paraissant atteints d'aliénation mentale, et aux condamnés épileptiques (art. 5).

L'article 6 nous donne la définition du mot *manicomio*. Il faut entendre par là, tout asile d'aliénés appartenant à l'Etat, aux provinces, aux communes ou à des congrégations religieuses, à des patronages ou même à des particuliers, ainsi que les quartiers spéciaux des différents hôpitaux. Le même article statue sur les frais de transfert et d'entretien des aliénés. Ces frais sont supportés par la province de l'origine ou du domicile, quand il s'agit d'individus acquittés pour cause de démence, ou de condamnés à la *prision correccional* (emprisonnement) devenus aliénés au cours de leur peine ; ils incombent à l'Etat, s'il s'agit des femmes détenues à Alcala de Henares, ou d'hommes condamnés à des peines variant entre la détention correctionnelle dans une forteresse (*presidio correc-*

cional) et la chaîne à perpétuité, détenus dans des établissements spécialement affectés à l'exécution de ces catégories de peine ou condamnés à mort.

En Espagne, la sortie des asiles est réglée par l'autorité judiciaire, après avis des médecins.

VII. — Italie.

Le juge peut envoyer — c'est une faculté pour lui — dans un asile spécial (*manicomio criminale*) l'aliéné criminel déclaré irresponsable ; cet individu y restera détenu tant que l'autorité compétente jugera nécessaire de le garder (art. 47). Lombroso aurait voulu que cette faculté devînt une *obligation* pour le magistrat, lorsqu'il se trouverait devant un cas de folie criminelle absolument indéniable.

Si la responsabilité du délinquant est seulement atténuée, le juge doit diminuer la peine et il peut, en outre, ordonner l'internement du condamné dans une *casa di custodia* (maison de garde) (1).

L'article 46 du Code pénal indique clairement l'autorité chargée de demander l'envoi dans un asile, mais il ne parle pas de l'autorité chargée de l'élargissement de l'aliéné criminel provisoirement placé dans un asile d'aliénés.

Les articles 13 et 14 du décret du 1^{er} décembre 1889 complètent l'article 46 dans le sens suivant : « ART. 13 :

(1) *Revue*, 1889, p. 151 ; 1892, p. 476, 484, 1129 ; 1895, p. 1296 ; *Revue*, 1897, p. 810. *Bulletin de légist. comp.*, 1893, p. 149. Consulter également l'intéressant ouvrage de M. Paoli sur le Droit pénal italien. V. Guillot, Les Prisonniers et les prisons. *Archivio di psichiatria, scienze penale d'Antropologia criminale*, 1888, vol. IX, fasc. III, pages 264 à 267.

« Dans le cas prévu par le deuxième paragraphe de l'article 46, la Cour d'assises prévoit, par une ordonnance motivée, à la remise de l'accusé absous à l'autorité de sûreté publique, laquelle autorité le fait enfermer provisoirement dans un *manicomio*, en état d'observation jusqu'à ce que l'on ait rendu la décision prévue par l'article 14. »

ART. 14. — « Le Président du tribunal civil de l'arrondissement où fut prononcée l'ordonnance ou la sentence, sur la demande du Ministère public et après informations opportunes recueillies, ordonne l'internement définitif ou la libération de l'accusé ou de l'inculpé absous provisoirement enfermé dans un *manicomio* suivant l'article précédent. »

« Dès que les raisons pour lesquelles l'internement définitif a été déclaré cessent, il appartient au même Président, sur la demande des intéressés ou même d'office, de faire cesser l'internement. Le même Président peut toujours donner la garde de la personne enfermée dans un *manicomio* à celui qui consent à en assumer le soin et la garde et qui offre les garanties suffisantes. »

Il est à remarquer que, en Italie, l'autorité administrative n'a pas à intervenir pour l'internement des aliénés.

L'état mental des accusés est examiné par une commission composée d'un médecin, d'une personne initiée aux études philosophiques et d'un expert étranger à la science médicale et à la science juridique, mais doué d'un jugement sain et droit et désigné par l'autorité judiciaire.

L'Italie possède des asiles spéciaux, pour les hommes

seulement, à Aversa, à Montelupo et à Reggio d'Emilie.

L'internement dans l'asile compte dans la durée de la peine.

VIII. — Pays-Bas.

« Quiconque, dit l'article 37 du Code pénal, commet un fait qui ne peut lui être imputé, à cause du développement incomplet ou du trouble maladif de son intelligence, n'est pas punissable. S'il est évident que le fait commis ne peut lui être imputé à cause du développement incomplet ou du trouble maladif de son intelligence, le juge peut ordonner qu'il soit placé dans un hospice d'aliénés pendant un temps d'épreuve ne dépassant pas la durée d'un an. »

Il est à noter que le jury n'existe pas dans les Pays-Bas, et que le juge de paix, le tribunal ou la Cour d'appel sont les seules juridictions qui statuent en matière pénale comme en matière civile, et qui ordonnent l'internement. Quant à la sortie, elle dépend du médecin directeur de l'asile. La responsabilité du médecin est couverte par l'article 26 de la loi du 29 mai 1844 : si le médecin déclare que l'individu interné présente un danger pour l'ordre public, avis en est donné au Ministère public et le tribunal peut empêcher la sortie.

Les Pays-Bas ont des établissements similaires à notre quartier de Gaillon ; l'article 37 du Code pénal et l'article 10 de la loi du 27 avril 1884 en ont prescrit la création. On reproche à la législation des Pays-Bas de ne pas se livrer plus fréquemment à l'examen mental des individus, de ne pas ordonner un contrôle efficace de l'autorité judi-

ciaire sur les sorties des asiles, et de ne pas établir une *prison-asile* proprement dite.

De plus, le service médical serait mal organisé dans les prisons (1).

Toutefois, un grand nombre d'aliénés criminels sont internés dans l'asile de Medemblik qui appartient à l'Etat ; le temps passé dans cet asile compte pour la durée de la peine.

IX. — Portugal.

La loi du 3 avril 1896 est actuellement en vigueur, mais elle n'est pas exécutée, parce que les établissements spéciaux dont elle prescrit la création pour la séquestration et le traitement des aliénés délinquants ne sont pas encore fondés.

L'internement n'a lieu que sur l'ordre de l'autorité judiciaire ; la sortie nécessite l'intervention des médecins.

Le Portugal ne possède pas d'asile spécial pour les aliénés criminels ; mais une loi du 4 juillet 1889 a autorisé la construction d'infirmes pour cette catégorie d'individus (2).

A l'heure actuelle, on envoie les aliénés criminels à l'asile de Ralhafolles ; dès que la grande infirmerie que l'on construit à Lisbonne sera achevée, on y internera les aliénés criminels dans un quartier qui y sera annexé pour eux.

(1) *Bull. Soc. législ. comp.*, 1889, p. 319, *Revue*, 1897, p. 801.

(2) *Bull.*, 1888, p. 978 ; 1895, p. 803. — *Revue*, 1897, p. 813.

X. — Roumanie (1).

Le principe de l'article 64 de notre Code pénal est reproduit par l'article 57 du Code pénal de Roumanie : l'acquittement est donc imposé par la démence, mais l'autorité judiciaire n'a aucun pouvoir d'internement.

On soumet à un régime approprié, dans la prison même où il subit sa peine, le condamné devenu aliéné. Cette soumission à un régime spécial n'a lieu qu'en vertu d'une décision de la Direction générale des Prisons, après avis des médecins et du directeur de la prison.

La Roumanie ne possède ni asile spécial ni législation particulière pour les aliénés criminels.

XI. — Russie (2).

L'article 33 du projet de Code pénal russe déclare que :
« N'est pas imputable le fait commis par un individu qui, soit par l'insuffisance de ses facultés intellectuelles, soit par le dérangement maladif de l'activité de son âme, soit par suite de son état d'inconscience, ne pouvait au temps de l'action, comprendre la nature et le sens de ce qu'il faisait, ni diriger ses actions. »

Après l'acquittement, le tribunal peut remettre l'aliéné sous la surveillance de ses proches ou de toute personne recommandable qui veut bien se charger de sa garde ; mais si cet aliéné lui paraît trop dangereux pour le laisser

(1) *Revue pénit.*, 1897, p. 814.

(2) *Ibid.*, p. 808.

dans cet état de liberté relative, le tribunal peut le faire interner dans un asile.

Lorsqu'il s'agit d'aliénés accusés d'homicide, de tentative d'homicide ou de tentative de suicide, la Cour doit toujours envoyer l'accusé acquitté, pour deux ans, dans un asile ; ce délai peut être abrégé.

La Russie ne possède pas d'asile spécial ; les aliénés criminels sont transférés dans un asile ordinaire. Une section spéciale pour ces malades existe toutefois à la Maison de santé municipale de St-Pétersbourg. Le temps passé dans l'asile compte dans la durée de la peine.

La sortie sera réglée, dit l'article 33, par une loi spéciale. Actuellement, elle dépend de l'autorité judiciaire.

Ajoutons que l'article 754 du Code d'instruction criminelle oblige de poser la question de démence au jury ; dans sa réponse, celui-ci indique la forme générique de la maladie.

XII. — Suède et Norvège (1).

I. — Avant 1888, la Suède possédait une prison spéciale pour les détenues incurables ; cette prison n'existe plus, et ces incurables sont actuellement soignées à la maison centrale de Malmö.

Les aliénés des deux sexes sont internés dans des asiles spéciaux ; le temps de l'internement ne compte pas dans la durée de la peine.

(1) *Revue*, 1879, p. 63 ; *Revue*, 1897, p. 805.

L'internement et la sortie sont de la compétence de l'Administration.

II. — Le Code pénal norvégien ordonne l'acquittement de tout individu ayant commis une infraction en état de démence ou sous l'empire de la folie (ch. VII, § 2).

C'est le Ministère public qui, en Norvège, tient lieu de Chambre des mises en accusation, sauf dans le cas où l'accusé fait des aveux complets ; c'est alors le juge d'instruction qui ordonne la mise en accusation.

La loi du 1^{er} juillet 1887 sur l'instruction criminelle (§ 285) oblige le ministère public d'ordonner le non-lieu s'il estime que l'accusé est irresponsable.

Si la question de démence est soulevée dans une affaire d'assises, c'est au jury de décider ; la Cour n'est cependant pas tenue de poser une question spéciale au jury.

Les experts sont généralement appelés à fournir leur avis ; si leurs conclusions ne paraissent pas suffisantes à la Cour, au Ministère public ou au juge d'instruction, ces différentes juridictions peuvent ordonner la mise en observation de l'accusé dans un asile d'aliénés.

C'est la police qui est chargée d'enfermer les aliénés acquittés reconnus dangereux ; l'autorité judiciaire n'a pas à statuer sur l'internement. La sortie dépend uniquement du directeur de l'asile.

La Norvège n'a pas d'asile spécial, à moins que l'on ne range sous cette qualification le petit asile créé à Trondhjem en 1895 et destiné à recevoir 15 aliénés criminels ou plus exactement 15 aliénés dangereux. L'internement

dans cet asile et la sortie dépendent uniquement du Ministre de la justice.

Une commission extraparlamentaire étudie un nouveau projet de Code pénal dont l'article 39 réglemente la situation des aliénés criminels.

Les textes législatifs actuellement en vigueur sur la question sont le Code pénal du 20 août 1842, la loi du 27 août 1842 et le Code d'instruction criminelle du 1^{er} juillet 1887.

XIII. — Grèce (1).

L'irresponsabilité de l'individu qui commet un crime ou un délit sous l'empire de la folie ou de la monomanie est reconnue par le Code pénal hellénique. L'accusé peut être relaxé immédiatement après constatation de son aliénation mentale ou renvoyé par le juge d'instruction d'accord avec le procureur du roi, devant les trois magistrats qui composent la Chambre des mises en accusation. Celle-ci peut renvoyer à son tour devant la Cour d'assises, si elle n'est pas convaincue de la démence de l'accusé; dans ce cas, c'est le jury qui résout la question de folie.

C'est à la police qu'il appartient de faire interner l'aliéné criminel, dont la mise en liberté paraît dangereuse.

Le Code pénal prévoit également le cas où le prévenu n'a qu'une responsabilité partielle, c'est-à-dire lorsqu'il a agi sous l'empire de l'ivresse, de la maladie, de la passion, de la peur, etc., ou de tout autre état spécial capable de

(1) *Revue pénitentiaire*, 1897, p. 1020.

troubler ses facultés. On n'applique alors que la moitié de la peine. Une question relative à l'existence de cet état de trouble intellectuel est posée au jury, en même temps que la question de culpabilité.

XIV. — Suisse (1).

La Suisse ne possède pas de législation fédérale sur les aliénés ; il y a même certains cantons qui n'ont à cet égard que des usages locaux.

Le canton de Tessin a des textes législatifs qui soumettent l'aliéné criminel à un régime spécial : ce sont les articles 46 et 47 du Code pénal du 25 janvier 1873, complétés par les articles 1 et 2 de la loi du 8 mai 1893. Il résulte notamment de ces textes que l'autorité judiciaire a le droit de prescrire l'internement dans une maison d'aliénés de tout individu acquitté pour démence et qui paraîtrait dangereux ; cet internement est confié aux soins de l'autorité administrative. Si la responsabilité de l'accusé n'est que partielle, le juge est autorisé à descendre la peine de un à trois degrés et à la faire exécuter dans un asile d'aliénés aux frais de l'Etat, pendant un temps laissé à sa discrétion.

Si la démence se manifeste pendant l'instruction, c'est au procureur public à déclarer l'irresponsabilité, sauf appel à la Chambre des recours. Si l'affaire est déjà portée devant les assises, une double question est posée au jury : celle du fait commis et celle de la responsabilité.

(1) *Revue*, 1897, p. 808.

L'internement et la sortie nécessitent l'intervention des experts choisis par le juge ; le nombre des experts est également fixé par le juge. L'accusé, pour faciliter la tâche des experts, peut être interné dans un asile et mis en observation, sur l'ordre du juge, de la chambre des recours pendant l'instruction, de la Cour d'Assises pendant les débats. Cette mise en observation ne peut excéder une durée de 60 jours (art. 107).

Un asile spécial n'existant pas en Suisse, c'est dans les asiles ordinaires que l'on interne les aliénés criminels.

On établira pour ces malades une section spéciale dans l'asile-village qui va être construit à Mendrisio.

XV. — Etats-Unis d'Amérique.

De la vaste enquête si minutieusement faite par M. Samuel Barrows, député au Congrès fédéral, nous ne retiendrons que les points suivants (1) :

I. — La question de responsabilité est soumise au jury dans l'*Alabama*. Dans cet État, le condamné devenu aliéné au cours de sa peine est placé dans un asile ; le temps de son internement ne compte pas dans la durée de sa peine. Il n'existe ni asile spécial, ni législation particulière relative aux aliénés criminels. Un jurisconsulte et deux médecins sont désignés pour examiner l'état mental du détenu aliéné.

II. — Dans l'*Arkansas*, le *Colorado* et la *Caroline du Sud*, la question de démence est tranchée par un jury spécial.

(1) V. *Revue*, 1897, p. 817 et suiv.

Si le jury répond affirmativement, l'individu est interné dans un asile par ordre de l'autorité judiciaire.

Si la folie se manifeste au cours de la peine, on soigne l'aliéné au pénitencier, dans le premier de ces États ; dans l'État de Colorado et la Caroline du Sud, on l'envoie dans un asile d'aliénés, et la durée de son internement est déduite du temps de sa peine. Aucun de ces trois États ne possède d'asile spécial pour les aliénés criminels.

III. — Excepté dans le cas de folie furieuse, on garde, en *Californie*, les détenus aliénés dans la prison où ils se trouvent. Il existe des asiles spéciaux pour aliénés criminels. La durée de l'internement compte dans la peine.

IV. — Il n'existe pas, au contraire, d'asile spécial dans le *Connecticut*, ni dans l'*Idaho*.

Dans le premier de ces États, le jury tranche la question de démence ; si la folie survient au cours de la peine, le gouverneur désigne une commission qui envoie le condamné dans un asile, s'il y a lieu.

V. — La province d'*Indiana* n'a pas de législation spéciale ni d'asile spécial pour les aliénés criminels ; ces derniers sont confondus avec les autres malades.

La question d'insanité est tranchée par le jury d'une manière générale, car elle est considérée comme rentrant dans la question de culpabilité.

VI. — C'est le *Bureau d'Etat* c'est-à-dire une réunion de fonctionnaires, ou bien le *jury* qui, dans la province de *Montana*, statue sur la question d'insanité, suivant que la folie apparaît avant ou pendant les débats. Si la démence

survient au cours de la peine, c'est une *commission spéciale* (composée des commissaires de la prison, du gouverneur, de l'attorney général et du secrétaire d'Etat) qui statue sur son existence. L'aliéné criminel est interné dans un asile appartenant à l'État. Après sa guérison, il achève sa peine.

VII. — Le jury tranche la question de démence dans l'État de *Maryland*. Le fou est soigné dans un hôpital ou une maison de santé, aux frais de l'État.

VIII. — Dans l'État du *Maine*, tout accusé présumé aliéné est envoyé dans un hôpital d'où la Cour seule peut le faire sortir. Si le jury acquitte un individu pour cause de démence, la Cour fait interner cet aliéné dans un asile spécial. Après sa guérison, le condamné aliéné subit sa peine, si le temps fixé pour l'exécution de celle-ci dure encore.

La famille de l'aliéné acquitté peut le réclamer lorsque sa guérison est complète.

IX. — *Massachusetts*. — Tout individu acquitté pour cause de démence est placé dans un asile spécial d'aliénés criminels, par ordre de la Cour. L'internement doit être prononcé à vie si l'aliéné criminel a commis un meurtre ou un assassinat ; toutefois, le gouverneur, après avis du conseil et des médecins, peut ordonner la mise en liberté.

X. — L'État de *Nebraska* n'a ni législation particulière ni asile spécial pour les aliénés criminels. On ne poursuit pas le coupable devenu aliéné avant sa condamnation ;

si la démence survient après le jugement, on réunit un jury pour décider si, au moment du crime ou du délit, le détenu était réellement aliéné; le défenseur peut faire appel de la décision du jury.

XI. — On ne remet pas en liberté l'accusé déclaré irresponsable, dans l'État de *New-Jersey*. Une commission médicale l'examine, et, si elle reconnaît son état de démence, le juge fait conduire l'aliéné à l'hôpital où il reste jusqu'à sa guérison. L'État de *New-Jersey* n'a pas d'asile spécial; et les aliénés criminels sont confondus avec les autres malades.

XII. — *État de New-York*. Une commission examine l'état mental du prévenu, avant sa mise en jugement, car la folie doit toujours être alléguée par la défense avant les débats. Si l'individu poursuivi est reconnu aliéné, il ne passe pas en jugement, mais, s'il paraît dangereux, on le remet au schériff qui le fait interner dans un asile jusqu'à ce qu'il ait recouvré la raison; il passe ensuite en jugement.

Si les jurés estiment que l'accusé est fou, l'acquittement s'ensuit et l'aliéné est envoyé dans un asile pour une période qui ne doit pas être inférieure à dix années s'il a commis un meurtre.

Quand la démence se manifeste au cours de la peine, un jury spécial est réuni, et, s'il constate la folie, le condamné aliéné est conduit dans un hôpital d'où il ne sort qu'après sa guérison pour rentrer en prison.

Les médecins experts doivent avoir au moins trois années d'exercice.

Un asile spécial existe à Matteawan pour les aliénés criminels. Les *convicts* construisent en ce moment un nouvel établissement pour les condamnés devenus aliénés.

Une législation en vigueur depuis peu permet de conserver dans une maison de santé, même après leur guérison, les aliénés criminels qui paraissent dangereux.

XIII. — Dans l'*Ohio*, le détenu donnant des signes de folie est examiné par la Cour qui, après avis des médecins, peut le faire enfermer dans un asile de l'État. Après sa guérison, l'aliéné passe en jugement.

XIV. — *Orégon*. Le jury tranche la question de folie, et le juge, dans le cas de l'affirmative, peut faire enfermer l'aliéné ou le faire remettre en liberté. Les aliénés criminels sont dans des pavillons spéciaux, mais il n'existe point d'asile spécial pour eux.

XV. — Dans le *Rhode Island*, le jury motive son verdict quand il acquitte pour démence ; la Cour signale alors le fait au gouverneur qui a le droit de faire interner l'aliéné.

Si un condamné devient aliéné au cours de sa peine, un juge de la Cour suprême peut ordonner l'examen du détenu par deux experts. Si la démence est reconnue, le condamné peut être envoyé à l'asile d'État ou dans une maison de charité.

Après la guérison, l'individu séquestré est réintégré dans la prison et jugé s'il y a lieu.

On établira prochainement des pavillons spéciaux pour les aliénés criminels.

XVI. — La prison de *Rusk* dans le *Texas* contient un hôpital où sont traitées toutes les maladies.

XVII. — *Utah*. L'individu acquitté pour cause de démence est soigné dans un asile. S'il guérit, on le juge ensuite. Les aliénés criminels ne sont pas séparés des autres malades.

XVIII. — Dans le *Vermont* et le *Visconsin*, le jury statue sur la question de folie, mais la Cour seule peut ordonner l'internement. Les aliénés criminels sont enfermés dans les asiles ordinaires, mais, en fait, ils sont séparés des autres aliénés.

Dans le *Visconsin*, il faut noter que le pouvoir exécutif a seul le droit de statuer sur le sort du condamné devenu aliéné au cours de sa peine, et que la guérison peut être déclarée par les surintendants, sans l'avis des experts.

XIX. — *Virginie*. Le prévenu considéré comme fou est retenu en prison par le juge jusqu'à ce qu'une commission compétente ait statué sur son état.

La démence met obstacle aux poursuites ; si elle ne se manifeste que pendant les débats, elle impose l'acquittement et l'internement dans un hôpital.

L'État de Virginie n'a pas d'asiles spéciaux pour les aliénés criminels.

XVI. — Japon.

Les condamnés devenus aliénés ou épileptiques sont soignés dans une infirmerie spéciale dépendant de l'établissement pénitentiaire. A moins qu'ils ne soient en liberté provisoire, ils ne sont jamais envoyés au dehors.

Vu :

Le Président de la thèse,
A. LE POITTEVIN.

Vu :

Le Doyen,
GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — Principe de la responsabilité comme base du droit pénal.	5
§ 1. — Responsabilité et libre arbitre	5
§ 2. — Ecole traditionnelle classique	6
§ 3. — Ecole positiviste anthropologique italienne.	11
§ 4. — Terza Scuola.	17
§ 5. — Ecole française lyonnaise	18
§ 6. — Conclusion	19
CHAPITRE II. — De l'irresponsabilité pour cause de dé- mence.	21
§ 1. — Principe de l'irresponsabilité.	21
§ 2. — Applications du principe.	30
I. Maladies mentales proprement dites.	30
II. Etats pathologiques transitoires.	36
III. Limitation du champ de l'irresponsabilité	53
§ 3. — Preuves de la démence	54
I. Des modes de preuves	54
II. De l'expertise médicale	55
CHAPITRE III. — Des effets de la démence au point de vue pénal.	59
§ 1. — Démence au temps de l'action	59
§ 2. — Démence survenant après l'action et avant la condam- nation.	66
§ 3. — Démence survenant après la condamnation.	68
CHAPITRE IV. — Condition déplorable des aliénés avant la loi du 30 juin 1838. — Insuffisance de cette loi relativement aux aliénés criminels. — Réformes proposées . . .	71
§ 1. — Condition des aliénés avant la loi du 30 juin 1838. . . .	71

§ 2. — Loi du 30 juin 1838. Son insuffisance.	79
§ 3. — Réformes proposées pour remédier à la loi de 1838. . .	84
I. Tentatives diverses	85
II. Projet de loi voté par le Sénat.	86
III. Conclusions présentées à la Société Générale des Prisons.	90
 CHAPITRE V. — Des mesures qu'il convient de prendre pour remédier à l'insuffisance de la loi du 30 juin 1838	 93
§ 1. — Internement des aliénés criminels.	93
§ 2. — Création d'asiles spéciaux pour les aliénés criminels . .	108
§ 3. — De la sortie des asiles	118
§ 4. — Internement des criminels aliénés dans des asiles prisons.	122
§ 5. — De la mise en liberté des criminels aliénés	126
§ 6. — Locaux d'observation pour les individus présumés aliénés.	127
 CHAPITRE VI. — Législations étrangères	 129

Imp. G. Saint-Aubin et Thevenot. — J. Thevenot, successeur, Saint-Dizier
